

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 29 mai 2012

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 29/06/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

S O M M A I R E

TOME I / V

Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du 29/05/201223
Délibérations et annexes24 à 199

TOME II / V

Délibération et annexes200 à 398
--------------------------------	-----------------------

TOME III / V

Délibération et annexes399 à 599
--------------------------------	-----------------------

TOME IV / V

Délibération et annexes600 à 664
Décisions et annexes665 à 795

TOME V / V

Décisions et annexes796 à 977
-----------------------------	-----------------------

Montpellier, le 21 mai 2012



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, initialement prévue le lundi 21 mai 2012, le **mardi 29 mai 2012 à 18h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 29 mai 2012
- Synthèses des affaires du 29 mai 2012.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 21 mai 2012 à 18h

M^{me} le Maire		Adoption de l'ordre du jour
M^{me} le Maire		Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent
Marc DUFOUR	1	MONTPELLIER GRAND COEUR Lancement d'une campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activité - Approbation du règlement d'attribution de subventions
Christian BOUILLE	2	MISSION GRAND CŒUR- Lancement d'une nouvelle Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées dans les secteurs St Guilhem- Laissac- Sud Comédie de 2012 à 2017- Approbation de la convention et du règlement attributif des subventions municipales- Autorisation de demande de subvention
Christian BOUILLE	3	MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
Patrick VIGNAL	4	COMPLEXE SPORTIF DE GRAMMONT Création de 2 terrains en gazon synthétique Attribution et autorisation de signer le marché en procédure adaptée
Patrick VIGNAL	5	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES (F.I.S.E.) du 16 au 20 mai 2012 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Coeur" Convention d'occupation du domaine public
Patrick VIGNAL	6	Montpellier Beach Masters 8ème édition du 8 au 17 juin 2012 sur le bassin "Jacques Coeur" Convention d'occupation du domaine public Attribution de subvention - Exercice 2012
Philippe SAUREL	7	Programme pluriannuel de restauration de la place Royale du PEYROU - Tranche 3
Philippe SAUREL	8	Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron Exercice 2012
Philippe SAUREL	9	Convention de partenariat et attribution de subventions à l'association Attitude Exercice 2012
Philippe SAUREL	10	Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Confluences Exercice 2012

Philippe SAUREL	11	Convention de partenariat et attribution de deux subventions à l'association Opéra national et Orchestre National de Montpellier languedoc-Roussillon Exercice 2011
Philippe SAUREL	12	Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association JAM-Jazz Action Exercice 2012
Philippe SAUREL	13	Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Festival de radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon Exercice 2012
Philippe SAUREL	14	Convention de partenariat et attribution de subventions à des galeries associatives d'art contemporain
Philippe SAUREL	15	Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2012
Philippe SAUREL	16	Attribution de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement Exercice 2012
Philippe SAUREL	17	Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2012

Coordination territoriale, Plan local de déplacement, Montpellier au quotidien

Serge FLEURENCE	18	Projet d'Aménagement de la Déviation Est de Montpellier Avis de la Ville sur les modalités de concertation publique proposées par le Conseil Général de l'Hérault
Serge FLEURENCE	19	Plan Local de déplacement secteur Nord Axe Auguste Broussonnet - Quai du Verdanson - Place du Onze Novembre. Réorganisation des sens de circulation - Recalibrage des Voies Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés

Jeunesse, Vie étudiante

Michel PASSET	20	Brevet de Sécurité Routière (BSR) ou du Permis A1 aides financières pour les jeunes Montpelliérains à partir de 14 ans (BSR) et de 16 ans (permis A1) jusqu'à 29 ans Condition et mise en œuvre des dispositifs
Michel PASSET	21	Modification du règlement intérieur du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse (CMJ)
Michel PASSET	22	Association des Etudiants Mahorais de Montpellier Attribution de subvention 2012
Michel PASSET	23	Carte Eté Jeunes 2012 Attributions à titre gratuit
Michel PASSET	24	Espace Montpellier Jeunesse de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Prévention, Environnement, Santé

Jacques TOUCHON	25	Actions solidaires et prévention- Attribution subvention 2012
Jacques TOUCHON	26	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, JCG ENVIRONNEMENT (SAS) Autorisation d'exploitation d'une unité de prétraitement de déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) et d'une station de transit

de déchets dangereux

Qualité de l'espace public, Espaces verts, Génie urbain

- | | | |
|--------------------|----|--|
| Philippe
THINES | 27 | Aménagement et entretien de divers espaces verts de la Ville - Autorisation de signer l'Avenant n°1 pour le lot 2 du marché 1H10270B |
| Philippe
THINES | 28 | Maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial
Autorisation de signer le marché |
| Philippe
THINES | 29 | Entretien du patrimoine arboré Appel d'offres ouvert |
| Philippe
THINES | 30 | Travaux de maintenance du système centralisé du contrôle d'accès de la zone piétonne
du centre historique |
| Philippe
THINES | 31 | Réalisation de petits travaux de voirie et de maçonnerie sur divers espaces verts de la
Ville - Appel d'offres - Autorisation de signer les marchés |

Tranquillité publique, égalité des droits et des devoirs

- | | | |
|------------------|----|---|
| Régine
SOUCHE | 32 | Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Accompagnement des
manifestations en milieu festif Demande de subventions |
| Régine
SOUCHE | 33 | Délégation de service public - Fourrière automobile - Avenant n°1 - Modification tarifs
2012 |

Action culturelle, patrimoine historique

- | | | |
|--------------------|----|---|
| Philippe
SAUREL | 34 | Théâtre Jean Vilar Convention d'aide à la diffusion théâtrale avec la Communauté
d'Agglomération de Montpellier |
| Philippe
SAUREL | 35 | ENSEMBLE HEBRAÏQUE Etude archéologique - Lancement de la phase 3 |
| Philippe
SAUREL | 36 | Centre d'Art contemporain La Panacée Autorisation de signer l'avenant n° 1 Chauffage,
ventilation, climatisation |

Petite enfance

- | | | |
|----------------------|----|--|
| Françoise
PRUNIER | 37 | ZAC Ovalie – Construction de la crèche Joséphine Baker – Autorisation de signer
l'avenant n° 1 au marché de travaux – Lot 7 |
|----------------------|----|--|

Sports, cohésion sociale, démocratie de proximité

- | | | |
|-------------------|----|--|
| Patrick
VIGNAL | 38 | Contrat Urbain de Cohésion Sociale - Attribution de subventions à diverses
associations - Exercice 2012 |
| Patrick
VIGNAL | 39 | Attribution de subventions Associations à thématique Sports Exercice 2012 |

Maisons pour tous, Vie associative

- | | | |
|-------------------------------|----|---|
| Sophie
BONIFACE-
PASCAL | 40 | Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous pour l'Office
Public d'Habitat ACM |
|-------------------------------|----|---|

Action internationale, jumelages

- | | | |
|-------------|----|--|
| Perla DANAN | 41 | Mandat spécial Présentation des missions opérationnelles des membres du conseil
municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages |
|-------------|----|--|

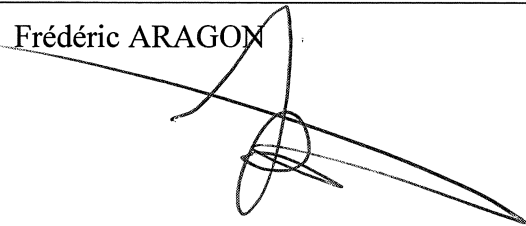

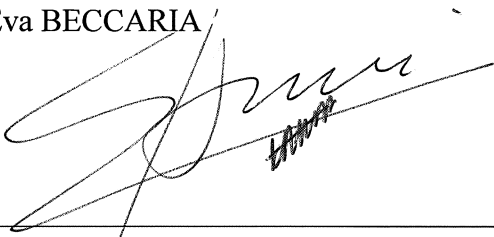
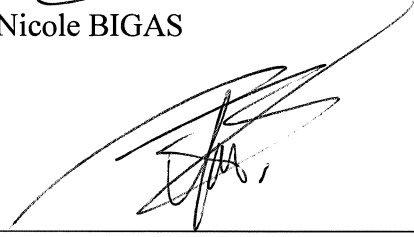

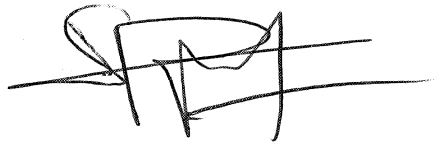
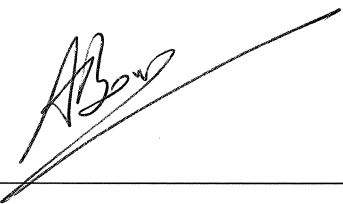

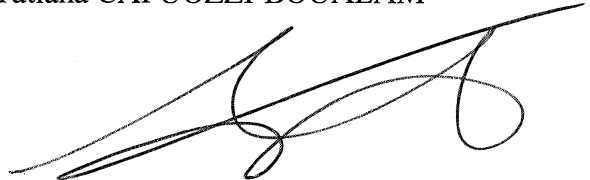

Perla DANAN	42	Mise à disposition de locaux à l'Espace Jacques Ier d'Aragon
Perla DANAN	43	Don à la Municipalité de Bethléem au titre de la publication d'un ouvrage historique sur la ville
		Urbanisme, aménagement du territoire, NTIC
Michaël DELAFOSSE	44	ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature SCP Granier, Bonnary, Fournier-Montgieux, Claron et Daudet Notaires associés (Lot 10)
Michaël DELAFOSSE	45	Transformation des zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et mise à l'étude d'une 4ème AVAP sur les faubourgs Boutonnet - Beaux Arts
Michaël DELAFOSSE	46	Montpellier Grand Coeur Attribution de subventions pour travaux d'intérêt architectural
Michaël DELAFOSSE	47	MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
Michaël DELAFOSSE	48	Domaine de la Pompignane rue de Salaison Parcelles RR 57p et RR 33 Cession à la Communauté d'agglomération de Montpellier
Michaël DELAFOSSE	49	ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - Lot 2 VINCI Immobilier Résidentiel
Michaël DELAFOSSE	50	Propriété de la Ville rue de l'Agathois Vente à HERAULT HABITAT pour la construction d'une Maison-relais gérée par l'association GESTARE
Michaël DELAFOSSE	51	DROIT DE PREEMPTION Préemption de la propriété MUSONS 2824, avenue Albert Einstein Convention Ville / Communauté d'Agglomération de Montpellier
Michaël DELAFOSSE	52	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de Mme Eliane BREUIL 905, avenue du Pont Trinquat parcelle cadastrée DS 273p Promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Michaël DELAFOSSE	53	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de M. Jean CLAUDE 863, avenue du Pont Trinquat parcelle cadastrée DS 41p Promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Michaël DELAFOSSE	54	Foncier Rue d'Argencourt classement d'une portion de voie dans le domaine public communal
Michaël DELAFOSSE	55	Foncier - Acquisition terrain Elargissement de la rue de l'Industrie Propriété "A C M"
Michaël DELAFOSSE	56	Foncier Elargissement rue Gaston Bachelard Acquisition emprise propriété M. Mme DELMAS PAE Marqueroze Multisites
Michaël DELAFOSSE	57	Foncier Alignement rue Gaston Bachelard Acquisition emprise propriété M. et Mme PERREIN PAE Marqueroze Multisites
Michaël DELAFOSSE	58	FONCIER Vente à ASF des terrains de la Ville concernés par la réalisation du dédoublement de l'autoroute A9

Michaël DELAFOSSÉ	59	FONCIER Vente à RFF des terrains de la Ville concernés par la réalisation du contournement ferroviaire Nîmes - Montpellier
Qualité des services de vie quotidienne		
Amina BEN OUARGHA- JAFFIOL	60	Nettoiemment des espaces publics des cimetières, conciergeries, chapelle, sanitaires publics des halles et marchés - Autorisation de signer le marché
Réussite éducative		
Jean-Louis GELY	61	Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2012
Jean-Louis GELY	62	Mise en oeuvre d'une démarche concertée avec les services de l'Inspection Académique et la Direction Régionale des Affaires Culturelles dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle
Jean-Louis GELY	63	CONSTRUCTION DE L'ECOLE PRIMAIRE MALRAUX -Attribution et autorisation de signer le marché de Maîtrise d'Oeuvre
Jean-Louis GELY	64	Participation de la Ville aux séjours d'été 2012
Jean-Louis GELY	65	Mise en place de structures modulaires transitoires et préaux modulaires - Attribution et autorisation de signer le marché à bons de commande
Jean-Louis GELY	66	Réparations, entretien et nettoyage des jeux de cours des écoles, crèches et haltes-garderies Attribution et autorisation de signer le marché à procédure adaptée
Jean-Louis GELY	67	École maternelle Marie Pape Carpentier Réalisation d'une salle de psychomotricité Complément d'informations à la délibération du 26 mars 2012
Jean-Louis GELY	68	Quartier Malbosc - Construction de l'école primaire François Mitterrand - Attribution de marchés de travaux - Lot n° 14 : Bardage bois - Avenant n° 1
Economie des ressources et du patrimoine		
Frédéric TSITSONIS	69	Transmission universelle du patrimoine de l'entreprise ERI à la société BOISSON
Frédéric TSITSONIS	70	Convention de mise à disposition avenant n°3 Ville de Montpellier/Association le Refuge Rectificatif
Frédéric TSITSONIS	71	Travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques - Autorisation de signer les marchés
Frédéric TSITSONIS	72	ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Nouvel Hôtel de Ville - Autorisation de signer les avenants aux marchés de travaux
Ressources humaines		
Serge FLEURENCE	73	Modification du tableau des effectifs
Serge FLEURENCE	74	Mise en oeuvre d'une convention CIFRE au sein de la Direction des Relations internationales


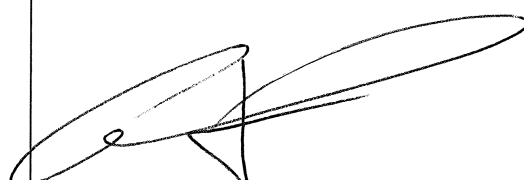
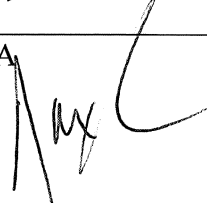
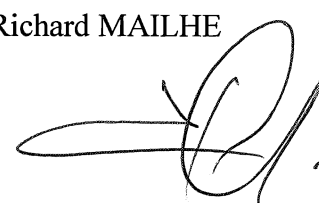

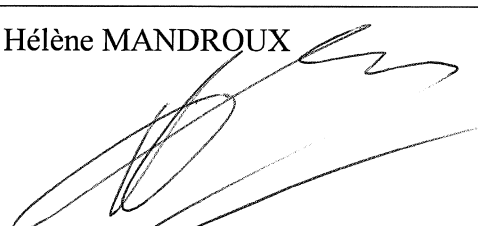

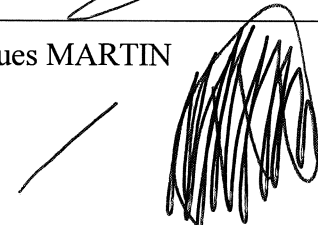
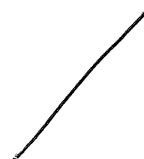
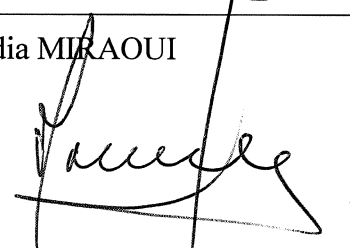





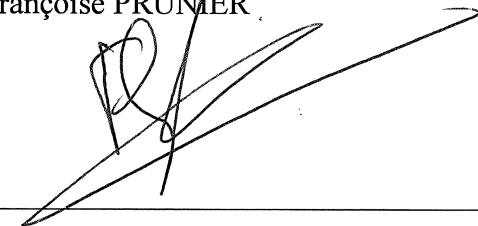
Serge FLEURENCE	75	Modalités d'astreinte- Service Energie
Serge FLEURENCE	76	Modalités d'astreinte- Parc Darwin
		Finances communales, marchés publics
Max LEVITA	77	Convention de participation financière de la Communauté d'Agglomération aux opérations d'optimisation des bases fiscales locales
Max LEVITA	78	TAXE DE SEJOUR Composantes, modalités de recouvrement et procédure de taxation d'office
Max LEVITA	79	Attribution, réaffectation et report de subventions Exercice 2012
Max LEVITA	80	Exercice 2012 - Décision Modificative n°1 - Budget Principal
Max LEVITA	81	Maintenance des portails multi-sites internet-intranet, intégration d'un moteur de recherche sémantique - Autorisation de signer le marché
Max LEVITA	82	Prise de participation de la SERM au capital d'une société chargée de l'aménagement d'un parc d'activités à l'entrée de l'aéroport de Montpellier Méditerranée
Max LEVITA	83	SAEML ENJOY- Augmentation de capital- Autorisation donnée au représentant de la Ville
Mme le Maire		Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal





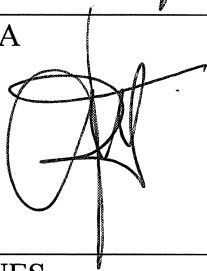
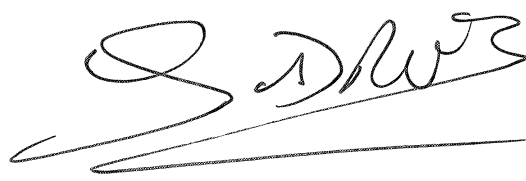



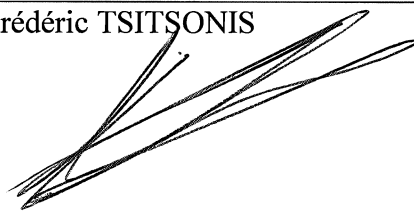

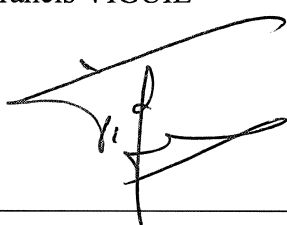

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du ~~16 décembre 2011~~ 29 Mai 2012

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

<p>Magalie COUVERT</p> 	<p>Perla DANAN</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Gabrielle DELONCLE</p> 
<p>Fanny DOMBRE-COSTE</p> 	<p>Jacques DOMERGUE</p> 
<p>Marc DUFOUR</p> 	<p>Christian DUMONT</p> 
<p>Sarah EL ATMANI</p> 	<p>Laure FARGIER</p> 
<p>Serge FLEURENCE</p> 	<p>Christiane FOURTEAU</p> 
<p>Anne-Rose LE VAN</p> 	<p>Jean-Louis GELY</p> 
<p>Arnaud JULIEN</p> 	<p>Catherine LABROUSSE</p> 

<p>Audrey De LA GRANGE</p> 	<p>Gérard LANNELONGUE</p> 
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Richard MAILHE</p> 
<p>Mustapha MAJDOUL</p> 	<p>Hélène MANDROUX</p> 
<p>Hervé MARTIN</p> 	<p>Jacques MARTIN</p> 
<p>Stéphane MELLA</p> 	<p>Nadia MIRAOU</p> 
<p>Christophe MORALES</p> 	<p>Nicole MOSCHETTI-STAMM</p> 
<p>Michel PASSET</p> 	<p>Martine PETITOUT</p> 
<p>Louis POUGET</p> 	<p>Françoise PRUNIER</p> 

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p> 	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> 	

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance publique du mardi 29 mai 2012
Salle du Conseil municipal

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle de l'Hôtel de Ville, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène MANDROUX.

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 51

Contre : /

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 51

Contre : /

Adopté à l'unanimité.

Marc DUFOUR

1

MONTPELLIER GRAND COEUR Lancement d'une campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activité - Approbation du règlement d'attribution de subventions

Pour : 51

Contre : /

Adopté à l'unanimité.

- Christian BOUILLE 2 MISSION GRAND CŒUR- Lancement d'une nouvelle Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées dans les secteurs St Guilhem- Laissac- Sud Comédie de 2012 à 2017- Approbation de la convention et du règlement attributif des subventions municipales- Autorisation de demande de subvention
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Christian BOUILLE 3 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Madame Miraoui sort de séance.
- Patrick VIGNAL 4 COMPLEXE SPORTIF DE GRAMMONT Création de 2 terrains en gazon synthétique Attribution et autorisation de signer le marché en procédure adaptée
Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Monsieur Lannelongue entre en séance.
Monsieur Aragon sort de séance.
- Patrick VIGNAL 5 FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES (F.I.S.E.) du 16 au 20 mai 2012 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Coeur" Convention d'occupation du domaine public
Pour : 49
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Patrick VIGNAL 6 Montpellier Beach Masters 8ème édition du 8 au 17 juin 2012 sur le bassin "Jacques Coeur" Convention d'occupation du domaine public Attribution de subvention - Exercice 2012
Pour : 49
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Madame Miraoui, Monsieur Aragon entrent en séance.
- Philippe SAUREL 7 Programme pluriannuel de restauration de la place Royale du PEYROU - Tranche 3
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Philippe SAUREL 8 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron Exercice 2012
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Philippe 9 Convention de partenariat et attribution de subventions à l'association Attitude Exercice

SAUREL

2012

Pour : 52

Contre : /

Adopté à l'unanimité.

Madame El Atmani sort de séance.

Philippe
SAUREL

10 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Confluences Exercice 2012

Pour : 49

Contre : /

Abstention : 2

Adopté à l'unanimité.

Philippe
SAUREL

11 Convention de partenariat et attribution de deux subventions à l'association Opéra national et Orchestre National de Montpellier languedoc-Roussillon Exercice 2011

Pour : 51

Contre : /

Adopté à l'unanimité.

Madame Troadec-Robert entre en séance.

Philippe
SAUREL

12 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association JAM-Jazz Action Exercice 2012

Pour : 53

Contre : /

Adopté à l'unanimité.

Madame Delagrangé sort de séance.

Philippe
SAUREL

13 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Festival de radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon Exercice 2012

Pour : 52

Contre : /

Adopté à l'unanimité.

Philippe
SAUREL

14 Convention de partenariat et attribution de subventions à des galeries associatives d'art contemporain

Pour : 52

Contre : /

Adopté à l'unanimité.

Mesdames El Atmani et Delagrangé entrent en séance.

Philippe
SAUREL

15 Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2012

Pour : 54

Contre : /

Adopté à l'unanimité, à l'exception de la subvention à l'association « Pandora », dont l'attribution est repoussée à un Conseil ultérieur.

Philippe
SAUREL

16 Attribution de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement Exercice 2012

Pour : 54

Contre : /

Adopté à l'unanimité.

Philippe
SAUREL

- 17 Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2012

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Coordination territoriale, Plan local de déplacement, Montpellier au quotidien

Serge
FLEURENCE

- 18 Projet d'Aménagement de la Déviation Est de Montpellier Avis de la Ville sur les modalités de concertation publique proposées par le Conseil Général de l'Hérault

Pour : 54
Contre : /
Le Conseil municipal émet un avis favorable aux modalités de concertation publique proposées par le Conseil général de l'Hérault.

Serge
FLEURENCE

- 19 Plan Local de déplacement secteur Nord Axe Auguste Broussonnet - Quai du Verdanson - Place du Onze Novembre. Réorganisation des sens de circulation - Recalibrage des Voies Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés

Pour : 52
Contre : /
Abstention : 2
Adopté à l'unanimité.

Jeunesse, Vie étudiante

Michel
PASSET

- 20 Brevet de Sécurité Routière (BSR) ou du Permis A1 aides financières pour les jeunes Montpelliérains à partir de 14 ans (BSR) et de 16 ans (permis A1) jusqu'à 29 ans Condition et mise en œuvre des dispositifs

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Monsieur Bouillé sort définitivement de séance.

Michel
PASSET

- 21 Modification du règlement intérieur du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse (CMJ)

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Madame Beccaria entre en séance.

Michel
PASSET

- 22 Association des Etudiants Mahorais de Montpellier Attribution de subvention 2012

Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Monsieur Domergue sort définitivement de séance.

Michel
PASSET

- 23 Carte Eté Jeunes 2012 Attributions à titre gratuit

Pour : 52

Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michel
PASSET

- 24 Espace Montpellier Jeunesse de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Prévention, Environnement, Santé

Jacques
TOUCHON

- 25 Actions solidaires et prévention- Attribution subvention 2012

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Jacques
TOUCHON

- 26 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, JCG
ENVIRONNEMENT (SAS) Autorisation d'exploitation d'une unité de prétraitement de déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) et d'une station de transit de déchets dangereux
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Qualité de l'espace public, Espaces verts, Génie urbain

Philippe
THINES

- 27 Aménagement et entretien de divers espaces verts de la Ville - Autorisation de signer l'Avenant n°1 pour le lot 2 du marché 1H10270B
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Philippe
THINES

- 28 Maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial
Autorisation de signer le marché
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Philippe
THINES

- 29 Entretien du patrimoine arboré Appel d'offres ouvert

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Philippe
THINES

- 30 Travaux de maintenance du système centralisé du contrôle d'accès de la zone piétonne du centre historique
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Philippe
THINES

- 31 Réalisation de petits travaux de voirie et de maçonnerie sur divers espaces verts de la Ville - Appel d'offres - Autorisation de signer les marchés
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

- Tranquillité publique, égalité des droits et des devoirs**
- Régine SOUCHE 32 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Accompagnement des manifestations en milieu festif Demande de subventions
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Régine SOUCHE 33 Délégation de service public - Fourrière automobile - Avenant n°1 - Modification tarifs 2012
Pour : 50
Contre : 2
Adopté à la majorité des suffrages exprimés.
- Action culturelle, patrimoine historique**
- Philippe SAUREL 34 Théâtre Jean Vilar Convention d'aide à la diffusion théâtrale avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Philippe SAUREL 35 ENSEMBLE HEBRAÏQUE Etude archéologique - Lancement de la phase 3
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Philippe SAUREL 36 Centre d'Art contemporain La Panacée Autorisation de signer l'avenant n° 1 Chauffage, ventilation, climatisation
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Petite enfance**
- Françoise PRUNIER 37 ZAC Ovalie – Construction de la crèche Joséphine Baker – Autorisation de signer l'avenant n° 1 au marché de travaux – Lot 7
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Madame Miraoui sort de séance.
- Sports, cohésion sociale, démocratie de proximité**
- Patrick VIGNAL 38 Contrat Urbain de Cohésion Sociale - Attribution de subventions à diverses associations - Exercice 2012
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Madame Miraoui entre en séance.
Mesdames Prunier et Boyer sortent de séance.
- Patrick VIGNAL 39 Attribution de subventions Associations à thématique Sports Exercice 2012

Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Maisons pour tous, Vie associative

Sophie
BONIFACE-
PASCAL

- 40** Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous pour l'Office Public d'Habitat ACM

Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Mesdames Prunier et Boyer entrent en séance.

Action internationale, jumelages

Perla DANAN

- 41** Mandat spécial Présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Madame Boniface-Pascal sort de séance.

Perla DANAN

- 42** Mise à disposition de locaux à l'Espace Jacques Ier d'Aragon

Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Perla DANAN

- 43** Don à la Municipalité de Bethléem au titre de la publication d'un ouvrage historique sur la ville

Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Madame Labrousse sort de séance.

Urbanisme, aménagement du territoire, NTIC

Michaël
DELAFOSSE

- 44** ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature SCP Granier, Bonnary, Fournier-Montgieux, Claron et Daudet Notaires associés (Lot 10)

Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Madame Boniface-Pascal entre en séance.

Madame Claverie, Monsieur Tsitsonis sortent de séance.

Michaël
DELAFOSSE

- 45** Transformation des zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et mise à l'étude d'une 4ème AVAP sur les faubourgs Boutonnet - Beaux Arts

Pour : 49
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël

- 46** Montpellier Grand Coeur Attribution de subventions pour travaux d'intérêt architectural

DELAFOSSE

Pour : 49
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

47 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Pour : 49
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Monsieur Tsitsonis entre en séance.

Michaël
DELAFOSSE

48 Domaine de la Pompignane rue de Salaison Parcelles RR 57p et RR 33 Cession à la Communauté d'agglomération de Montpellier

Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Madame Labrousse, Monsieur Saurel entrent en séance.

Michaël
DELAFOSSE

49 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - Lot 2 VINCI Immobilier Résidentiel

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

50 Propriété de la Ville rue de l'Agathois Vente à HERAULT HABITAT pour la construction d'une Maison-relais gérée par l'association GESTARE

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

51 DROIT DE PREEMPTION Prémption de la propriété MUSONS 2824, avenue Albert Einstein Convention Ville / Communauté d'Agglomération de Montpellier

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

52 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de Mme Eliane BREUIL 905, avenue du Pont Trinquat parcelle cadastrée DS 273p Promesse unilatérale de vente et convention de travaux

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

53 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de M. Jean CLAUDE 863, avenue du Pont Trinquat parcelle cadastrée DS 41p Promesse unilatérale de vente et convention de travaux

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

54 Foncier Rue d'Argencourt classement d'une portion de voie dans le domaine public communal

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

55 Foncier - Acquisition terrain Elargissement de la rue de l'Industrie Propriété "A C M"

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

56 Foncier Elargissement rue Gaston Bachelard Acquisition emprise propriété M. Mme DELMAS PAE Marqueroze Multisites

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

57 Foncier Alignement rue Gaston Bachelard Acquisition emprise propriété M. et Mme PERREIN PAE Marqueroze Multisites

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Madame Claverie entre en séance.
Madame Fargier sort de séance.

Michaël
DELAFOSSE

58 FONCIER Vente à ASF des terrains de la Ville concernés par la réalisation du dédoublement de l'autoroute A9

Pour : 50
Contre : 2
Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

Madame Fargier entre en séance.
Mesdames Miraoui, Prunier, Boyer sortent de séance.

Michaël
DELAFOSSE

59 FONCIER Vente à RFF des terrains de la Ville concernés par la réalisation du contournement ferroviaire Nîmes - Montpellier

Pour : 52
Contre : /
Ne prennent pas part au vote : 2
Adopté à l'unanimité.

Qualité des services de vie quotidienne

Amina BEN
OUARGHA-
JAFFIOL

60 Nettoyement des espaces publics des cimetières, conciergeries, chapelle, sanitaires publics des halles et marchés - Autorisation de signer le marché

Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Réussite éducative

Jean-Louis
GELY

61 Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2012

Pour : 48
Contre : /

Adopté à l'unanimité.

- | | | |
|--------------------|-----------|---|
| Jean-Louis
GELY | 62 | Mise en oeuvre d'une démarche concertée avec les services de l'Inspection Académique et la Direction Régionale des Affaires Culturelles dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle
Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité. |
| Jean-Louis
GELY | 63 | CONSTRUCTION DE L'ECOLE PRIMAIRE MALRAUX -Attribution et autorisation de signer le marché de Maîtrise d'Oeuvre
Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité. |
| Jean-Louis
GELY | 64 | Participation de la Ville aux séjours d'été 2012

Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité. |
| Jean-Louis
GELY | 65 | Mise en place de structures modulaires transitoires et préaux modulaires - Attribution et autorisation de signer le marché à bons de commande
Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité. |
| Jean-Louis
GELY | 66 | Réparations, entretien et nettoyage des jeux de cours des écoles, crèches et haltes-garderies Attribution et autorisation de signer le marché à procédure adaptée
Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité. |
| Jean-Louis
GELY | 67 | École maternelle Marie Pape Carpentier Réalisation d'une salle de psychomotricité

Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité. |
| Jean-Louis
GELY | 68 | Quartier Malbosc - Construction de l'école primaire François Mitterrand - Attribution de marchés de travaux - Lot n° 14 : Bardage bois - Avenant n° 1
Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité. |

Economie des ressources et du patrimoine

- | | | |
|-----------------------|-----------|---|
| Frédéric
TSITSONIS | 69 | Transmission universelle du patrimoine de l'entreprise ERI à la société BOISSON

Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité. |
| Frédéric
TSITSONIS | 70 | Convention de mise à disposition avenant n°3 Ville de Montpellier/Association le Refuge Rectificatif
Pour : 48 |

Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Frédéric
TSITSONIS 71 Travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques
- Autorisation de signer les marchés
Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Frédéric
TSITSONIS 72 ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Nouvel Hôtel de Ville - Autorisation de signer
les avenants aux marchés de travaux
Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Mesdames Miraoui, Prunier, Boyer, Monsieur Saurel entrent en séance.

Serge
FLEURENCE 73 **Ressources humaines**
Modification du tableau des effectifs

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Serge
FLEURENCE 74 Messieurs Dumont, Lannelongue sortent définitivement de séance.
Mise en oeuvre d'une convention CIFRE au sein de la Direction des Relations
internationales
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Serge
FLEURENCE 75 Modalités d'astreinte- Service Energie

Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Serge
FLEURENCE 76 Modalités d'astreinte- Parc Darwin

Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Madame Ben Ouargha-Jaffiol sort de séance.

Max LEVITA 77 **Finances communales, marchés publics**
Convention de participation financière de la Communauté d'Agglomération aux
opérations d'optimisation des bases fiscales locales
Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA 78 TAXE DE SEJOUR Composantes, modalités de recouvrement et procédure de taxation
d'office
Pour : 50

Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **79** Attribution, réaffectation et report de subventions Exercice 2012
Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **80** Exercice 2012 - Décision Modificative n°1 - Budget Principal
Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Madame Ben Ouargha-Jaffiol entre en séance.

Max LEVITA **81** Maintenance des portails multi-sites internet-intranet, intégration d'un moteur de recherche sémantique - Autorisation de signer le marché
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **82** Prise de participation de la SERM au capital d'une société chargée de l'aménagement d'un parc d'activités à l'entrée de l'aéroport de Montpellier Méditerranée
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **83** SAEML ENJOY- Augmentation de capital- Autorisation donnée au représentant de la Ville
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Serge
FLEURENCE **84** Requalification du boulevard du Jeu de Paume entre la place Edouard Adam et la rue Marceau – Attribution du marché de travaux et autorisation de signer
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Mme le Maire Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21H30.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND COEUR **Lancement d'une campagne d'aide à** **la requalification des devantures des locaux d'activité -** **Approbation du règlement d'attribution de subventions**

Monsieur Marc DUFOUR rapporte :

Pour affirmer son rôle de cœur de métropole régionale et dans un objectif de développement urbain équilibré, la Ville de Montpellier conduit depuis 2003 une ambitieuse opération de reconquête de son centre-ville : l'opération Grand Cœur. La Ville déploie ainsi un programme coordonné d'interventions en faveur du développement de l'habitat, de préservation du patrimoine, de renforcement du commerce et de l'artisanat du centre-ville et d'aménagement des espaces publics.

La Ville souhaite compléter ses actions en matière de valorisation du patrimoine par la mise en place d'un dispositif d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités (commerce, artisanat ou autre).

Facteur d'animation et d'attractivité urbaine, commerciale et touristique, les locaux d'activités du cœur marchand et leur intégration patrimoniale représentent un atout unique qui différencie l'offre commerciale du centre-ville par rapport aux centres commerciaux périphériques.

En effet, les locaux commerciaux et d'activités du centre-ville de Montpellier sont valorisés par la qualité patrimoniale du cadre bâti dans lequel ils sont situés, pour autant qu'ils participent à la protection et la mise en valeur de celui-ci. Ainsi la conception des devantures doit être pensée en amont pour tenir compte des conditions particulières en termes architectural et technique et pour profiter au mieux des atouts patrimoniaux.

La qualité et l'originalité des devantures, liées au respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, doivent ainsi être encouragées. Par l'amélioration de la qualité des devantures commerciales, c'est l'attractivité du centre-ville dans son ensemble qui est renforcée.

Cet accompagnement par la Ville revêt deux formes :

- une assistance architecturale consistant en une information personnalisée des commerçants pour les aider dans la conception de leur projet de nouvelle devanture commerciale,

- une subvention sur les travaux réalisées selon les préconisations données par la Ville et dans le respect des règlements en vigueur, ainsi que sur leur maîtrise d'œuvre.

L'objectif est d'accompagner la requalification de 180 à 250 devantures commerciales, selon le coût moyen des opérations, sur une période totale de 4 ans sur le territoire dont la qualité patrimoniale est reconnue, secteurs protégés (secteur sauvegardé, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) ainsi que le périmètre de ravalement obligatoire. Afin de concentrer cette action de la Ville, temporellement et spatialement, en cohérence avec les autres interventions de la Ville comme la réhabilitation des logements et des façades, la requalification des espaces publics ou bien en accompagnement de projets de développement commercial, trois campagnes de subventionnement de deux ans chacune seront conduites successivement. Ces secteurs successifs de campagne d'aide à la requalification des devantures commerciales et artisanales sont délimités sur le plan indicatif joint à la présente délibération. Le lancement de la campagne sur chaque nouveau secteur fera l'objet d'une délibération de Conseil municipal.

Il est proposé dans la présente délibération le lancement de la campagne dans le premier secteur. Celui-ci concerne les rues suivantes :

Au Sud-Ouest :

- avenue de Lodève jusqu'au carrefour avec la rue Benjamin Milhaud

Ainsi que le secteur compris entre les rues suivantes (les deux cotés de ces rues inclus):

- cours Gambetta
- place Leroy-Beaulieu
- rue du Faubourg du Courreau
- rue Paul Brousse
- place Laissac
- rue d'Alger
- rue du Grand Saint Jean
- rue Leenhardt
- rue Catalan
- place Rondelet
- rue Rondelet
- place Saint Denis

Dans l'Ecusson :

- rue Cambacérès
- rue de l'Université
- rue de l'Aiguillerie
- place de la Chapelle Neuve
- rue des Ecoles Laiques

Ainsi que le secteur compris entre les rues suivantes (les deux cotés de ces rues inclus):

- rue de la Rochelle
- rue Poitevine
- rue de l'Amandier
- rue de l'Huile
- place du Petit Scel
- rue Philippy
- rue Ranchin
- rue Draperie St Firmin
- rue St Guilhem
- Place Castellane
- rue du Bras de Fer
- rue Vieille
- rue de l'Argenterie et impasse Barnabé
- rue de la Croix d'or
- rue de la Charrue
- Grand'rue Jean Moulin
- rue Massane
- rue des Etuves

- rue du Petit Paris
- rue Lapeyronie
- rue A Cabanel

Au Nord-Ouest :

- rue du Faubourg Boutonnet
- place Henri Krasucki
- rue Chamayou

Afin de renforcer ses moyens d'actions, la Ville a établi un partenariat avec le Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) dans le cadre du programme d'actions 'Montpellier Coeur de ville' qui a fait l'objet de la délibération 2010/125 du Conseil municipal en date du 29 mars 2010 et d'une notification de la décision d'attribution de subvention FISAC par le Ministère du travail, de l'emploi et de la Santé en date du 10 novembre 2011.

Créé pour soutenir le développement de l'activité commerciale et artisanale des centres-villes confrontés aux mutations du secteur de la distribution comme du comportement des consommateurs, le dispositif FISAC va permettre de compléter les subventions apportées par la Ville afin de rendre le dispositif plus incitatif.

La subvention de la Ville et du FISAC s'élève à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15 % sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier.

La dépense totale maximum subventionnable s'élève à 14 000 € HT, répartis en 12 000 € HT pour la devanture et ses éléments et 2 000 € pour la maîtrise d'œuvre, avec un plafond de la subvention totale de 4 900€.

A cela s'ajoutent :

- une subvention pour travaux d'intérêt architectural (majoration de 2 000€ HT du montant des travaux éligibles, soit un maximum de 800 € supplémentaires)
- 300 € de prime forfaitaire si les travaux ont conduit à rendre le local accessible aux personnes à mobilité réduite.

Les modalités complètes de versement des aides communales sont soumises au règlement attributif de subventions, annexé à la présente délibération.

Afin de proposer un dispositif qui réponde au mieux aux attentes des acteurs économiques, la Ville a associé la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Montpellier à l'élaboration de cette aide à la requalification des devantures. En outre, le protocole d'accords Centre-ville / Polygone/ Odysseum signé en septembre 2005 entre la Ville de Montpellier, la CCI et les principaux acteurs du commerce du centre-ville prévoit dans son article 3.1.5 que la CCI est maître d'œuvre du programme FISAC, c'est-à-dire chargée de l'instruction des demandes de subvention des commerçants.

La dépense est inscrite au budget de la Ville chapitre 908.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le règlement attributif de subventions pour la requalification des devantures des locaux d'activités ;
- de lancer à partir du 1er juillet la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités dans le premier secteur tel que défini ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 30/05/2012

VILLE DE MONTPELLIER

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

REGLEMENT ATTRIBUTIF DES SUBVENTIONS

Le patrimoine du centre ville de Montpellier est protégé et valorisé dans le cadre du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou encore de secteurs couverts par la campagne de ravalement obligatoire de façades des immeubles, ce qui impose des contraintes en termes architectural et technique. Ces contraintes sont susceptibles d'engendrer des surcoûts quant aux réalisations de devantures commerciales ou artisanales, ce qui risque de décourager les commerçants d'entreprendre les réhabilitations nécessaires.

Or la qualité patrimoniale est un atout unique qui différencie l'offre commerciale du centre-ville par rapport aux centres commerciaux périphériques : la qualité et l'originalité des boutiques, liées au respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elle s'insèrent, doit être encouragée. Par l'amélioration de la qualité des devantures des locaux d'activités, c'est l'attractivité du centre-ville dans son ensemble qui est renforcée, car les rez-de-chaussée commerciaux ou artisanaux participent largement à l'image de la ville et à son animation.

La campagne conduite par la Ville est soutenue financièrement par le Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce - FISAC dans le cadre du programme d'actions 'Montpellier Coeur de ville' qui a fait l'objet de la délibération 2010/125 du Conseil municipal en date du 29 mars 2010.

Article 1 : Objectifs

1.1 Objectifs qualitatifs

Par la mise en place d'une campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités, l'objectif de la Ville est d'accompagner les travaux de réhabilitation de devantures tant dans leur phase de conception que de travaux afin que soient réalisés des projets de qualité qui respectent et dépassent les contraintes architecturales des règlements des territoires sur lequel ils se situent.

La devanture commerciale désigne la vitrine, l'enseigne, le dispositif d'éclairage, le dispositif de fermeture et le seuil.

Cet accompagnement par la Ville revêt deux formes :

- une assistance architecturale consistant en une information personnalisée des commerçants pour les aider dans la conception de leur projet de nouvelle devanture ;
- une subvention sur les travaux réalisés selon les préconisations de la Ville et dans le respect des règlements en vigueur, ainsi que leur maîtrise d'œuvre.

1.2 Objectifs quantitatifs

L'objectif est d'accompagner sur une période de 4 ans la requalification de 180 à 250 devantures, selon le coût moyen des opérations. Afin de concentrer l'impact de cette action de la Ville, plusieurs campagnes de subventionnement seront conduites successivement dans différents secteurs identifiés en cohérence avec les autres interventions de la Ville en matière de requalification des espaces publics, de projet de développement commercial, d'amélioration de l'habitat ou de valorisation du patrimoine (ravalement des façades en particulier).

Article 2 : Déclaration préalable - Autorisation d'enseigne - Autorisation d'occupation du domaine public

Conformément à l'article L 421-1 et suivants du code de l'urbanisme, toute intervention modifiant l'aspect extérieur d'un immeuble devra faire l'objet d'une demande d'autorisation au Maire préalablement à la réalisation des travaux (Déclaration préalable, permis de construire, demande d'enseigne).

Avant tous travaux sur la devanture, une déclaration préalable devra être déposée en Mairie de Montpellier auprès de la direction de l'urbanisme opérationnel à l'Hôtel de Ville. Elle devra expliciter le programme global de travaux avec un descriptif précis (ou un devis) qui devra respecter les règlements en vigueur. Les travaux

peuvent être réalisés d'un seul tenant ou par phases ; si les travaux sont réalisés par phases, ils pourront faire toutefois l'objet de plusieurs déclarations préalables.

La modification, le remplacement ou la création d'enseigne sont régis par le règlement spécial de publicité de la Ville de Montpellier et font l'objet d'une demande spécifique auprès de la direction de l'espace public de la Mairie de Montpellier, à l'Hôtel de Ville.

A l'issue de la déclaration préalable ou déclaration d'enseigne, en cas de besoin d'échafaudage en emprise sur le domaine public, le propriétaire ou l'entreprise devra déposer une demande d'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 3 : Périmètre des campagnes d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Le périmètre total correspond aux secteurs protégés (Secteur sauvegardé et Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) auxquels s'ajoutent les périmètres de la campagne municipale de ravalement obligatoire.

Sera conduite successivement une campagne dans trois secteurs délimités en annexe à titre indicatif.

Le lancement de campagne d'aide dans chaque secteur fera l'objet d'une délibération du Conseil municipal afin d'en définir expressément les limites.

Article 4 : Bénéficiaires

Pourront bénéficier des subventions les entreprises commerciales, artisanales, profession libérale ou travailleurs indépendants exerçant une activité derrière la vitrine et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas un million d'euros pour le local concerné.

Sont exclus de l'aide :

- Les particuliers dont la vitrine éclaire un logement, les constructions neuves, les édifices publics,
- Les devantures commerciales donnant sur un espace privatif, non vues depuis un espace ouvert à la circulation publique,
- Les immeubles faisant l'objet d'une procédure administrative de démolition (arrêté d'insalubrité ou de péril).

Remarques :

1- Le Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) et la Ville de Montpellier financent conjointement l'opération. La Ville de Montpellier se substitue au FISAC pour les bénéficiaires non pris en compte par celui-ci en particulier pour les pharmacies, les travailleurs indépendants et professions libérales exerçant derrière leur vitrine.

2- La subvention versée dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités ne peut se cumuler avec l'aide relative au ravalement des façades.

Article 5 : Durée

Une campagne d'aide à la requalification des devantures de locaux d'activités est mise en place sur chaque secteur pour une durée de 2 ans. Pour bénéficier d'une subvention, les travaux doivent être engagés avant la date de fin de campagne et terminés dans les 6 mois qui suivent.

Article 6 : Travaux éligibles

Tous les travaux d'aménagement formant le cadre inamovible de la vitrine et de la devanture (châssis de la vitrine, dispositif d'éclairage, le dispositif de fermeture, le seuil, éventuel(s) store-banne), les travaux annexes : reprise de l'encadrement de la baie notamment, intégration du climatiseur.

Quels que soient les éléments traités, seuls les travaux qui améliorent l'aspect et l'esthétique de la façade, dans le respect de la typologie de l'immeuble, et qui participent à l'attractivité de l'activité économique sont éligibles.

Si une devanture n'est pas conforme aux règlements, seul un programme de travaux assurant la régularisation de l'ensemble des éléments de la devanture sera subventionné.

Ne sont pas subventionnables les éléments décoratifs amovibles servant à la composition de la vitrine, les climatiseurs, la dépose des éléments installés sans autorisation.

Dans le cadre du programme d'ensemble de travaux de requalification de la devanture, les travaux de mise en accessibilité du local aux personnes à mobilité réduite (PMR) : seuil, sas.... sont particulièrement encouragés.

Les travaux subventionnés doivent être réalisés par des professionnels du bâtiment inscrits au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou par un auto-entrepreneur qualifié (numéro SIREN).

Les travaux devront respecter la préconisation établie au moment de l'engagement formalisé dans le cadre de la déclaration préalable.

Article 7 : Mode calcul de la subvention

L'aide est attribuée pour une réfection d'ensemble de la devanture. La maîtrise d'œuvre est subventionnée au même titre que les travaux.

La subvention représente 35% du montant HT des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15 % sont apportés par le Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce – FISAC et 20% par la Ville de Montpellier .

La dépense totale maximum subventionnable s'élève à 14 000 € HT, répartis en 12 000 € sur la devanture et ses éléments et 2 000 € pour la maîtrise d'œuvre, avec un plafond de la subvention totale de 4 900€, répartis en 4 200€ de subvention maximale pour les travaux et 700€ pour la maîtrise d'œuvre.

La subvention minimale à solliciter est de 500€.

A cela s'ajoutent :

- 2 000 € HT de travaux d'intérêt architectural (soit un maximum de 800 € de subvention).
Ces travaux doivent comporter une difficulté architecturale notamment pour le traitement du rez-de-chaussée de l'immeuble : encadrement de la baie en pierre de taille, reconstitution de consoles sous balcon suite au déplacement de l'enseigne, intégration du climatiseur... et être validés par l'architecte des Bâtiments de France, sur proposition de l'équipe technique de Grand Coeur.
- 300 € de prime forfaitaire supplémentaire si les travaux ont conduit à rendre le local accessible aux PMR (avec un avis favorable de la Direction Architecture Immobilier – Mairie de Montpellier dans le cadre de la Déclaration préalable des travaux), conformément à la loi accessibilité de 2005.

Article 8: Engagement de la subvention

Avant tout dépôt de dossier de demande de subvention, le demandeur doit prendre contact avec l'équipe de Grand Coeur qui fournit, en concertation avec le Service territorial de l'architecture et du patrimoine, les prescriptions architecturales nécessaires à l'établissement des devis.

La demande de subvention est à déposer à l'attention de Madame le Maire de la Ville de Montpellier à la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Montpellier, Hôtel St Côme ou à adresser par voie postale Hôtel Saint Côme, 32 Grand Rue Jean Moulin - 34944 MONTPELLIER CEDEX 9. Le dossier de demande de subvention devra comprendre les pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention dûment complété ;
- Le dossier technique comprenant le projet dessiné (éventuellement la préconisation de travaux établie par Grand Coeur), les devis descriptifs détaillés des travaux fournis par les entreprises, le devis d'honoraires pour la maîtrise d'œuvre de ces travaux ;
- Le récépissé du dépôt de l'autorisation de travaux (déclaration préalable et/ou demande d'enseigne, permis de construire) ;
- La copie du bail commercial ou professionnel;
- Le justificatif de l'activité exerçant derrière la vitrine subventionnée : attestation d'inscription à la chambre de commerce (K bis de moins de 3 mois) ou à la chambre de métiers (extrait d'immatriculation ou extrait K)...
- Le justificatif de chiffre d'affaires annuel de l'année n-1 n'excédant pas un million d'euros : copie de la déclaration du chiffre d'affaires, attestation du comptable ou du gérant ;
- Deux relevés d'identité bancaire (RIB).

Pour une demande de subvention visant l'engagement de la participation pour travaux d'intérêt architectural, l'avis favorable préalable de l'architecte des Bâtiments de France sera à joindre aux pièces composant le dossier technique. Pour une demande de subvention visant l'engagement de la prime de mise en accessibilité, l'avis favorable préalable de la Direction de l'Architecture et Immobilier sera à joindre aux pièces composant le dossier technique.

Une fiche de calcul des travaux et des honoraires retenus et subventionnés est établie. Elle sert de base au calcul de la subvention.

Article 9 : Phase de réalisation

L'avis d'attribution de subvention sera adressé lorsque vos travaux seront autorisés.

Cet avis d'attribution de subvention sera accompagné d'une pièce complémentaire, "Garantie le respect de l'autorisation de travaux" à remettre à l'entreprise retenue et à renvoyer à l'équipe dédiée de la CCI de Montpellier, avant le début des travaux, cosignée par vous-même et l'entreprise retenue pour exécuter les travaux (document obligatoire pour la demande de paiement).

Le demandeur devra apposer sur sa devanture pendant les travaux un panneau de chantier à l'entête de la Ville de Montpellier et du FISAC qui sera remis à l'entreprise ou au propriétaire par la CCI et une vitrophanie indiquant sa participation à l'opération pendant l'année suivant la réalisation des travaux.

Le demandeur doit signaler à l'équipe technique (Mission Grand Cœur – Ville de Montpellier) toute modification pouvant intervenir en cours de chantier et recevoir l'accord écrit sur celle-ci. Des modifications mineures pourront être acceptées mais en aucun cas la subvention finale ne pourra être majorée par rapport au dossier ayant fait l'objet de la demande de subvention initiale.

Article 10 : Mode de paiement de la subvention

Dès que le demandeur informe Grand Coeur de l'achèvement du chantier, la conformité des travaux réalisés avec les autorisations préalables recueillies et jointe à la demande de subvention est vérifiée par l'équipe

technique de la Ville de Montpellier, sur place, en relation avec l'architecte des Bâtiments de France. Cette visite de contrôle de conformité conditionne le versement de la subvention.

Le versement de la subvention est également conditionné par la signature avec la Ville du protocole de traitement anti-tags des dispositifs de fermeture en rez-de-chaussée, selon les modalités précisées par la DCM du 31 mars 2004 (lutte contre les graffitis).

Le dossier de demande de paiement comprend :

- les factures détaillées originales dûment acquittées des entreprises, conformes aux devis ;
- l'avis favorable de conformité des travaux émis par l'équipe technique (Mission Grand Cœur – Ville de Montpellier) sans réserve sur les travaux ;
- l'annexe 2 du protocole anti-tags dûment complété et signé.

Si le projet global est réalisé en une seule phase, la subvention est versée en totalité à la fin des travaux.

Si les travaux sont réalisés en plusieurs phases, le bénéficiaire peut demander un versement partiel pour chaque ensemble de travaux cohérents, correspondant à la moitié du versement de la subvention pour les travaux concernés. L'autre moitié sera versée à la fin de l'opération, si l'ensemble du programme global est réalisé dans un délai de 2 ans à compter de la date du versement partiel de subvention appelée pour la première phase de travaux.

L'attribution de la subvention se fera par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier, sous réserve de disponibilité des crédits annuels réservés par la Ville et le FISAC.

En aucun cas la subvention ne peut être revue à la hausse.

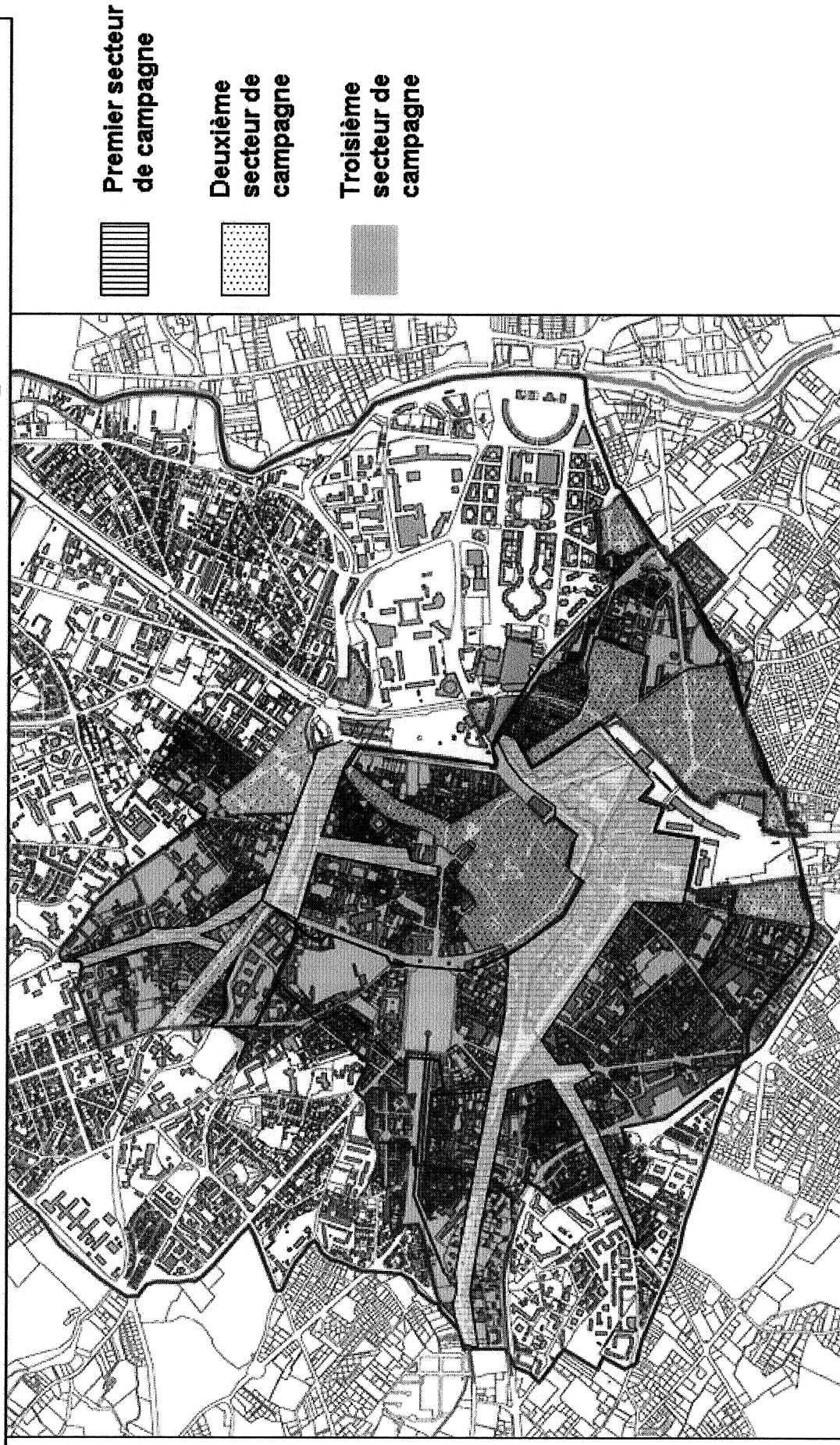
Article 11: Prerogatives de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier se réserve le pouvoir de décider de l'engagement et du paiement des subventions. Les subventions sont accordées dans la limite des crédits réservés à cet effet par la Ville et le FISAC.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier à tout moment le présent règlement.

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Plan indicatif des trois secteurs de campagne



— Périimètre Grand Cœur

— Périimètre ZPPAUP

— Périimètre de Ravalement Obligatoire

— Périimètre Secteur Sauvegardé + Extensions



Séance publique du mardi 29 mai 2012

Mission Grand Coeur
Reconquête urbaine

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 185**

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MISSION GRAND COEUR

Lancement d'une nouvelle Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées dans les secteurs St Guilhem- Laissac- Sud Comédie de 2012 à 2017 Approbation de la convention et du règlement attributif des subventions municipales Autorisation de demande de subvention

Christian BOUILLE rapporte :

L'opération Grand Cœur vise à une réhabilitation de qualité du quartier Centre, en intervenant de manière cohérente sur la rénovation des logements dans un objectif de mixité sociale, la requalification des espaces publics, la valorisation du patrimoine historique et la dynamisation commerciale.

Au sein du quartier Centre, l'intervention de la Ville cible en priorité les secteurs où les difficultés se concentrent et s'additionnent, afin de les inscrire durablement dans une dynamique de développement urbain et social.

Dans cet objectif, pour accompagner la réhabilitation du parc de logements privés, la Ville de Montpellier a mis en oeuvre une dixième Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées sur les secteurs Saint Guilhem, Laissac, Sud Comédie.

Cette OPAH poursuit celle mise en place dans les secteurs Sud Ecusson – Laissac – Gare à partir de 2007, qui a été suspendue de manière volontairement anticipée au 31 décembre 2010 afin d'élaborer et mettre en oeuvre une nouvelle opération plus efficace. En effet, cette OPAH dans les secteurs Sud Ecusson - Laissac – Gare n'avait pas donné les résultats escomptés : les aides allouées se sont révélées insuffisamment incitatives et inadaptées aux spécificités du 'mal –logement' dans les secteurs Sud Ecusson-Laissac-Gare.

Par la délibération du conseil municipal n° 2011/208 en date du 09 mai 2011, le Conseil municipal a autorisé le lancement des études préalables en vue d'un nouveau dispositif d'aide sur ces secteurs, en accord avec la Communauté d'agglomération de Montpellier en tant que délégataire de l'Agence nationale de l'habitat (Anah),

et sur ses fonds propres. Dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, la Ville a confié ces études pré-opérationnelles à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Cette étude a permis dresser un état des lieux précis afin de cibler sur les îlots à traiter prioritairement et de définir les objectifs qualitatifs suivants :

- Redonner de l'habitabilité aux îlots d'habitat dégradé
- Promouvoir des réhabilitations de qualité s'inscrivant dans l'amélioration durable du cadre bâti et favorisant la mixité sociale
- Lutter contre les marchands de sommeil
- Valoriser l'espace public et améliorer le cadre de vie

En cohérence avec les objectifs de l'ANAH, les thématiques prioritaires à traiter sont axées la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé, le maintien des propriétaires occupants aux revenus modestes (notamment l'adaptation des logements en faveur de l'autonomie de la personne), la mise aux normes des copropriétés dégradées et la lutte contre la précarité énergétique.

L'information des habitants sur ce projet de nouvelle OPAH est faite sur le site Internet de la Ville, par le réseau des associations d'habitants (comité de secteur Centre et comités de quartiers) et par la mise à disposition du public du projet de convention pendant un mois.

Cette campagne d'information a permis de recueillir des remarques de propriétaires et de locataires, émises notamment par la Commission Urbanisme-Equipements publics-Habitat du Conseil consultatif du quartier Centre, remarques portant principalement sur le constat de la transformation abusive de rez-de-chaussée en logement, de problèmes qui seraient liés au non-raccordement à l'égout d'immeubles anciens ainsi que des avis sur le cadre de vie de manière plus large (aucune remarque défavorable sur le projet de dispositif n'a été formulée).

Le programme de l'opération vise :

- la réhabilitation de 195 logements, se composant de 45 logements réhabilités par des propriétaires occupants modestes et de 150 logements locatifs privés (dont 50 à loyer maîtrisés après travaux),
- des interventions sur les parties communes de 75 copropriétés fragilisées,
- la réhabilitation de 27 logements au titre de la lutte contre l'habitat indigne ou très dégradés, faisant l'objet de travaux lourds,
- des interventions sur les parties communes de 5 immeubles en sortie d'insalubrité.

Les participations spécifiques de la Ville de Montpellier concernent des travaux d'amélioration :

- dans les parties communes (en complément des aides de l'ANAH pour des travaux dans des immeubles relevant de la copropriété dégradée ainsi que pour des travaux de cage d'escalier, d'isolation de toiture ou de curetage d'îlot notamment),
- dans les logements de propriétaires occupants en complément des aides de l'ANAH pour des travaux de réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé ou en complément de la prime de l'Anah au titre de l'aide de solidarité écologique (ASE),
- dans les logements de propriétaires occupants modestes et très modestes pour la réalisation de travaux dans les parties communes des copropriétés fragilisées,
- dans les logements de propriétaires occupants qui relèvent des "plafonds majorés" de l'ANAH, pour lesquels l'Anah ne propose aucun financement.

Les modalités de versement des aides communales sont définies par le règlement attributif de subventions joint en annexe.

La mission de conduite et d'animation de cette OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées est confiée à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver le bilan de la concertation menée autour de cette opération,
- d'approuver le projet de convention de l'OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées dans les secteurs Saint Guilhem – Laissac – Sud Comédie, joint en annexe 1,
- d'approuver le règlement attributif de subventions pour les fonds d'aides municipales, joint en annexe 2,

- de mettre en oeuvre cette l'OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées dans les secteurs Saint Guilhem – Laissac – Sud Comédie à compter du 1^{er} juillet 2012 et pour une durée de 5 ans,
- de solliciter l'attribution de subventions au meilleur taux possible auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de sa délégation de l'ANAH et sur ses fonds propres au titre de sa compétence communautaire des aides à la pierre),
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène VALLÉBROUX



Publiée le : 30/05/2012

PROJET

Ville de Montpellier

**OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées
dans les secteurs Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie**

**REGLEMENT ATTRIBUTIF DES AIDES COMMUNALES
A L'HABITAT ANCIEN**

PRÉAMBULE

Par convention avec l'Anah (par délégation la Communauté d'agglomération de Montpellier), Montpellier Agglomération, la Ville de Montpellier a engagé l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées du quartier Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie.

Au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place et de financer, dans la limite de ses dotations budgétaires, un fonds communal d'aide à la réhabilitation privée destiné à favoriser et accompagner la réalisation de certains travaux dans l'habitat, autour de thématiques prioritaires qui sont :

- la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé
- le maintien des propriétaires occupants aux revenus modestes afin de favoriser la mixité sociale
- la mise aux normes des copropriétés dégradées
- la lutte contre la précarité énergétique

Le règlement ci-après définit les modalités de ce fonds.

Article 1 : OBJET DU FONDS COMMUNAL D'AIDES A L'HABITAT ANCIEN

Dans le cadre de l'application de la convention d'OPAH RU, la Ville de Montpellier met en place un fonds communal d'aide à l'habitat ancien, se répartissant de la manière suivante:

- Aide aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux dans les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée
- Aide aux propriétaires occupants
- Aide pour la réalisation de travaux de mise aux normes dans les parties communes des immeubles

Article 2 : CHAMPS D'APPLICATION DES AIDES COMMUNALES A L'HABITAT ANCIEN

2.1 Périmètre d'application :

Le fonds communal d'aides à l'habitat ancien s'applique aux programmes de réhabilitation situés à l'intérieur de l'OPAH RU du quartier Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie (cf. carte annexée).

2.2 Qualité des programmes :

Les programmes de réhabilitation financés au titre du présent fonds devront satisfaire aux conditions et exigences de qualité définies dans la convention relative à l'OPAH RU Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie 2012-2017, et respecter les prescriptions définies par la Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) de l'Agglomération délégataire Anah, ainsi que celles des règlements en vigueur sur ces secteurs (Plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé, plan local d'urbanisme, règlement spécial de publicité, règlement de ravalement des façades) applicables à la parcelle, et de façon générale, contribuer à une réhabilitation durable par la production de logements de qualité, adaptés à la demande locale.

Toute demande d'aide communale déposée dans le cadre du présent fonds devra être accompagnée d'un avis motivé de l'équipe chargée de la conduite de l'OPAH-RU attestant de la conformité du projet présenté aux exigences de qualité sus définies.

Article 3 : MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE CALCUL DES AIDES

Modalités communes à l'ensemble des programmes :

L'attribution d'une aide communale à l'habitat ancien ne constitue pas un droit mais la contrepartie d'un engagement du propriétaire de se conformer aux conditions et exigences du présent règlement.

L'attribution des aides est de la stricte compétence de la Ville de Montpellier qui décide, au cas par cas, au vu du dossier qui lui est présenté, du montant et des conditions d'engagement ou de paiement de l'aide communale demandée, dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle disponible.

Les aides de la Ville seront attribuées en priorité aux propriétaires ayant une obligation de travaux sur leur logement ou sur les parties communes de leur immeuble (procédure d'insalubrité, de péril, injonction de travaux sur parties communes ou parties privatives).

Aucune demande d'aide ne pourra être prise en considération lorsque les travaux sont déjà commencés, sauf si les travaux ont fait l'objet d'une autorisation préalable ou d'une décision de financement du délégataire Anah.

Durant la durée de l'OPAH RU, le bénéficiaire des aides ne pourra faire qu'une seule demande de subvention pour un même type de travaux.

Pour recevoir une aide du fonds, les copropriétaires (représentés par leur syndicat) ou propriétaires uniques doivent impérativement :

- respecter les prescriptions techniques établies par l'équipe chargée de la conduite d'opération de l'OPAH RU et validées par le groupe de suivi de l'OPAH RU ;
- obtenir un avis favorable de la Ville sur la demande d'autorisation de travaux (y compris avis favorable de l'architecte des Bâtiments de France) sur le projet;
- ne pas engager des travaux avant réception d'une lettre de notification de la subvention ;
- faire réaliser les travaux par des professionnels du bâtiment inscrits au répertoire des métiers conformément à l'autorisation d'urbanisme obtenue (PC ou déclaration de travaux) et aux prescriptions techniques établies par l'équipe opérationnelle ;
- afficher sur la façade de manière visible du domaine public un panneau de communication qui sera fourni par l'équipe opérationnelle, cela pendant toute la durée du chantier
- autoriser le contrôle de la conformité des travaux par l'équipe opérationnelle.

3.1 - Aide aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux dans les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée

Bénéficiaires de l'aide :

L'aide concerne les travaux sur les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée. L'aide pourra être reçue par les copropriétés, par l'intermédiaire de leur syndic.

Travaux subventionnables :

Tous travaux d'amélioration portant sur les parties communes des immeubles identifiés comme copropriétés dégradées, subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Majoration de 5%, dans la limite de ses dotations budgétaires, des aides de l'Anah aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée. Cette aide est plafonnée à 7 000 euros par immeuble.

Cette aide ne peut pas être cumulée avec l'aide de la Ville sur les parties communes précisée au 3.6.
Cette aide peut être cumulée avec une aide de la Ville pour un propriétaire occupant.

3.2 Aide aux propriétaires occupants dont les revenus correspondent « aux plafonds majorés » et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement

Bénéficiaires de l'aide :

L'aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement à titre de résidence principale au moins 8 mois par an et dont les revenus correspondent « aux plafonds majorés » fixés par l'Anah en vigueur à la date d'acceptation du dossier par la CLAH et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement.

Travaux subventionnables :

Cette aide est destinée au financement de travaux en parties privatives et des quotes-parts travaux parties communes pour les copropriétés ne relevant ni de la copropriété dégradée ni de l'insalubrité. Tous travaux d'amélioration subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Cette aide communale est de 30% du montant TTC des travaux. Cette aide sera plafonnée à 3 000 euros par logement.

L'aide communale est cumulable avec toutes les autres aides auxquelles le propriétaire peut prétendre et qui seront recherchées préalablement à la demande d'aide municipale.
Le cumul total de ces aides compris sera plafonné à 90 % du montant de la dépense T.T.C.

3.3 Aide aux propriétaires occupants pour la réalisation de travaux de logements lourds pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement dont les revenus respectent les plafonds de l'Anah (art. R-321-12 du code de la construction) à titre de résidence principale au moins 8 mois par an pour la réalisation de travaux de réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé.

Travaux subventionnables :

Tous travaux lourds engagés pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé, subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Cette aide sera de 10% du montant des travaux et viendra en complément des 50% de l'Anah et des 10 % de Montpellier Agglomération.

En cas de réalisation des travaux en plusieurs fois, plusieurs dossiers de demande de subvention pourront être déposés par un propriétaire occupant.

Cette aide peut être cumulée avec l'aide communale aux syndicats des copropriétaires pour les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée ou avec l'aide sur les parties communes.

Cette aide communale est également cumulable avec toutes les autres aides publiques auxquelles le propriétaire peut prétendre et qui seront recherchées préalablement à la demande d'aide municipale.
Le cumul total de ces aides publiques compris sera plafonné à 90 % du montant de la dépense T.T.C.

3.4 Aide aux propriétaires occupants modestes et très modestes pour la réalisation de

travaux dans les parties communes des immeubles, qualifiées de copropriétés dégradées ou insalubres

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement modestes et très modestes dont les revenus respectent les plafonds de l'Anah (art. R-321-12 du code de la construction) à titre de résidence principale au moins 8 mois par an.

Travaux subventionnables et engagements préalables :

Tous travaux d'amélioration portant sur les parties communes des immeubles identifiés comme copropriétés dégradées, subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Le montant de cette prime sera de 1 500 euros. Elle sera versée directement aux propriétaires occupants. Cette prime sera cumulable avec l'aide aux syndicats de copropriété pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles, qualifiées de copropriétés dégradées ou insalubres.

3.5 Prime complémentaire à l'aide de solidarité écologique (ASE) de l'Anah

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement dont les revenus respectent les plafonds de l'Anah (art. R-321-12 du code de la construction) à titre de résidence principale au moins 8 mois par an.

Travaux subventionnables et engagements préalables :

Tous travaux entrepris subventionnables par l'Anah au titre de l'aide de solidarité écologique dans le cadre du programme 'Habiter mieux'.

Calcul de l'aide :

La prime communale est de 500 €. Cette prime peut-être cumulée avec les autres aides de la Ville et de l'Anah. Si les travaux sont réalisés en plusieurs fois, cette prime ne pourra être versée qu'une fois.

3.6 Aide pour la réalisation de travaux de mise aux normes dans les parties communes des immeubles

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles ne relevant ni de la copropriété dégradée ni de l'insalubrité.

Travaux subventionnables et engagements préalables :

Tous travaux entrepris visant à une mise aux normes des parties communes :

- la cage d'escalier :
 - la mise aux normes des réseaux, réfection de l'électricité de la cage d'escalier, des compteurs, colonnes montantes alimentation eau, eaux vannes et usées, électricité, gaz, téléphone, câble ;
 - le traitement des murs (décroustage, lavage, réparation de pierres..) ; les enduits, badigeons et peintures ;
 - la réparation de l'escalier (structure) ;
 - la restauration des menuiseries et ferronneries donnant sur la cage ;
 - la peinture des boiseries et ferronneries ;
 - la pose d'un interphone
 - la pose des détecteurs incendie conformément à la législation en vigueur
- Traitement de cour dans les cas de travaux liés à un curetage en cœur d'îlot :
 - Etanchéité des sols
 - la restauration des menuiseries et ferronneries donnant sur la cage ;
 - la peinture des boiseries et ferronneries ;
 - le traitement des murs, (décroustage, lavage, réparation de pierres..) ; les enduits, badigeons et peintures ;
- En cas de réfection de toiture (charpente et couverture), seuls les travaux d'isolation sont éligibles
- La création de locaux communs (local vélo, local à ordures ménagères)
- Les façades : amélioration des performances techniques des menuiseries des parties communes, intégration des réseaux courant faible, EDF.
Les travaux de ravalement de façade ne sont pas subventionnables dans le cadre de cette aide.
- Tous autres travaux jugés recevables par la Ville et son opérateur.

Calcul de l'aide :

L'aide communale est de 30% du montant des travaux subventionnables, plafonnée à 4 000 euros, quel que soit le nombre de dossiers de demandes d'aide déposés par un syndicat de propriétaires.
(Par exemple, dans le cas où une première aide municipale serait accordée pour la rénovation de la cage d'escalier à hauteur de 2500€, une deuxième aide sollicitée pour des travaux portant sur la toiture sera alors de 1500€ maximum.)

Les immeubles dont les parties communes relèvent de l'insalubrité ou de la copropriété dégradée ne pourront pas cumuler cette aide avec les aides de l'Anah réservées à ce titre.

Article 4 : CONSTITUTION DES DEMANDES D'ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT DES AIDES

Toute demande fait l'objet d'un dossier instruit par l'équipe chargée par la Ville de la conduite de l'OPAH RU.

Seuls les dossiers réputés complets seront instruits pour les demandes d'engagement ou de paiements.

Ce dossier d'engagement comprend :

- Un formulaire de demande d'aide rempli et signé par le propriétaire, précisant le programme de réhabilitation envisagée et les engagements souscrits inhérents à l'aide demandée,
- Une copie du dossier déposé auprès du délégataire ANAH : formulaire de demande, engagement de conventionnement, de location à des PMR, plan de financement prévisionnel, avis préalable ou décision du délégataire ANAH, plans, photos, devis, attestations de propriété et de vacance, avis d'imposition pour les propriétaires occupants, grille d'évaluation de l'insalubrité...
- Le cas échéant une copie des autorisations d'urbanisme obtenue préalablement à la réalisation des travaux,
- Une fiche de calcul de l'aide communale prévisionnelle,
- Un avis motivé de l'équipe opérationnelle sur la recevabilité et l'intérêt du projet,
- Toute autre pièce permettant de justifier la demande (ex : compte rendu de l'assemblée générale de la copropriété ayant voté les travaux, état de division de l'immeuble...).

Une lettre signée de Madame le Maire ou de son adjoint délégué notifie au demandeur la recevabilité de son dossier de demande de subvention.

Au terme des travaux, une demande de paiement de l'aide communale sera transmise à la Mairie par l'intermédiaire de l'équipe chargée de la conduite de l'OPAH RU, qui sera chargée du contrôle de l'exécution des travaux réalisés et de leur conformité au projet subventionné.

Le dossier de demande de paiement remis à la Ville comprendra notamment :

- Une copie des factures acquittées des entreprises (n° de chèque, tampon et signature) pour tous les travaux réalisés,
- Une note précisant éventuellement les éventuelles modifications intervenues entre devis et factures,
- Un plan de financement définitif précisant l'ensemble des aides obtenues,
- Une fiche de calcul définitif de la subvention à payer,
- Une photocopie du contrat de location,
- Pour les logements à loyers maîtrisés, une copie de la convention à loyer intermédiaire ou une copie de la convention à loyer social ou très social, signée entre le propriétaire et l'ANAH,
- Pour les logements à loyers maîtrisés une photocopie de l'avis d'imposition du ménage locataire,
- Pour les propriétaires occupants, une attestation sur l'honneur d'occupation personnelle du logement,
- Un relevé d'identité bancaire (RIB)

Après vérification du dossier par les services municipaux et vote par le Conseil municipal de l'autorisation de paiement de l'aide municipale, le versement de l'aide interviendra sous forme de virement bancaire sur le compte de l'intéressé.

En cas de réduction du programme de travaux, le montant de l'aide à payer sera recalculé à la baisse.

En cas de non réalisation du programme retenu ou de non respect des engagements souscrits, le versement de l'aide pourra être suspendu et un courrier sera adressé au propriétaire rappelant les conditions à satisfaire pour le paiement de l'aide. En cas de refus d'obtempérer dans un délai défini pourra décider de l'annulation de l'aide.

Si les travaux ne sont pas terminés dans un délai de deux ans après notification de la subvention, l'aide municipale sera annulée, sauf si le propriétaire formule une demande motivée écrite de prorogation de délai. Dans ce cas, la prorogation ne pourra excéder un an.

Article 5 : CONTROLE – REMBOURSEMENT DES AIDES

Après versement de l'aide, la Ville de Montpellier se réserve la possibilité de procéder à tout contrôle, lui permettant de s'assurer du respect des engagements souscrits par le propriétaire.

Ces contrôles porteront principalement sur le respect de l'engagement d'occupation du logement à titre de résidence principale pendant une durée de 5 ans.

Dans cette perspective, le propriétaire devra s'engager à fournir à la Ville tous les éléments et justificatifs nécessaires à l'exercice de ce contrôle.

En cas d'inexécution avérée des engagements souscrits, le propriétaire pourra être tenu de rembourser à la Ville le montant de l'aide versée, diminuée d'un abattement proportionnel à la durée écoulée depuis le paiement de la subvention. Pour les propriétaires occupants, cet abattement de 20% par année écoulée depuis le versement de l'aide

Article 6 : DUREE D'APPLICATION

Le fonds communal d'aide à l'habitat ancien est mis en place pour la durée fixée par la convention d'OPAH RU.

En tout état de cause, les demandes d'aides présentées par les propriétaires devront être déposées auprès de la Mairie avant la date d'expiration de l'opération soit le 30 juin 2017, ou à défaut, avant cette date si l'ensemble de l'enveloppe financière est consommée.

Après expiration de ce délai, les propriétaires qui auront reçu notification d'une aide, disposeront d'un délai de deux ans, éventuellement prorogé d'un an supplémentaire, pour réaliser les travaux et demander le versement de l'aide.

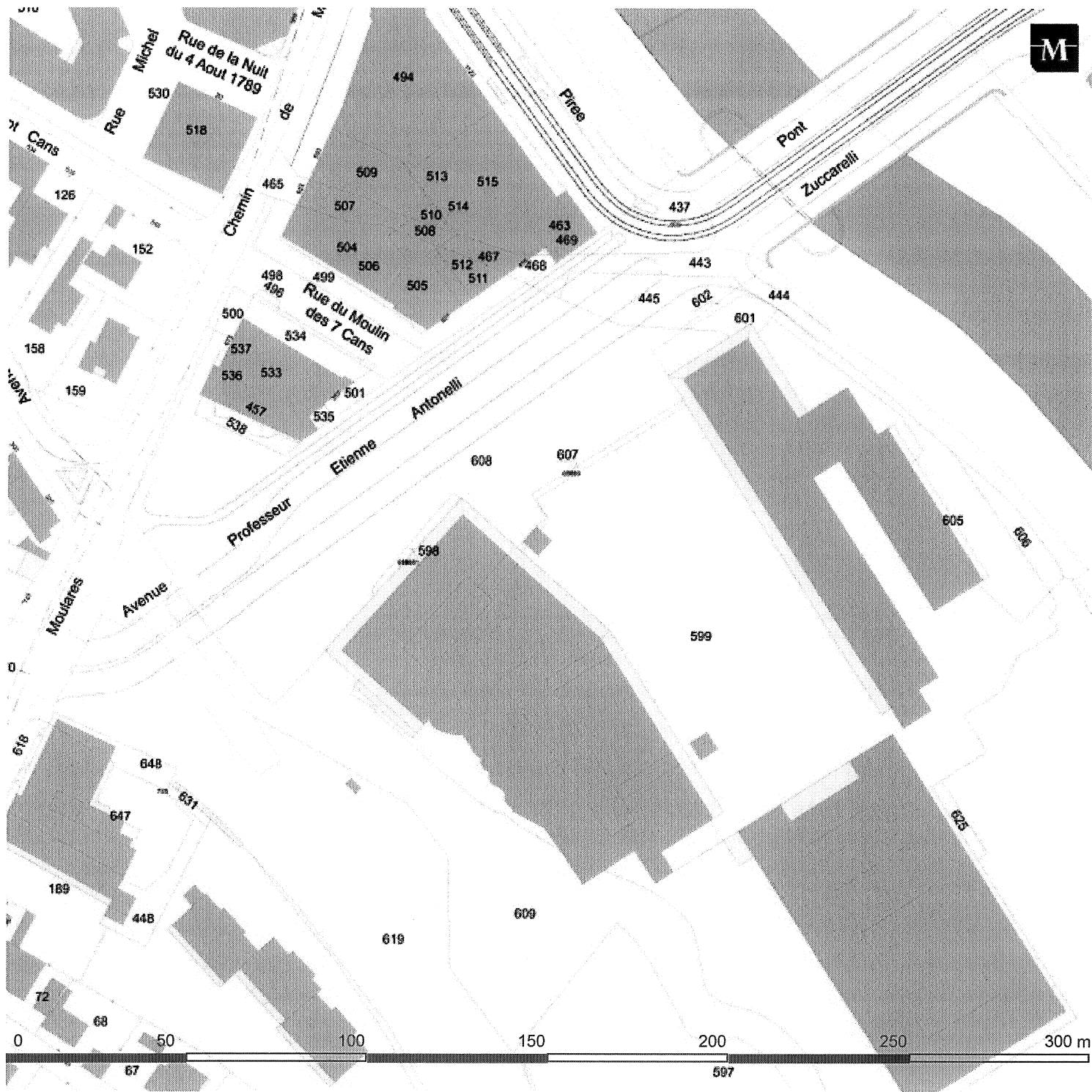
Article 7 : SUIVI DE L'AVANCEMENT ET REORIENTATION DE L'ACTION

Chaque semestre, un bilan de consommation des aides sera remis par l'équipe opérationnelle à la Ville, qui pourra proposer à la Commission d'attribution une réorientation ou une modification des aides, en fonction de critères de priorité qu'elle aura définis.

Article 8 : PREROGATIVES DE LA VILLE DE MONTPELLIER

La Ville de Montpellier se réserve le pouvoir de décider de l'engagement et du paiement des subventions, dans la limite des crédits réservés à cet effet par la Ville.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier à tout moment le présent règlement. Les modifications apportées au présent règlement feront l'objet d'un avenant validé par le Conseil Municipal.



Vue n° 50e47b2.v Type : Plan cadastral© ©DGI
Edition Ville de Montpellier DGMT-SIG (07/02/13)

PROJET



**VILLE DE MONTPELLIER
MONTPELLIER GRAND COEUR**

**OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT
DE RENOUVELLEMENT URBAIN
ET DE COPROPRIETES DEGRADEES**

Saint Guilhem / Laissac / Sud Comédie

2012 - 2017



SOMMAIRE

PREAMBULE	p.6
ARTICLE 1 – DENOMINATION.....	p.7
ARTICLE 2 - CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE	p.7
ARTICLE 3 - OBJECTIF QUALITATIFS ET QUANTITATIFS DE L'OPAH RU	p.7
3.1 Les objectifs qualitatifs	
3.2 Les objectifs quantitatifs	
ARTICLE 4 - LES INTERVENTIONS PUBLIQUES DE LA VILLE DE MONTPELLIER ...	p.8
4.1 – La concession d'aménagement	
4.1.1 La mission foncière	
4.1.2. Les opérations publiques d'aménagement	
4.1.3. Les logements tiroirs	
4.1.4. Les travaux d'office	
4.2 – Les autres interventions publiques	
4.2.1. La création de logements publics	
4.2.2. Le ravalement obligatoire des façades	
4.2.3. La mise en œuvre du Plan local de déplacement	
4.2.4. La requalification des espaces publics	
4.2.5. La redynamisation des activités commerciales	
4.2.6. Le projet territorial de cohésion sociale	
4.2.7 La gestion urbaine de proximité	
ARTICLE 5 – FINANCEMENT DE L'ACTION D'AMELIORATION DE L'HABITAT	p.11
5.1 – La Ville de Montpellier s'engage à :	
5.1.1. Equipe opérationnelle	
5.1.2. Aide aux syndicats des copropriétaires pour les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée	
5.1.3. Aide aux propriétaires occupants	
5.1.4 Aide pour les parties communes des immeubles	
5.2 – La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à :	
5.2.1. Equipe opérationnelle	
5.2.2. Aide complémentaire pour les logements locatifs à loyer maîtrisé	

5.2.3. *Prime pour la performance énergétique pour les logements locatifs à loyer conventionné intermédiaire*

5.2.4 *Prime pour la remise sur le marché de logements vacants*

5.2.5. *Aide aux propriétaires occupants*

**5.3 L'ANAH et par délégation la Communauté d'Agglomération de
Montpellier s'engage à :**

5.3.1. *Equipe opérationnelle*

5.3.2. *Aide aux propriétaires occupants*

5.3.3 *Aide aux propriétaires bailleurs*

5.3.4. *Aide aux syndicats des copropriétaires*

5.3.5. *Clauses particulières*

ARTICLE 6 – CONDUITE DE L'OPERATIONp.18

6.1 – Equipe opérationnelle

6.1.1. *Conduite de l'OPAH RU*

6.1.2. *Coordination et assistance à la Ville*

6.1.3. *Identification et traitement de l'insalubrité*

6.1.4. *Assistance technique, financière et administrative*

6.1.5. *Identification des situations de copropriétés dégradées*

6.1.6. *Accompagnement social et suivi des relogements dans les situations d'insalubrité*

6.1.7. *Opération d'aménagement « Ilot Laissac »*

6.1.8 *Mise en œuvre des aides du FART*

6.2 – Rapport d'avancement et rapport final

ARTICLE 7 – COMITE DE PILOTAGEp.23

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTIONp.23

ARTICLE 9 – RESILIATION ET REVISION DE LA CONVENTIONp.23

ENTRE :

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, ou son représentant habilité par délibération

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE, dûment habilité par délibération n°8816 du Conseil d'Agglomération du 26 mai 2009,

D'autre part,

ET

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Vice-président, délégué dans le domaine « Politique de la Ville, Logement, Habitat », Monsieur Hervé MARTIN, dûment habilité par délibération n°..... du Conseil d'Agglomération du

D'autre part.

Vu le code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la loi d'Orientation pour la Ville n°91-682 du 13 juillet 1991 et notamment ses titres I et III,

Vu la loi du 05 mars 2007 sur le droit au logement opposable (DALO),

Vu la circulaire du 19 avril 2002 relative à la lutte contre l'habitat indigne,

Vu la circulaire du 8 novembre 2002 relative aux OPAH,

Vu la circulaire n°2002.01 du 16 décembre 2002,

Vu la circulaire du 05 mai 2003 relative à la mise en œuvre et au financement des opérations de résorption d'habitat insalubre irrémédiable,

Vu l'instruction de l'Anah n°2002-04 du 27 mai 2002 ,

Vu l'instruction I.2005-03 du 12 juillet 2005 relative aux aides de l'Anah à l'ingénierie des programmes d'amélioration de l'habitat privé.

Vu l'arrêté du 6 septembre 2010 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART),

Vu l'instruction de la directrice générale de l'Anah en date du 8 octobre 2010 relative aux aides du FART pouvant être octroyées en complément des aides de l'Anah,

Vu la convention Etat – Anah du 14 juillet 2010 relatif au programme « rénovation thermique des logements privés » au titre des investissements d'avenir,

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'ANAH en date du 22 septembre 2010 relative à la réforme du régime d'aides applicable aux propriétaires occupants, aux propriétaires bailleurs et à certains autres,

Vu le Règlement Général de l'Agence Nationale de l'Habitat

Vu la délibération n°..... du Conseil d'Agglomération n°....., autorisant son Président ou le Vice-président délégué dans le domaine " Politique de la Ville, Logement, Habitat " à signer la présente convention,

Vu la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain « Sud Ecusson/Laissac/Gare » du 10 août 2007, conclue entre la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'Agence nationale de l'amélioration de l'habitat,

Vu la convention de délégation de compétence du 29 juin 2009 et ses avenants, conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat,

Vu la convention de gestion conclue entre l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier conclue et ses avenants,

Vu le Programme d'Actions Local de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'année 2012, approuvé par arrêté de son Président, en date du

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du.....

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE

Le contexte

L'opération de renouvellement urbain « Montpellier Grand Coeur » est un programme ambitieux engagé par la Ville de Montpellier dès 2003 en faveur de la reconquête et la dynamisation du centre-ville. Dans une démarche de développement urbain durable, l'opération Grand Cœur intervient de manière cohérente sur l'habitat, le commerce, le cadre de vie et le patrimoine et vise deux objectifs :

- Rendre le centre-ville fonctionnel, confortable et agréable pour ceux qui y résident et lui permettre d'accueillir de nouveaux résidents,
- Rendre le centre-ville disponible, utile et accessible à l'ensemble des habitants de l'aire urbaine dont il constitue l'espace majeur de vie urbaine.

Dans le cadre d'une concession d'aménagement, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) des missions opérationnelles sur les volets suivants :

- Le logement : réactiver et diversifier le marché du logement par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou insalubres, par des constructions neuves et par la remise sur le marché de locaux vacants ;
- Le commerce : revitaliser le commerce et l'artisanat, avec notamment le renforcement et l'adaptation de l'offre immobilière dans ce domaine.

Sud Ecusson – Laissac – Sud Comédie : des territoires d'intervention prioritaires

Les quartiers Sud Ecusson d'une part et Laissac Sud Comédie d'autre part se caractérisent par :

- Une fonction résidentielle affirmée, avec un bâti de forte qualité architecturale, généralement étriqué et morcelé, générant ainsi des situations d'insalubrité ou d'indécence
- Une fonction commerçante marquée avec la présence de locaux en rez de chaussée des immeubles présentant des problèmes de cohabitation avec la fonction résidentielle
- Un secteur où se croisent les 3 lignes de tramway, en pleine mutation tant en terme d'habitat que d'activités.

Ces quartiers demeurent des territoires d'intervention prioritaires.

Confirmer la volonté de la Ville de résorber l'habitat insalubre et inscrire ces quartiers dans une dynamique de développement urbain

Réhabiliter durablement des quartiers anciens se fonde nécessairement sur une action de la Ville lisible et assidue dans le temps : une telle opération de renouvellement urbain requiert une quinzaine d'années avant de générer une dynamique de développement urbain vertueux.

La Ville souhaite ainsi poursuivre son action engagée notamment par l'opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain conduite de 2007 à 2010 sur les secteurs Saint Roch, Sainte Anne, Laissac, sud Comédie et Méditerranée.

Cet outil n'avait pas produit les résultats escomptés notamment car les aides allouées n'étaient pas suffisamment incitatives et adaptées aux spécificités des quartiers.

En septembre 2010, le constat avait été fait qu'il convenait d'étudier une réorientation des aides en les concentrant sur les îlots les plus dégradés.

L'ensemble des partenaires ont décidé l'arrêt anticipé de l'OPAH RU Sud Ecusson Laissac Gare au 31 décembre 2010, date à laquelle, de surcroît, les conditions ne pouvaient plus s'appliquer en raison de l'entrée en vigueur du nouveau règlement de l'Anah.

Ils ont simultanément confié à la SERM la réalisation d'une étude préalable permettant de redéfinir les caractéristiques d'une nouvelle OPAH ciblée sur les îlots sensibles, avec un programme en cohérence avec les objectifs de renouvellement urbain de l'opération Grand Cœur.

ARTICLE 1 – DENOMINATION

La Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Anah décident la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et de copropriétés dégradées « Saint Guilhem / Laissac / Sud Comédie ».

ARTICLE 2 – CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE

Le champ d'application géographique de la présente convention est multi-sites et couvre les secteurs de Sainte Anne, Saint Roch, Laissac, Sud Comédie et Méditerranée. (cf périmètres joints en annexe).

ARTICLE 3 – OBJECTIFS QUALITATIFS ET QUANTITATIFS DE L'OPAH RU ET DE COPROPRIETES DEGRADEES

3.1 Les objectifs qualitatifs

L'OPAH RU et de copropriétés dégradées vise à requalifier durablement les quartiers du centre ville en engageant une démarche incitative et coercitive auprès des propriétaires ainsi que des procédures d'aménagement sur des îlots prioritaires à restructurer. Les objectifs qualitatifs recherchés sont de :

- Redonner de l'habitabilité aux îlots d'habitat dégradé
- Promouvoir des réhabilitations de qualité s'inscrivant dans l'amélioration durable du cadre bâti et favorisant la mixité sociale
- Lutter contre les marchands de sommeil
- Valoriser l'espace public et améliorer le cadre de vie

Pour cela, les thématiques prioritaires à traiter sont axées sur :

- la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé
- le maintien des propriétaires occupants aux revenus modestes et notamment l'adaptation des logements en faveur de l'autonomie de la personne
- la mise aux normes des copropriétés dégradées
- la lutte contre la précarité énergétique

3.2 Les objectifs quantitatifs

L'opération vise à atteindre sur 5 ans les objectifs quantitatifs suivants :

- 50 logements locatifs privés réhabilités ou acquis et améliorés feront l'objet d'un financement dans le cadre de la présente convention, dont :
 - o 14 logements réhabilités au titre de la lutte contre l'habitat indigne (LHI), dont 4 faisant l'objet de « travaux lourds »
 - o 8 logements « très dégradés » faisant l'objet de « travaux lourds »
 - o 15 logements faisant l'objet de « travaux d'amélioration »
- 100 logements locatifs privés réhabilités ou acquis et améliorés en loyer libre et sans financement dans le cadre de la présente convention
 - o 50 auront un loyer maîtrisé après travaux :
 - 40 en loyer conventionné intermédiaire
 - 10 en loyer conventionné social
- 45 logements réhabilités ou acquis et améliorés par des propriétaires occupants modestes répartis de la façon suivante :
 - o 3 réhabilités au titre de la lutte contre l'habitat indigne (LHI), dont 1 faisant l'objet de « travaux lourds »
 - o 10 logements faisant l'objet de travaux pour l'autonomie de la personne
 - o 12 logements faisant l'objet de travaux d'amélioration « autres »
- 5 logements de propriétaires occupants faisant l'objet de travaux d'économie d'énergie ouvrant droit à une Aide de Solidarité Ecologique
- 15 parties communes d'immeubles assimilés à des copropriétés dégradées seront traitées
- 5 parties communes d'immeubles seront traitées en sortie d'insalubrité
- 50 parties communes ne relevant ni de la copropriété dégradée ni de l'insalubrité seront traitées

Soit un objectif de 195 logements améliorés et 70 parties communes de copropriétés fragilisées.

ARTICLE 4 – LES INTERVENTIONS PUBLIQUES DE LA VILLE DE MONTPELLIER

4.1 Les missions de la Concession d'aménagement

La Ville de Montpellier a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de cette opération. Cette convention a une durée de 10 ans (2003/2013). La convention a été approuvée par délibération du conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1^{er} août 2003.

Les actions suivantes seront conduites dans le cadre de ce dispositif opérationnel.

4.1.1 La mission foncière

Elle comprend principalement :

- La mise en place d'une stratégie d'intervention foncière sur les îlots prioritaires et l'ensemble du périmètre Grand Cœur

- La recherche de patrimoine vacant ou sous-utilisé (immeubles, friches, parcelles mal bâties...)

A ce jour, cette mission a permis l'acquisition de 27 793m² soit 563 logements à réhabiliter et 35 841m² de SHON pour de la construction neuve.

4.1.2 Les opérations publiques d'aménagement

Ces opérations concernent les îlots d'habitat les plus dégradés et doivent permettre la restructuration du tissu bâti :

- Mise en œuvre de Déclaration d'Utilité Publique de travaux. 44 immeubles sont d'ores et déjà repérés sur les quartiers sud Comédie et Méditerranée et feront l'objet de cette procédure.
Par ailleurs, cet outil pourra être utilisé à l'immeuble ou à l'échelle de quelques parcelles, notamment sur le secteur de l'Ecusson (rues des Multipliants, Roucher, Balances, Cabanel...).
- Curetage d'îlots, étude préalable de faisabilité et d'opportunité de démolition/reconstruction sur certains îlots (rues des Multipliants, Balances, Amandier...).
Un travail partenarial sera instauré en amont avec l'Architecte des Bâtiments de France et le Service Patrimoine de la Ville de Montpellier pour en étudier la faisabilité eu égard au secteur sauvegardé.

4.1.3 Les logements tiroirs

La mise à disposition de logements tiroirs est prévue. Un prévisionnel de 5 logements patrimoine SERM et réhabilités dans le cadre de la concession d'aménagement seront dédiés à l'OPAH RU pour le relogement temporaire des occupants de logements faisant l'objet de travaux et seront attribués par l'équipe opérationnelle.

4.1.4 Les travaux d'office

La volonté de la Ville de Montpellier est de lutter contre le « mal logement » et les marchands de sommeil.

Il a été décidé tant politiquement que techniquement de mettre en œuvre des travaux d'office lorsque des propriétaires n'auront pas exécuté les mesures prescrites (travaux et relogement) par un arrêté d'insalubrité ou de péril et que la responsabilité du Maire est engagée.

Ces travaux ont pour intérêt de mettre un terme à des situations d'habitat dégradé et de mettre fin au sentiment d'impunité des propriétaires peu scrupuleux.

4.2 Les autres interventions publiques

4.2.1 La création de logements publics par des opérations d'acquisition amélioration ou de construction neuve

Réalisation de logements sociaux publics par un bailleur social avec utilisation des aides de l'Etat (PLAI/PLUS/PLS), de la Région, de la Communauté d'Agglomération et de la Ville.

4.2.2 Le ravalement obligatoire des façades

Pour améliorer la qualité du cadre de vie et contribuer au bon état du patrimoine bâti privé, la Ville impose aux propriétaires le ravalement périodique de leur immeuble. Après une période de subventionnement pouvant aller jusqu'à 40€/m² pendant les six premières années de l'action*, la Ville

poursuit la procédure prévue par le code de la construction et de l'habitation auprès des propriétaires « récalcitrants ».

*dans le périmètre de l'OPAH, seul le secteur autour de la halle Laissac est encore concerné par l'aide de la Ville (jusqu'en 2014).

4.2.3 La mise en œuvre du Plan local de déplacement

Mis en œuvre progressivement à partir de l'été 2010, il permet de privilégier la fonction de desserte du centre-ville en contraignant la circulation de transit. Il renvoie la circulation automobile sur l'anneau de distribution mis en place autour du centre-ville. Une circulation apaisée et un meilleur accès aux parkings entourant la zone piétonne profitent à la fois aux résidents et à l'activité commerciale. Le PLD redonne de l'espace aux piétons et aux cycles sur les secteurs Laissac, et Sud Comédie qui seront contournés par les extérieurs de la zone piétonne à l'horizon de la mise en service de la ligne 3 du tramway (Avril 2012).

4.2.4 La requalification des espaces publics

Ces projets ont pour objectif de renforcer l'identité de chaque quartier en recomposant un paysage urbain de qualité, en valorisant les espaces extérieurs et en réalisant des équipements publics.

Quelques projets actés :

- Réaménagement majeur du secteur Laissac : démolition du parking en ouvrage, reconstruction des halles projetée en 2015-2016, réaménagement des espaces publics de la place Laissac (étude programmatique en cours et travaux projetés en 2016-2017) ;
- Réaménagement des espaces publics aux abords de la Gare St Roch dans le cadre des travaux d'agrandissements de la gare, qui comprend en outre la livraison d'un parking de 1500 places début 2014 ;
- Requalification des espaces publics du corridor de la ligne 3 du tramway (mise en service en avril 2012) ;
- Extension de l'aire piétonne existante de l'Ecusson jusqu'au Cours Gambetta, incluant notamment les boulevards du Jeu de Paume et Ledru-Rollin, les rues du Faubourg de la Saunerie, Faubourg du Courreau, André Michel et Marceau.

4.2.5 La redynamisation des activités commerciales

- Mise en place par la Ville d'un dispositif incitatif pour la requalification des devantures et enseignes commerciales du cœur marchand ciblés sur les secteurs stratégiques au regard des projets d'espace public et de dynamique commerciale, avec la participation du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC)

- Instauration du droit de préemption urbain sur les fonds de commerces sur un périmètre défini en fonction de critères de préservation et de confortement de la diversité des commerces et leur requalification

- Etablissement d'un « Guide pratique et des bonnes pratiques » à l'attention des commerçants

- Etablissement d'un « Guide d'accessibilité au centre-ville » (TC, automobile, mode doux...)

4.2.6 Le projet territorial de cohésion sociale

Le contrat urbain de cohésion sociale mis en place en 2007, vise à identifier les enjeux propres du territoire et d'en préciser les problématiques afin de mieux mobiliser les politiques publiques concernées.

Une démarche participative est engagée afin de s'appuyer sur les acteurs clefs du quartier qui en sont experts (associations – opérateurs sur le terrain, institutions et leurs services territorialisés : les agences départementales de la solidarité, les maisons pour tous, la direction de l'espace public, les délégués du Préfet...), qui sera élargie au conseil consultatif de quartier, habitants....

Actuellement, l'Appel à Projet 2012 du CUCS de Montpellier lancé fin 2011 auprès des différents partenaires, va dans la continuité de ce travail participatif.

4.2.7 La gestion urbaine de proximité

La gestion urbaine de proximité (GUP) vise, au quotidien, à adapter au plus près des besoins le service rendu aux habitants et à améliorer durablement la qualité de vie dans les quartiers.

Cette démarche s'attache ainsi, sur un territoire défini, à remédier aux problèmes de gestion des espaces communs extérieurs en agissant tant sur la forme urbaine, l'articulation entre les différents services gestionnaires (collectivité, bailleur social) et les pratiques des habitants.

Les champs d'intervention prioritaires de la GUP sont :

- la propreté,
- la gestion des déchets avec le renforcement du service de collecte d'ordures ménagères,
- la gestion des chantiers,
- la gestion de l'accès au centre ville et du stationnement,
- la sensibilisation des usagers au respect des règles visant au respect de l'espace public et au travail des différents intervenants.

ARTICLE 5 – FINANCEMENT DE L'ACTION D'AMELIORATION DE L'HABITAT

5.1 La Ville de Montpellier s'engage à :

5.1.1 Equipe opérationnelle

- La mise en place d'un chef de projet qui animera et gèrera l'ensemble des actions et procédures relatives à l'habitat et à l'aménagement dans le périmètre Grand Cœur.
- la mise en place et le financement d'une équipe opérationnelle de conduite d'opération de l'OPAH RU pendant toute la durée de l'opération, pour les missions qui sont décrites à l'article 6.

La Ville de Montpellier a confié en juillet 2003 à la SERM une concession d'aménagement dont une des missions est la conduite des Opérations d'Amélioration de l'Habitat.

En euros	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Total HT	78 000€	200 000€	200 000€	225 000€	225 000€	78 000€

5.1.2 Aide aux syndicats des copropriétaires pour les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée

Majorer de 5%, dans la limite de ses dotations budgétaires, les aides de l'Anah aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée. Cette aide est plafonnée à 7 000 euros par immeuble.

L'objectif quantitatif est de traiter 15 immeubles, soit 3 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 21 000 euros.

5.1.3 Aide aux propriétaires occupants

- Mettre en place, dans la limite de ses dotations budgétaires, une aide pour la réalisation de travaux de logements de propriétaires occupants dont les revenus correspondent « aux plafonds majorés » et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement. Cette aide est de 30% du montant des travaux. Cette aide sera plafonnée à 3 000 euros par logement.

L'objectif quantitatif est de traiter 20 logements de propriétaires occupants, soit 4 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 12 000 euros.

- Mettre en place, dans la limite de ses dotations budgétaires, une aide pour la réalisation de travaux lourds pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé de propriétaires occupants. Cette aide sera de 10% du montant des travaux et viendra en complément des 50% de l'Anah et des 10% de la Communauté d'Agglomération. Cette aide sera plafonnée à 4 000 euros par logement

L'objectif quantitatif est de traiter 1 logement de propriétaire occupant, soit un fonds à réserver de 4 000 euros.

- Mettre en place, dans la limite de ses dotations budgétaires, une prime aux propriétaires occupants modestes et très modestes pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles, qualifiées de copropriétés dégradées ou insalubres.
Le montant de cette prime sera de 1 500 euros. Elle sera versée directement aux propriétaires occupants et sera cumulable avec l'aide aux syndicats de copropriété.

L'objectif quantitatif est de subventionner 15 propriétaires occupants, soit 3 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 4 500 euros.

- Mettre en place, dans la limite de ses dotations budgétaires et dans le cadre du programme « Habiter Mieux », une prime complémentaire à l'Aide de Solidarité Ecologique (ASE) de 500 euros par logement, portant l'aide de l'Anah à 1 600 euros.

L'objectif quantitatif est de traiter 5 logements de propriétaires occupants, soit 1 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 500 euros.

5.1.4 Aide pour les parties communes des immeubles

- Mettre en place, dans la limite de ses dotations budgétaires, une aide aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles.

Le montant de cette aide sera de 30% du montant des travaux subventionnables par l'Anah, plafonnée à 4 000 euros. Les immeubles dont les parties communes relèvent de l'insalubrité ou de la copropriété dégradée ne pourront cumuler cette prime avec les aides de l'Anah.

L'objectif quantitatif est de traiter 50 immeubles, soit 10 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 40 000 euros.

5.2 La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à :

5.2.1 Equipe opérationnelle

Subventionner la Ville de Montpellier pour le financement de l'équipe opérationnelle chargée de la conduite opérationnelle à hauteur de 10%, dans la limite de 15 000 € par an :

2012	2013	2014	2015	2016	2017
7 800€	15 000€	15 000€	15 000€	15 000€	7 800€

5.2.2 Aide complémentaire pour les logements locatifs à loyer maîtrisé

Attribuer en complément des aides de l'Anah, une prime réduction de loyer, dans la limite de ses disponibilités budgétaires, aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer conventionné intermédiaire ou social.

- Loyer social : l'aide apportée aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer conventionné social s'élève à 100€/m², dans la limite de 4 000 euros de subvention par logement.
L'objectif quantitatif est de traiter 10 logements soit 2 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 8 000 euros.
- Loyer intermédiaire : l'aide apportée aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer conventionné intermédiaire s'élève à 50€/m² dans la limite de 2 000 euros de subvention par logement.
L'objectif quantitatif est de traiter 40 logements soit 8 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 16 000 euros.

5.2.3 Prime pour la performance énergétique pour les logements locatifs à loyer conventionné intermédiaire

Octroyer une éco prime de 2 000 euros, dans la limite de ses disponibilités budgétaires, aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer conventionné intermédiaire et dont le logement remplira les conditions suivantes :

- Faire l'objet d'un projet subventionné par l'Anah
- Une consommation énergétique conventionnelle inférieure ou égale à 180Kwh/m²/an et l'économie réalisée correspondant à 50% de la valeur initiale

L'objectif quantitatif est de traiter 15 logements soit 3 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 6 000 euros.

5.2.4 Prime pour la remise sur le marché de logements vacants

Octroyer une prime de 2 000 euros, dans la limite de ses disponibilités budgétaires, aux propriétaires bailleurs d'un logement vacant et s'engageant à le remettre en location, après travaux, selon un loyer conventionné social. Le logement devra remplir les conditions suivantes :

- Faire l'objet d'une subvention Anah
- Etre vacant depuis plus de 12 mois à la date du dépôt du dossier

En cas de regroupement de logements, la prime pour logement vacant est attribuée par logement créé et remis sur le marché.

L'objectif quantitatif est de traiter 8 logements soit 2 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 3 200 euros.

5.2.5 Aide aux propriétaires occupants

Attribuer une aide complémentaire, dans la limite de ses disponibilités budgétaires, aux propriétaires occupants modestes et très modestes, pour la réhabilitation de leur logement.

L'aide apportée viendra en complément de celle de l'Anah et sera de 10% du montant HT des travaux subventionnés de l'Anah, et au minimum de 100 € par logement, plafonnée à :

- 4 000 € par logement pour un projet relevant de « travaux lourds » (LHI et très dégradés),
- 1 300 € par logement pour les travaux de sécurité et salubrité de l'habitat, ainsi que pour l'autonomie de la personne,
- 700 € par logement pour les autres travaux.

L'objectif quantitatif est de traiter 25 logements soit 5 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 5 600 euros.

5.3 L'Anah et par délégation la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à :

Le montant des dotations attribuées à la Communauté d' Agglomération de Montpellier par l'ANAH, pour la mise en œuvre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur son territoire de compétence, sont définies annuellement par voie d'avenant aux conventions de délégation des aides à la pierre de l'Etat et de gestion des aides à l'habitat privé de l'Agence.

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah- c'est-à-dire du Code de la Construction et de l'habitation, du Règlement général de l'Agence, des décisions du Conseil d'Administration, des instructions du Directeur général, de la convention de gestion passée entre l'Anah et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, du contenu du Programme d'Actions Local – en vigueur au moment du dépôt de la demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

5.3.1 Equipe opérationnelle

Subventionner la Ville de Montpellier pour le financement de l'équipe opérationnelle chargée de la conduite opérationnelle pour la part fixe, à hauteur de 50% dans la limite de 125 000 euros de subvention par an :

2012	2013	2014	2015	2016	2017
39 000€	100 000€	100 000€	112 500€	112 500€	39 000€

Subventionner la Ville de Montpellier pour le financement de l'équipe opérationnelle chargée de la conduite opérationnelle pour les participations variables, en fonction des résultats atteints, à hauteur de :

- 300 euros (prévisionnel de 1 dossier) pour la part variable liée à la mobilisation de prime propriétaires occupants (« travaux lourds » LHI ou logement très dégradé, travaux pour la santé et la sécurité de l'habitat, travaux pour l'autonomie)
- 1 500 euros (prévisionnel de 5 dossiers) pour la part variable liée à la mobilisation de l'aide de solidarité écologique dans le cadre du FART
- 7 800 euros (prévisionnel de 6 dossiers) pour la part variable liée à l'accompagnement sanitaire et social renforcé dans le cadre de dossier d'insalubrité

L'échéancier prévisionnel de consommation de ces crédits est le suivant :

Primes	2012		2013		2014		2015		2016		2017	
	Nb	Montant	Nb	Montant	Nb	Montant	Nb	Montant	Nb	Montant	Nb	Montant
Appui renforcé du PO	-	-	1	300 €	-	-	-	-	-	-	-	-
FART	-	-	1	300 €	2	600 €	1	300€	1	300€	-	-
LHI/ Accompagnement social des locataires	-	-	2	2 600€	2	2 600€	1	1 300€	1	1 300€	-	-

5.3.2 Aide aux propriétaires occupants

Accorder prioritairement ses aides, dans la limite des dotations budgétaires, et réserver pour cela une enveloppe de 104 549 euros, pour l'amélioration de 25 logements, dont 1 en sortie d'insalubrité, occupés par leur propriétaire dont les revenus sont inférieurs aux plafonds de ressources de base (art. R-321-12 du Code de la Construction).

L'échéancier prévisionnel de consommation de ces crédits est le suivant :

2012	2013	2014	2015	2016	2017
3 000€	23 850€	25 000€	25 000€	22 699€	5 000€

5.3.3 Aide aux propriétaires bailleurs

- Accorder prioritairement ses aides, dans la limite des dotations budgétaires, et réserver pour cela une enveloppe de 395 912 euros, pour l'amélioration de 50 logements locatifs.

L'échéancier prévisionnel de consommation de ces crédits est le suivant :

2012	2013	2014	2015	2016	2017
5 000€	50 000€	80 000€	100 000€	100 000€	60 912€

- Accorder prioritairement ses aides, dans la limite des dotations budgétaires, et réserver pour cela une enveloppe de 40 000 euros, pour l'attribution d'une prime de réduction de loyer pour les propriétaires bailleurs réalisant des « travaux lourds » et s'engageant à appliquer un loyer conventionné social.

L'échéancier prévisionnel de consommation de ces crédits est le suivant :

2012	2013	2014	2015	2016	2017
-	8 000€	12 000€	12 000€	8 000€	0€

5.3.4 Aide aux syndicats des copropriétaires

La mise en œuvre du volet « aide aux syndicats des copropriétaires » est conditionnée par la délégation à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'une dotation complémentaire spécifique de l'ANAH, dans le cadre de la mise en place du « plan national copropriétés », par voie d'avenant à la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat et la convention de gestion des aides à l'habitat privé.

- Accorder prioritairement ses aides, dans la limite des dotations budgétaires, et réserver pour cela une enveloppe de 259 123 euros, pour le traitement des parties communes d'immeubles relevant de l'insalubrité.

L'objectif quantitatif est de traiter 5 immeubles représentant environ 25 logements.

L'échéancier prévisionnel de consommation de ces crédits est le suivant :

2012	2013	2014	2015	2016	2017
0€	51 000€	55 123€	51 000€	51 000€	51 000€

- Accorder prioritairement ses aides, dans la limite des dotations budgétaires, et réserver pour cela une enveloppe de 544 159 euros, pour le traitement des parties communes d'immeubles relevant de la copropriété dégradée.

Dans tous les cas, le choix des immeubles sera motivé sur la base d'un rapport établi par l'équipe opérationnelle, portant notamment sur :

- Le contexte urbain du quartier
- Les caractéristiques de l'immeuble : statut des propriétaires et des lots, statut d'occupation, fonctionnement de la copropriété
- Une analyse technique
- Une synthèse au vu des éléments précédant permettant de conclure à la dégradation de la copropriété

L'objectif quantitatif est de traiter 15 immeubles représentant environ 75 logements.

L'échéancier prévisionnel de consommation de ces crédits est le suivant :

2012	2013	2014	2015	2016	2017
0€	72 500€	144 800€	144 800€	147 059€	35 000€

5.3.5 Clauses particulières

Appliquer aux dossiers déposés dans le cadre de l'opération, pendant la durée de la convention, les règles générales arrêtées par le Conseil d'Administration de l'Anah, la convention de gestion des aides de l'Anah conclue avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le programme d'actions local approuvé par le délégataire. Pour rappel, les règles en vigueur à la date de la signature du présent avenant sont :

- a. Logements à loyer conventionné social
Pour les logements dont le propriétaire s'engage à appliquer un loyer conventionné social et très social :
 - le taux de subvention est de 45% pour des travaux qualifiés de « lourds » (LHI et très dégradés), liés à la santé et la sécurité de l'habitat « petite LHI »
 - le taux de subvention est de 35% pour des travaux liés à un logement dégradé ou à une transformation d'usage
 - le taux de subvention est de 25% pour des travaux liés à une procédure RSD ou décence
 - le montant de la prime de réduction de loyer pour les logements faisant l'objet de « travaux lourds » est fixé à 100€/m² maximum, dans la limite de 80m² par logement et sous réserve d'une participation équivalente d'une collectivité.
- b. Logements à loyer conventionné intermédiaire
Pour les logements dont le propriétaire s'engage à appliquer un loyer conventionné intermédiaire :
 - le taux de subvention est de 40% pour des « travaux pour la santé et la sécurité de l'habitat »
 - le taux de subvention est de 35% pour des travaux pour l'autonomie de la personne
 - le taux de subvention est de 30% pour des travaux liés à un logement dégradé, à une procédure RSD ou décence
 - le taux de subvention est de 25% pour des travaux qualifiés de « lourds » (LHI et très dégradé) ou de transformation d'usage
- c. Logements à loyer libre
Les logements à loyer libre ne font plus l'objet de financement.
- d. Insalubrité ou péril
Pour les logements des propriétaires bailleurs relevant de l'insalubrité suivant l'avis des services compétents et qui respecteront à l'issue des travaux les conditions énoncées par le Règlement sanitaire départemental, le Code de la santé publique et par le décret sur le logement indécemment, le taux de subvention de l'Anah est de 45% pour les loyers conventionnés sociaux, de 25% pour les loyers conventionnés intermédiaires.
- e. Travaux d'office
Pour les travaux exécutés par la Ville de Montpellier et relevant de travaux d'office, le taux de subvention sera de 50%.
- f. Copropriétés dégradées
Pour les copropriétés dont les parties communes relèvent de la copropriété dégradée, le taux de subvention de l'Anah est de 35% avec un plafond de travaux de 150 000 euros/immeuble + 15 000 euros par lot.
Ce taux de subvention ne s'appliquera qu'aux parties communes des immeubles.

g. Aide de solidarité écologique

Pour les propriétaires occupants de ressources modestes, en supplément des aides classiques, une aide de solidarité écologique (ASE) leur sera attribuée dans le cadre du fonds d'aide à la rénovation thermique.

Le versement de l'ASE est conditionné par une amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement.

Cette aide est de 1 600 euros par logement dans la mesure où la Ville de Montpellier abonde cette somme de 500 euros par logement, soit une réservation de 8 000 euros.

h. Défisicalisation dans le cadre de la loi Malraux

Les logements réalisés dans le cadre de cette défiscalisation bénéficieront des taux de subvention prévus dans cet avenant au même titre que les autres propriétaires bailleurs.

i. Liquidation des opérations

Au moment de la liquidation de la subvention, et en application des dispositions de l'article R.321-17 du CCH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'Anah, procède s'il y a lieu, à l'écêtement du montant total de la subvention, à l'aide du plan de financement produit par le bénéficiaire, conformément à l'article 12 du règlement général de l'Anah.

ARTICLE 6 – CONDUITE DE L'OPERATION

6.1 Equipe opérationnelle

La Ville de Montpellier a confié à la SERM en juillet 2003, par concession d'aménagement, la mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain Montpellier Grand Cœur qui comprend notamment les missions de conduite des OPAH.

Elle lui confie les missions suivantes :

6.1.1 Conduite de l'OPAH RU et de copropriétés dégradées

Pour une meilleure lisibilité et pertinence, l'ensemble des missions de suivi de l'OPAH, traitement de l'insalubrité, faisabilités technique et financière, suivi administratif et accompagnement social seront assurés par un seul prestataire.

Le dispositif de conduite d'opération avec les moyens coercitifs et incitatifs ainsi que d'accompagnement comprendra les volets suivants :

- coordination et assistance à la Ville
- identification et traitement de l'insalubrité
- technique, financier et administratif
- accompagnement social et suivi des relogements

6.1.2 Coordination et assistance à la Ville

a. Information du public et promotion de l'opération

- auprès du grand public et des propriétaires,
- auprès des locataires concernés par les travaux
- auprès des milieux professionnels concernés
- auprès des associations

L'information pourra être réalisée sous des formes diverses (plaquettes, lettres, articles de presse, réunions publiques, expositions...). Elle aura pour objectif de sensibiliser les propriétaires à la mise en valeur de leur patrimoine.

La mission comprend :

- l'élaboration, la reproduction et la diffusion des documents de communication et d'information
- l'installation dans les lieux devant accueillir des expositions, des réunions publiques.

Dans le cadre de la communication globale de l'information, la mention de l'Anah est rendue obligatoire dans le respect de sa charte graphique.

b. Mise en place des outils spécifiques et du partenariat

- appui à la Ville, la Communauté d'Agglomération pour la mise en place et le suivi des règlements des primes d'aide spécifiques de la convention
- la coordination avec les services sociaux (DSD, CCAS....)
- la coordination avec les services de l'Etat (Anah, DDTM...), les organismes consulaires, les organismes HLM, les professionnels (agents immobiliers, notaires, architectes...)
- la coordination avec les opérations en cours sur le périmètre Grand Cœur

6.1.3 Identification et traitement de l'insalubrité

Lors de l'étude pré opérationnelle d'OPAH RU, le repérage de dégradation du bâti a mis en évidence des causes potentielles d'insalubrité :

- Configuration de parcellaire étroit
- Forte densité de logement
- Logement en RDC
- Copropriété

La méthodologie appliquée durant l'étude sera développée et adaptée afin de poursuivre sur la durée de l'OPAH RU l'identification des situations d'habitat indigne et dégradé et leur traitement à l'échelle des immeubles.

a. Identification des situations et évaluation de leur caractère remédiable

Le mode d'intervention :

- A partir des plaintes et du partenariat avec le SCHS, la DSD, le CCAS, la CAF...), des visites de terrain, de l'étude du parcellaire, de l'instruction des DIA, de la collaboration avec les syndicats et les gestionnaires,...: repérage des situations d'indignité.
- Visite systématique avec le SCHS
 - diagnostic technique permettant d'établir le degré de vétusté, d'insalubrité du bâti.
 - entretien avec l'occupant permettant d'appréhender les besoins en accompagnement et relogement.
 - mise en forme d'un compte rendu de visite comprenant : un état des lieux, les conditions de faisabilité de l'opération (technique et sociale) et la procédure proposée, le programme de réhabilitation, la liste des travaux et les financements mobilisables.
- Négociation avec le propriétaire : rencontre avec le propriétaire et recherche de solutions opérationnelles visant à la rénovation du logement ou de l'immeuble et au

maintien de l'occupant. Ces solutions seront évaluées en fonction de la situation juridique et des capacités du propriétaire et de la faisabilité technique de l'opération.

- Montage opérationnel et suivi du dossier : appui au montage administratif des dossiers de demande de subvention. Suivi des relogements. Assistance au retour dans les lieux des locataires. Gestion et suivi des dossiers jusqu'au paiement.
- Mise en œuvre des moyens coercitifs et suivi des procédures : en cas d'échec dans la négociation, mise en œuvre des procédures d'insalubrité ou de péril rendant obligatoire la mise en œuvre des travaux et la prise en charge des occupants. Ces procédures seront mises en œuvre en partenariat avec les services concernés (SCHS, DDTM, ARS, DAI, services sociaux...).
- En cas de carence du propriétaire, la Ville se substituera au propriétaire afin de réaliser les travaux d'office aux frais avancés du propriétaire (travaux et relogement). L'opérateur assistera le maître d'ouvrage (rôle d'AMO) dans cette démarche et, ce, en coordination avec les services concernés (Mission Logement, SCHS, DAI, Affaires juridiques...).

b. Interventions amont

Des interventions amont seront mises en place par rapport :

- A la transformation des rez de chaussée en logement
- La division et création de logement
 - Mise en œuvre d'un partenariat avec les services de la Ville (DUOP /Patrimoine/SCHS/GC) sur la gestion des autorisations de travaux relatives aux cas exposés ci-dessus.
 - Réflexion avec les acteurs (SCHS/ARS/ Pôle habitat indigne départemental /National) sur le mode d'intervention des logements insalubres en RDC : le type d'arrêté, le relogement,...
 - Réflexion avec les services de la ville, l'Architecte des bâtiments de France, Grand Cœur, professionnels de l'immobilier (syndic, agences, notaires...) sur le devenir des locaux /logements RDC du cœur de ville, les besoins (locaux, annexes,...)
 - Réflexion et mise en place de moyens pour empêcher ou encadrer la création de logement en RDC :
 - Quel suivi et réponse lors d'un permis (services de la ville, ABF,...) ?
 - Création de documents de sensibilisation sur les problématiques de densification des immeubles (logement RDC/Greniers,...) auprès des syndics, architectes, artisans
 - Réflexion avec le service patrimoine de la ville et l'architecte des bâtiments de France sur des principes de réhabilitation concernant l'évolution des cours et immeubles sur cour.

6.1.4 Assistance technique, financière et administrative

Le conseil portera sur les plans technique, administratif, financier et social. Il comprend :

- L'information sur la réglementation en vigueur concernant les financements mobilisables, les conditions d'attribution des subventions, les engagements à respecter, les dispositions fiscales...
- La réalisation de pré études de faisabilité comprenant la proposition d'un programme d'aménagement, l'estimation sommaire des travaux, les aides mobilisables, les loyers envisageables, une simulation du plan de financement et de gestion de projet.
- L'appui au montage administratif des dossiers de demande de subvention
- L'assistance à la mise en location et au conventionnement locatif
- La gestion et le suivi des dossiers jusqu'au paiement

L'équipe opérationnelle devra veiller à ce que les recommandations proposées soient effectivement réalisées avant le règlement des subventions. Le conseil se réalise à l'exclusion de toute maîtrise d'œuvre.

6.1.5 Identification des situations de copropriétés dégradées

- Repérage de copropriétés dégradées
- Contact avec les syndicats, conseils syndicaux, propriétaires
- Assistance sur les plans technique, administratif, financier et social. Il comprend :
 - L'information sur la réglementation en vigueur concernant les financements mobilisables, les conditions d'attribution des subventions, les engagements à respecter, les dispositions fiscales...
 - La réalisation de pré études de faisabilité comprenant la proposition d'un programme, l'estimation sommaire des travaux, les aides mobilisables, les loyers envisageables, une simulation du plan de financement et de gestion de projet tant pour la copropriété que pour chaque propriétaire
 - L'appui au montage administratif des dossiers de demande de subvention
 - La gestion et le suivi des dossiers jusqu'au paiement
- Recueil d'informations économique et sociale sur les familles occupantes (propriétaires occupants, locataires)

6.1.6 Accompagnement social et suivi des relogements dans les situations d'insalubrité

- Réalisation d'une enquête sociale par l'équipe relogement de la SERM lors de chaque visite d'un logement en situation d'insalubrité. Elle permettra de connaître la situation sociale de la famille et ses besoins, notamment sur le type du logement d'accueil, la localisation souhaitée, la possibilité financière actuelle et les possibilités d'aide.
- Information sur le droit des locataires
- Coordination avec les partenaires sociaux et les propriétaires sur le suivi social de familles en situation de logement insalubre
- Mobilisation des partenaires afin d'assurer les relogements provisoires ou définitifs. Coordination avec la Mission Logement de la Ville, notamment dans le cadre des travaux d'office.
- Coordination de la gestion des logements tiroirs.
- Mobilisation des bailleurs sociaux publics, des associations sociales et des propriétaires privés pour assurer les relogements.

Le relogement est subordonné au consentement du locataire, en fonction de ses propres critères que ce soit en termes de localisation, de loyer, de typologie d'appartements...

6.1.7 Opération d'aménagement « ilot Laissac »

L'ilot « Laissac », à l'articulation des halles Laissac et du faubourg de la Saunerie, axe très passant et animé par un ensemble de commerces diversifiés. Il comprend 10 unités parcellaires, immeubles bâtis densément en R+2 comprenant 30 logements et 12 commerces. L'étude pré opérationnelle a révélé un déficit de gestion des copropriétés, un cœur d'ilot densément bâti, des conflits d'usage entre commerces et logements. Cet ilot a un potentiel d'intervention afin d'améliorer la qualité résidentielle et le maintien et renforcement des activités commerciales.

Il est proposé de réaliser une étude de faisabilité pour un curetage partiel :

A l'échelle de l'ilot, puis ciblée sur les 2 immeubles d'intervention prioritaire :

EW n°369 : Petit immeuble de ville en copropriété (2 propriétaires) de 6 logements dont 2 vacants. L'accès sur la rue donne sur un couloir desservant l'immeuble mitoyen n° 368 (droit de passage) et l'escalier en fond de parcelle qui mène aux logements. La boulangerie utilise la totalité du rez-de-chaussée. L'immeuble en forme de L, s'élève en R+3 au cœur de l'ilot.

EW 367 : mono-propriété en indivision, maison familiale comprenant au RDC un commerce loué et dans les étages, un logement en duplex vacant. Cet immeuble a été densifié vers le cœur de l'ilot par l'ajout de constructions.

A l'échelle de l'ilot

- Analyse historique, urbaine, intérêt patrimonial, et mise en évidence des atouts et contraintes
- Recensement des commerces, évolution récente, mise en évidence des dysfonctionnements et besoins (stockage,...),
- Etude des alignements et proposition de mise en valeur des commerces et des façades de l'ilot.

A l'échelle des immeubles

- Etude du foncier,
- Visite des immeubles EW 368, EW 370, EW 371, étude du bâti et des mitoyens avec les immeubles 369 et 368
- Etude de l'occupation
- Etude en collaboration avec le service patrimoine et ABF, des possibles évolutions de ces immeubles, des conséquences sur l'ilot
- évaluer la mobilisation des propriétaires de bâti mitoyen à réhabiliter
- Evaluation des acquisitions, des coûts de travaux

6.1.8 Mise en œuvre des aides du FART

L'équipe de suivi-animation prendra contact avec les ménages préalablement repérés dans le cadre du Contrat Local d'Engagement.

L'équipe de suivi-animation accompagnera les ménages bénéficiaires d'une aide de solidarité écologique. Cet accompagnement prévoit :

- visite sur place,
- diagnostic complet du logement
- diagnostic social du ménage,
- évaluations énergétiques,
- scénarios de travaux, appui à l'obtention des devis et aide aux choix des travaux,
- montage financier et montage des dossiers administratifs : élaboration du plan de financement, mobilisation des partenaires du FART, recherche d'autres financements éventuels et des aides fiscales
- suivi du chantier,
- appui à la réception des travaux,
- appui aux démarches permettant d'obtenir le paiement des subventions

6.2 Rapport d'avancement et rapport final

Au moins deux rapports d'avancement annuel et un rapport final de l'opération dans l'année suivant son terme, seront réalisés par le maître d'ouvrage et adressés à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'Anah, qui le portera à la connaissance de la CLAH.

Ces rapports mettront notamment en évidence, les points forts et les points faibles de l'OPAH, les dysfonctionnements observés par rapport aux prévisions. Ils pourront comprendre des propositions éventuelles d'adaptation en fonction des résultats.

La réalisation de l'opération sera suivie grâce à l'ensemble des indicateurs de résultats suivants :

- Nombre d'immeubles traités et de logements mis aux normes, répartis suivant leur statut d'occupation et leur mode de traitement (loyer maîtrisé, insalubrité, vacance...)
- Répartition des financements utilisés
- Nombre et caractéristiques socio économiques des propriétaires occupants aidés, des locataires maintenus dans les lieux, relogés...
- Caractéristiques des propriétaires bailleurs
- Point sur les opérations de relogement et sur les opérations tiroirs envisagées
- Niveaux de loyers des logements traités avant et après travaux
- Nature et montant des travaux par logement et par immeuble
- Nature et coût des travaux effectivement réalisés
- Montant des subventions engagées et payées
- Toutes précisions sur les effets induits de l'OPAH : impact sur l'économie locale...
- Indicateurs sur le marché immobilier du secteur OPAH au regard du marché montpelliérain
- Pour les copropriétés, un compte rendu par immeuble comprenant les différentes actions menées pour améliorer sa situation...

ARTICLE 7 – COMITE DE PILOTAGE

Le comité de pilotage est présidé par Madame le Maire de Montpellier ou son représentant. Il se compose de :

Monsieur l'Adjoint au Maire, délégué au renouvellement urbain et au projet Grand Cœur
Monsieur le délégué de l'Anah dans le Département
Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant
Monsieur le Président du Département de l'Hérault ou son représentant
Monsieur l'Adjoint au Maire, délégué à l'urbanisme et au développement durable
Madame l'Adjoint au Maire, déléguée au droit au logement
Mesdames les Adjointes au Maire, déléguées au quartier centre
Le Directeur général des services de la Ville de Montpellier, délégué au développement
Le Directeur du département urbanisme et aménagement de la Ville de Montpellier
Le Directeur de la Mission Grand Cœur
Le Directeur du Service habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
Le Directeur de la Caisse des dépôts et consignations
Le Directeur de la CAF
Le Directeur de l'ARS – Direction de la Cohésion Sociale
Le Chef du service hygiène et sécurité
Les représentants des partenaires professionnels associés (CAPEB, ordre des architectes, Chambres consulaires...)

Il est chargé :

- De résoudre les problèmes et trancher les litiges qui pourraient se poser en cours d'opération
- D'examiner les bilans et réorienter, si nécessaire, les objectifs et les moyens définis dans la présente convention
- De se prononcer sur les résultats des actions engagées.

Il se réunit au moins une fois par an.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans de façon calendaire (de date à date). Elle prendra effet à compter de la date de sa signature. Après son expiration, les demandes de subventions ne pourront plus bénéficier des avantages de la présente convention et seront instruites selon la réglementation générale.

ARTICLE 9 – RESILIATION ET REVISION DE LA CONVENTION

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, et/ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits) le nécessite, des ajustements pourront être réalisés annuellement, par voie d'avenant signé par l'ensemble des parties.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé de l'ensemble des parties.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Fait à Montpellier, le en 3 exemplaires originaux.

La Ville de Montpellier

Représentée par

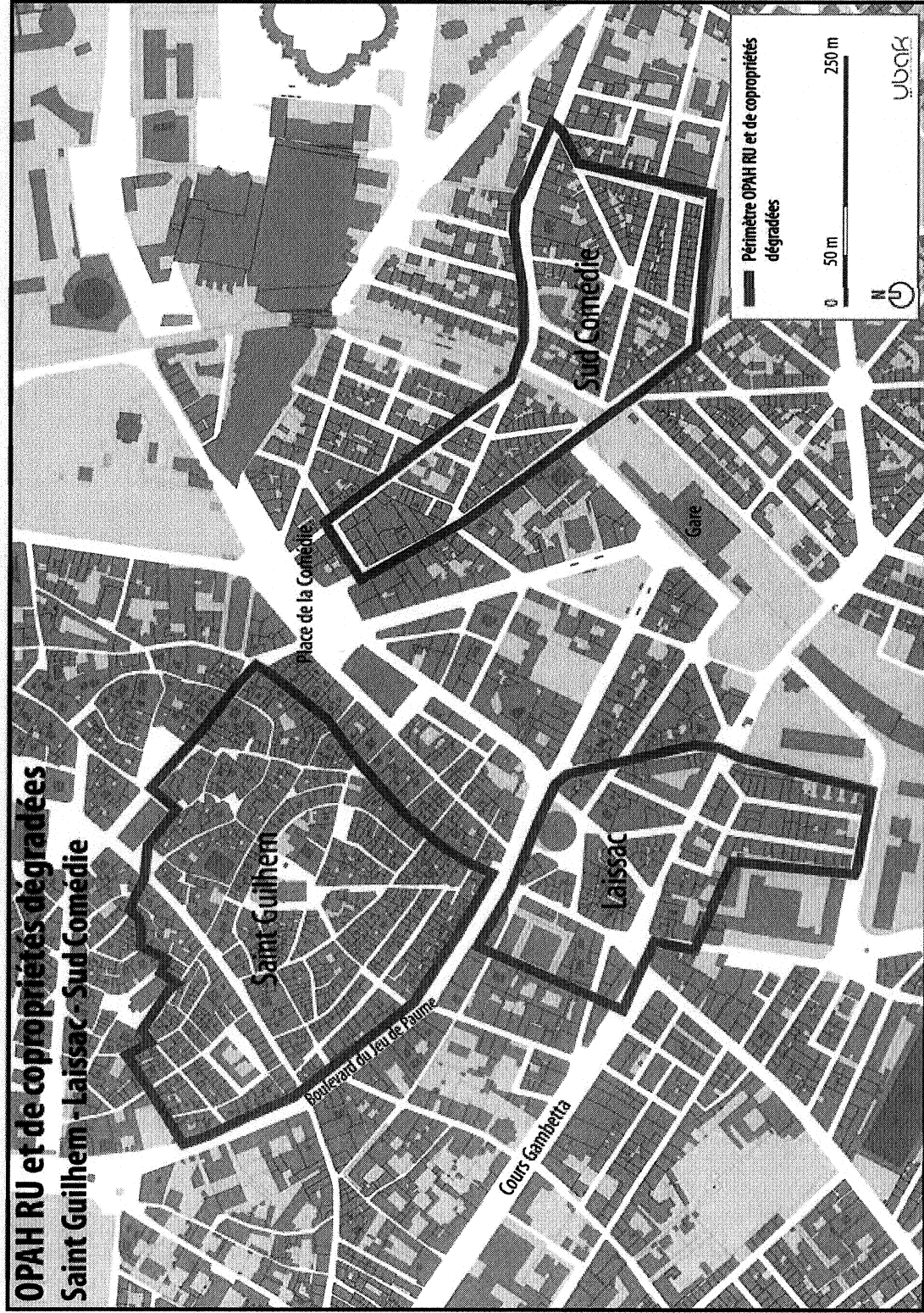
La Communauté d'Agglomération de Montpellier

Représentée par

L'Agence Nationale de l'Habitat
Et par délégation la Communauté
D'Agglomération de Montpellier

Représentée par

ANNEXE 1 - PERIMETRE DE L'OPERATION



ANNEXE 2 - PLAN DE FINANCEMENT ET OBJECTIFS PREVISIONNELS

	Total	A rénover		Trx TTC	Subventions ANAH			Subventions Agglomération		Subventions Ville	
		Loc.	PO		Taux	Subventions	Prime	Taux	Subventions	Taux	Subventions
PARTIES COMMUNES	20										
Copropriétés dégradées	15			1 640 250€	35%	544 159 €				5%	105 000 €
Insalubrité Parties communes	5			546 750 €	50%	259 123 €					
PROPRIETAIRES OCCUPANTS	30										
Travaux lourds LHI et TD											
Loyer intermédiaire	2			60 000€	25%	12 500 €		50 €	4 000 €		800 €
Loyer social	10			350 000€	45%	149 289 €	40 000 €	100 €	40 000 €		8 000 €
Travaux pour la santé et la sécurité de l'habitat "petite LHI"											
Loyer Intermédiaire	10			200 000 €	40%	75 829 €		50 €	20 000 €		4 000 €
Travaux logement dégradé											
Loyer Intermédiaire	15			300 000 €	30%	85 308 €		50 €	30 000 €		6 000 €
Travaux logement procédure RSD ou décence											
Loyer Intermédiaire	10			200 000 €	30%	56 872 €		50 €	20 000 €		4 000 €
Travaux transformation d'usage											
Loyer Intermédiaire	2			40 000 €	25%	9 479 €		50 €	4 000 €		800 €
Travaux pour l'autonomie de la personne											
Loyer intermédiaire	1			20 000 €	35%	6 635 €		50 €	2 000 €		400 €
PROPRIETAIRES OCCUPANTS	15										
Travaux lourds LHI et TD	1			40 000€	50%	19 957 €					
Travaux de sécurité et salubrité	2		13 000€	26 000 €	50%	12 322 €		10%	4 000 €	10%	800 €
Travaux pour l'autonomie de la personne (TM, M)	5		13 000€	65 000 €	50%	30 806 €		10%	2 600 €		520 €
Travaux pour l'autonomie de la personne (PI M)	5		13 000€	65 000 €	35%	21 564 €		10%	6 500 €		1 300 €
Autres travaux 1 - Très modestes	5		7 000€	35 000 €	35%	11 611 €		10%	6 500 €		1 300 €
Autres travaux 1 - les Autres	7		7 000€	49 000 €	20%	9 289 €		10%	3 500 €		700 €
PO majoré	20			200 000 €				10%	4 900 €		980 €
Primes P.C. CD/Inea (TM, M)	15									30%	60 000 €
PRIMES COMPLEMENTAIRES	5									1 500 €	22 500 €
Aides Solidarité Ecologique	50						8 000 €				
Primes parties communes	8									500€	2 500€
Primes vacance conventionné = 2000€	15									4 000 €	200 000 €
Ecoprimes LI occupé = 2000€											
TOTAL GENERAL	70	50	45			1 303 744 €	48 000 €		194 000 €		394 000 €
											78 800 €
Total subv ANAH											1 351 744 €

Parties communes 70
Logements locatifs 50
dont intermédiaire 40
dont social 10
Propriétaires occupants 45
Logements traités sans subvention 100

72

Annexe 3 : Prévisionnel financier Anah/Agglomération

	Subvention travaux			Subvention Ingénierie		
	Anah	dont FART	Agglomération	part forfaitaire	part variable	TOTAL
prévisionnel 2012	8 000 €		19 400 €	78 000 €	-	78 000 €
prévisionnel 2013	205 350 €	1 600 €	38 800 €	200 000 €	3 200 €	203 200 €
prévisionnel 2014	316 923 €	3 200 €	38 800 €	200 000 €	3 200 €	203 200 €
prévisionnel 2015	332 800 €	1 600 €	38 800 €	225 000 €	1 600 €	226 600 €
prévisionnel 2016	328 758 €	1 600 €	38 800 €	225 000 €	1 600 €	226 600 €
prévisionnel 2017	151 912 €		19 400 €	78 000 €		78 000 €
TOTAL	1 343 743 €	8 000 €	194 000 €	1 006 000 €	9 600 €	1 015 600 €
						1 500 €

Mission Grand Cœur
Reconquête urbaine

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 186**

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, la subvention suivante est engageable :

SC 17 cours Gambetta A/S SARL MAB PLANCHON (parties communes)	3.643,62 €
Total :	3.643,62 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 3.643,62 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 30/05/2012

Direction Travaux et
Maintenance Action
Solidaire
Administration et
Comptabilité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 187

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

COMPLEXE SPORTIF DE GRAMMONT Création de 2 terrains en gazon synthétique Attribution et autorisation de signer le marché en procédure adaptée

Richard MAILHE rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité la création de deux terrains supplémentaires en gazon synthétique afin de conserver l'offre sportive et d'améliorer la qualité des équipements proposés sur le complexe sportif de Grammont.

Pour réaliser ces travaux, il a été lancé un marché en procédure adaptée selon l'article 28 du code des marchés publics. Ce marché comprend 2 lots :

- lot 1 : Terrassement, drainage, revêtement des aires de jeux
- lot 2 : Eclairage des terrains

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises ont été les suivants :

- Valeur technique évaluée d'après le mémoire technique : 60%
- Prix des prestations : 40%

La commission d'appel d'offres, en date du 24 avril 2012, a décidé d'attribuer ces lots aux entreprises désignées ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

- Lot 1 : Entreprise LAQUET pour un montant de 1 094 771,70 € HT
- Lot 2 : Entreprise MULTITEC pour un montant de 233 617,98 € HT

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 24 avril 2012
 - d'imputer la dépense correspondante sur le budget investissement 2012 de la Ville :
- Fonction 90411, nature 2313

- de demander les subventions les plus larges possibles
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 30/05/2012

Direction Jeunesse Sports
Emploi et Logement
Sports

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 188

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES (F.I.S.E.) du 16 au 20 mai 2012 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Coeur" Convention d'occupation du domaine public

Richard MAILHE rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension internationale.

L'association FISE a sollicité pour sa 15^{ème} édition du 16 au 20 mai 2012, l'utilisation des berges du Lez et du bassin « Jacques Cœur » pour l'organisation du « Festival International des Sports Extrêmes Montpellier 2012 ».

Le plus gros des événements des sports extrêmes en Europe regroupe en moyenne chaque année environ 280 000 visiteurs sur les 5 jours. Les parcours sportifs sont uniquement réservés aux compétiteurs, dont les meilleurs riders mondiaux et près de 500 amateurs.

Les bords de Lez seront équipés d'un parcours de Dirt (sauts en vélos), d'une aire de street BMX, d'une mini rampe à spine, d'un wakeboard, d'une aire de skate en prolongation du flat, d'une aire de VTT sloap style (parcours avec sauts) et d'une aire de roller.

Cette année, afin de réduire les nuisances liées à un événement d'une telle ampleur, les organisateurs installent des sanitaires, répartis sur l'ensemble du site, et déplacent la tente du partenaire principal de la place Jacques 1^{er} d'Aragon en contrebas du Lez. Enfin, cinq zones de sons ont été établis selon les événements, et permettent de réduire et d'adapter le niveau sonore dans la journée.

Un arrêté de sonorisation a été pris par la Ville et sert de base pour des contrôles réguliers par une société d'acoustique.

De plus, les horaires d'intervention des prestataires du FISE ont été fixés pour le montage et le démontage de la manifestation soit de 8 heures à 21 heures. De même, les animations sur les rives du Lez cesseront à 21

heures et les les nocturnes se dérouleront le 16 mai jusqu'à 23 H 30 à l'Hôtel de Région, et du 17 au 19 mai jusqu'à 23 H 30 au Bassin Jacques Cœur.

Les organisateurs s'engagent à évacuer totalement le lieu le vendredi 25 mai afin de permettre la remise en état du site par la Ville, dès le 29 mai après un état des lieux commun, ce qui reste un engagement fort envers les riverains.

Cette manifestation nécessite la signature entre les organisateurs et la Ville de la convention d'utilisation du domaine public de la Ville, jointe à cette délibération, précisant les conditions de mise à disposition.

Cette autorisation est proposée à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet événement, et constitue une subvention en nature. Son montant est valorisé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2011 fixant les tarifs 2012 applicables au domaine public occupé, à savoir : Subvention en nature valorisable pour un montant de 437 500 € (50 000 m² x 1.75 € x 5 jours).

De plus, la Ville de Montpellier engage pour le compte de la manifestation la prise en charge de prestations suivantes :

- nettoyage du site, mise à disposition de containers avec enlèvement quotidien ;
- remise en état des espaces verts ;
- dépose et repose de mobiliers urbains ;
- contrôle acoustique par une entreprise spécialisée.

Ces services de prestations constituent une subvention en nature valorisable pour un montant de 82 000 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la tenue de cette manifestation sur les berges du Lez et le bassin « Jacques Cœur » telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée ;
- d'approuver la convention annexée à la présente manifestation ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, et l'établissement d'une redevance par le service des Affaires Commerciales pour les espaces commerciaux proposés sur le site ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 519 500 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANROUX

Publiée le : 30/05/2012



CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Hélène MANDROUX, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 02 Avril 2008, d'une part

Et

L'Association **FISE**

Représentée par **Hervé ANDRE-BENOIT**

Adresse : 405 ZA les Fournels – 34400 LUNEL

Téléphones domicile : 0467401535 professionnel :

Portable : 0612473744

Courriel :

Président d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Nature de l'autorisation :

La ville de Montpellier autorise l'Association FISE à **occuper les berges du Lez , le Lez et le Bassin Jacques Cœur du 16 Avril au 26 Mai 2012** , afin d'y installer et ensuite de débarrasser toutes les structures nécessaires au bon déroulement de cette manifestation qui se déroulera du **16 au 20 Mai 2012** .

Article 2 – Nature juridique de l'autorisation :

L'occupation consentie est régie par le code général de la propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Différents services municipaux sont concernés :

Service Voirie : arrêtés de stationnement et de circulation.

Police Municipale : aide, si nécessaire, au moment de l'installation (circulation) , présence et rondes durant la manifestation , application des différents arrêtés .

Occupation du Domaine Public : autorisation de l'occupation du Domaine Public, facturation des espaces commerciaux, autorisation d'ouverture de buvettes et autres points de restauration.

Service des Eaux : nettoyage du Lez.

Service D.E.P.- P.P.P. : gestion avec la S.M.N. de la mise en place du personnel de nettoyage, de containers et de leur enlèvement quotidien

Service Hygiène : arrêtés de sonorisation.

Service Communication : mise en place des visuels, conférence de presse etc...

Service Protocole : prêt de matériel, inauguration et remise des prix.

Service des Sports : coordinateur de la manifestation.

Prise en charge de :

- ramassage, collecte et évacuation des déchets
- dépose et repose du mobilier urbain
- remise en état des espaces verts
- contrôles et mesures acoustiques

Article 3 – Redevance :

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les occupations du domaine public par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du code précité.

Cette occupation du domaine public à titre gratuit est considérée comme une subvention en nature valorisable conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2011 soit 50 000 m² x 1,75€ x 5 jours = 437 500 €. Ce montant devra être inscrit dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville.

Toutefois, la partie du domaine public occupée par des espaces commerciaux vous sera facturée à raison de 1,75 euros le m² et par jour.

Article 4 – Prêt en dehors des périodes de gardiennage :

Les clés seront remises à M./Mme.....titre.....

Présent(e) lors de l'activité ou de la réunion

Adresse.....

Téléphones domicile.....professionnel.....portable.....

Le

Et rendues au service des sports de la ville de Montpellier au plus tard leà

Article 5 – Conditions générales :

La présente autorisation est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

Article 5-1 : Assurances :

L'association organisatrice déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables des polices d'assurance de responsabilité civile. Sa responsabilité serait recherchée à la suite de tous dommages corporels ou matériels survenant durant son activité dans les lieux mis à disposition.

Nom de la compagnie d'assurance.....

Police n° souscrite le.....

Article 5-2 : Renonciation à recours :

La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents survenus dans les lieux mis à disposition pour la manifestation. L'association organisatrice et son assureur renoncent à tout recours contre la ville pour toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter à son égard ou à l'égard du public du fait de l'organisation de la manifestation.

Article 5-3 Installations :

L'occupant prend à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation. Il s'oblige de plus, à la fin de celle-ci, à remettre le domaine dans le même état qu'il l'a reçu de manière à ce qu'il ne souffre d'aucun préjudice, ni d'aucune dégradation.

Article 5-4 Sécurité :

L'utilisation des lieux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. L'occupant s'engage à mettre en place toutes les normes de sécurité nécessaires pendant le déroulement de la manifestation et à les faire respecter. Il devra dès lors exécuter ou faire exécuter toute prescription rendue nécessaire par le respect des dites normes.

Article 5-5 Frais :

L'utilisateur prendra à sa charge l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation.

Article 5-7 Publicité :

Aucune banderole ou support publicitaire ne devra être apposé sur l'installation mise à disposition, sans accord préalable de la Ville de Montpellier.

L'Organisateur communiquera la liste des sponsors et partenaires lors de cette manifestation, et précisera, s'il y a lieu, l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public. Des sanctions et pénalités sont prévues. Une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 6 - Compétence juridictionnelle :

Dans les cas où un différent naîtrait sur l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord amiable dans le délai de 15 jours et après mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier

Article 7 - Procédure d'urgence :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Madame le Maire
de la Ville de Montpellier
L'Adjoint Délégué aux Sports

Patrick VIGNAL

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

Présence des logos « Ville de Montpellier » sur tous documents en rapport avec cette convention.

Tous les documents de communication : affiches, programmes, flyers doivent être validés par la Ville de Montpellier

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

"Montpellier Beach Masters" **8ème édition du 8 au 17 juin 2012 sur le bassin "Jacques Coeur"** **Convention d'occupation du domaine public** **Attribution de subvention - Exercice 2012**

Richard MAILHE rapporte :

Après 7 ans sur la place de la Comédie, la Ville de Montpellier va accueillir cette année, la 8ème édition du "Montpellier Beach Masters" sur le bassin Jacques Cœur.

Cette nouvelle formule permettra de rapprocher le centre de l'évènement des infrastructures du complexe sportif de la Rauze mises à disposition du Montpellier Beach Volley par la Ville de Montpellier.

Sur le sable du bassin « Jacques Cœur » se succéderont les amateurs et les professionnels. Plusieurs tournois seront proposés en 2 contre 2 pour les « puristes » de l'olympisme, en 4 contre 4 pour les amateurs, étudiants ou entreprises et en 3 contre 3 pour les volleyeurs de salle.

Les professionnels s'affronteront lors des trois derniers jours de la manifestation pour une exhibition internationale composée des meilleures paires françaises et internationales (Brésil, Cuba, Espagne...).

A ce titre, il est proposé de soutenir cette manifestation qui concourt à un intérêt général et local, en lui accordant une subvention de 5 820 € :

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
702	Montpellier Beach Volley	M	5 820 €	1776	924
	Total général		5 820 €		

Par ailleurs, cette manifestation nécessite la signature entre les organisateurs et la Ville de la convention d'occupation du domaine public de la Ville, jointe en annexe, précisant les conditions d'utilisation.

Cette autorisation proposée à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local que représente cette manifestation, constitue une subvention en nature. Le montant est valorisé en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2011 fixant les tarifs pour 2012 applicables au domaine occupé à savoir :

- Subvention en nature pour l'occupation du domaine public valorisable au montant de 35 000 € (2 000 m² x 1,75 € x 10 jours).

De plus, la Ville de Montpellier engage pour le compte de la manifestation, une coordination logistique et la prise en charge de prestations suivantes :

- Fourniture et transport de sable et installation sportive ;
- Mise en place du réseau électrique ;
- Montage et démontage des tribunes ;
- Locations diverses (hygiène et sécurité)
- Gardiennage.

Ces services de prestations en nature sont valorisables pour un montant total de 55 800 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'organisation de cette manifestation sur le bassin « Jacques Cœur » telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ;
- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- de prélever cette subvention sur les crédits inscrits au budget 2011 sur l'imputation budgétaire citée ci-dessus avec la nature 6574 ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, et l'établissement d'une redevance par le service des Affaires Commerciales pour les espaces commerciaux ;
- d'approuver la subvention en nature et les services de prestations en nature valorisables au montant de 90 800 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être fait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 30/05/2012

CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Hélène MANDROUX, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 02 Avril 2008, d'une part

Et

L'Association MONTPELLIER BEACH VOLLEY

Représentée par Monsieur Jean Pierre BEGU

Adresse : 419 avenue du docteur Fourcade 34070 MONTPELLIER

Téléphones domicile : professionnel :

Portable : 06 21 64 61 30

Courriel : montpellier.beachvolley@gmail.com

Président d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Nature de l'autorisation :

La ville de Montpellier autorise l'association Montpellier Beach Volley à occuper le Bassin Jacques Cœur du 4 au 18 juin 2012 (manifestation du 8 au 17 juin 2012), afin d'y installer et ensuite de débarrasser toutes les structures nécessaires au bon déroulement de la manifestation Beach Masters 2012.

Article 2 – Nature juridique de l'autorisation :

L'occupation consentie est régie par le code général de la propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Divers services municipaux sont concernés sur l'organisation : Occupation du Domaine Public, Protocole, PPP, Police Municipale, DTMAS, Hygiène, Communication, DPB, Eaux, Sports.

Article 3 – Redevance :

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les occupations du domaine public par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du code précité.

Cette occupation du domaine public à titre gratuit est considérée comme une subvention en nature valorisable conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2011 soit 2000 m² x 1.75 € x 10 jours = **35 000 euros**. Ce montant devra être inscrit dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville.

Toutefois, la partie du domaine public occupée par des espaces commerciaux sera facturée par le service ODP à raison de 1.75 € le m² par jour.

Article 4 – Prêt en dehors des périodes de gardiennage :

Les clés seront remises à M / Mme.....titre.....

Présent(e) lors de l'activité ou de la réunion

Adresse

Téléphones domicile.....professionnel.....portable.....

Le

Et rendues au service des sports de la ville de Montpellier au plus tard leà

Article 5 – Conditions générales :

La présente autorisation est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

Article 5-1 : Assurances :

L'association organisatrice déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables des polices d'assurance de responsabilité civile. Sa responsabilité serait recherchée à la suite de tous dommages corporels ou matériels survenant durant son activité dans les lieux mis à disposition.

Nom de la compagnie d'assurance.....

Police n° souscrite le.....

Article 5-2 : Renonciation à recours :

La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents survenus dans les lieux mis à disposition pour la manifestation. L'association organisatrice et son assureur renoncent à tout recours contre la ville pour toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter à son égard ou à l'égard du public du fait de l'organisation de la manifestation.

Article 5-3 Installations :

L'occupant prend à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation. Il s'oblige de plus, à la fin de celle-ci, à remettre le domaine dans le même état qu'il l'a reçu de manière à ce qu'il ne souffre d'aucun préjudice, ni d'aucune dégradation.

Article 5-4 Sécurité :

L'utilisation des locaux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. Par mesure de sécurité, le nombre des participants ne devra pas dépasser personnes.

L'occupant s'engage à mettre en place toutes les normes de sécurité nécessaires pendant le déroulement de la manifestation et à les faire respecter. Il devra dès lors exécuter ou faire exécuter toute prescription rendue nécessaire par le respect des dites normes.

Article 5-5 Frais :

L'utilisateur prendra à sa charge l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation.

Article 5-7 Publicité :

Aucune banderole ou support publicitaire ne devra être apposé sur l'installation mise à disposition, sans accord préalable de la Ville de Montpellier.

L'Organisateur communiquera la liste des sponsors et partenaires lors de cette manifestation, et précisera, s'il y a lieu, l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public. Des sanctions et pénalités sont prévues. Une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 6 - Compétence juridictionnelle :

Dans les cas où un différent naîtrait sur l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord amiable dans le délai de 15 jours et après mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier

Article 7 - Procédure d'urgence :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Madame le Maire
de la Ville de Montpellier
L'Adjoint Délégué au Sport

Patrick VIGNAL

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

Présence des logos « Ville de Montpellier » sur tous documents en rapport avec cette convention.

Tous les documents de communication : affiches, programmes, flyers doivent être validés par la Ville de Montpellier

Mission Grand Coeur
Patrimoine

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 190



Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOL, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Programme pluriannuel de restauration de la place Royale du PEYROU - Tranche 3 -

Philippe SAUREL rapporte :

La place Royale du Peyrou, propriété de la Ville, est classée au titre des monuments historiques depuis le 18 août 1954. Ce lieu emblématique, érigé au cours des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, est connu pour sa promenade qui offre un panorama sur la Ville et ses alentours, ses allées basses et murs de soutènement, son temple des eaux et l'aqueduc qui l'alimentait, les grilles d'entrée, les corps de garde, le pont Vialleton et l'arc de triomphe, porte ouverte sur la ville.

Au vu des dégradations importantes visibles sur l'ensemble des architectures composant la promenade du Peyrou, des travaux sont réalisés depuis 2003 dans le cadre d'un programme pluriannuel afin de procéder à leur restauration.

La restauration de la porte du Peyrou, des allées basses Sud et la réfection des sols de la place Royale ont pu être réalisées. Les 2 premières tranches d'études et de travaux du programme pluriannuel ont permis les restaurations du pont aux 3 arches, des grilles d'entrée, de la statue équestre ainsi que du château d'eau. Les études préalables à la restauration du pont Vialleton ont également été réalisées.

Dans le cadre d'une 3^{ème} tranche du programme pluriannuel et compte tenu du passage des lignes 4 et 5 sous le pont Vialleton, il est proposé le programme suivant :

- restauration du pont Vialleton,
- restauration des corps de garde,
- restauration des maçonneries de part et d'autre des corps de garde.

En effet, après le passage des lignes 4 et 5 sous le pont Vialleton, il sera très difficile d'intervenir pour le traitement de sa sous face, aujourd'hui extrêmement encrassé et endommagé et dont la préservation pourrait être compromise à moyen terme si aucune intervention n'est mise en œuvre.

Or, ce pont édifié à la fin du XVII^{ème} siècle au-dessus des fossés pour relier la ville à la place Royale et modifié au XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, prendra toute sa place sur le parcours des lignes de tramway à venir et redeviendra un élément majeur du paysage du centre historique.

S'agissant d'un monument historique classé, cette opération doit faire l'objet d'une convention avec l'Etat fixant les modalités de délégation de la maîtrise d'ouvrage à la Ville. Sur la base d'un programme de restauration, l'Etat délègue la maîtrise d'ouvrage au propriétaire et subventionne l'ensemble de l'opération à hauteur de 40% du montant HT des dépenses.

La maîtrise d'œuvre des études et travaux sera confiée comme précédemment à Dominique Larpin, architecte en chef des monuments historiques et à Thierry Hellec, vérificateur des monuments historiques.

Le coût de l'opération est estimé à 1 500 000 € TTC.

N.B. Une subvention complémentaire sera demandée au Département et à la Région.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le programme de la tranche 3,
- d'approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage proposée par l'Etat, ministère de la culture et de la communication à la Ville de Montpellier pour le programme d'opération de la tranche 3,
- de dire que les dépenses liées à cette opération seront imputées sur le budget de la Ville CRB 28500, programme 10074, nature 2313, opération 04D00090,
- de solliciter de l'Etat, ministère de la culture et de la communication, une subvention au taux de 40% sur le montant hors taxe de l'opération,
- de solliciter du Département et de la Région une subvention au meilleur taux possible,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 30/05/2012

PROJET

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

PRÉFECTURE DE LA RÉGION Languedoc-Roussillon

DIRECTION REGIONALE
DES AFFAIRES CULTURELLES
CONSERVATION REGIONALE
DES MONUMENTS HISTORIQUES



Exercice : 2012
Chapitre :

CONVENTION de délégation de maîtrise d'ouvrage

Entre

1) l'Etat, Ministère de la Culture et de la Communication, représenté par M. le **Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault**,

d'une part

et

2) la Commune de MONTPELLIER, représentée par Madame le Maire propriétaire de l'édifice : Hérault - MONTPELLIER Promenade du Peyrou classé au titre des monuments historiques par arrêté du 18 août 1954.

d'autre part

Vu :

- le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2
- le décret n° 80.911 du 20 novembre 1980
- le décret n° 87.312 du 5 mai 1987
- le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, modifié par le décret du 18 avril 2003
- l'arrêté du 5 juin 2003 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subventions de l'Etat pour des projets d'investissement
- le décret n° 2000-1022 du 17 octobre 2000

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

Le propriétaire ci-dessus désigné assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de :
Restauration de la Place Royale du Peyrou – Tranche 3

PROJET

Cette opération se déroulera en une tranche unique.

Il s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme, issu du dossier des études préalables approuvé, réalisé par M. Dominique LARPIN, architecte en chef des monuments historiques.

ARTICLE 2 - COMMANDE DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE

Le propriétaire établit, signe et notifie la commande de mission de maîtrise d'œuvre, conformément aux dispositions du décret n°87-312 d u 5 mai 1987 à l'architecte en chef des monuments historiques.

ARTICLE 3 - AUTORISATION D'EFFECTUER LES TRAVAUX

Le projet architectural et technique sera approuvé par l'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) et cette approbation vaudra autorisation d'effectuer les travaux conformément à l'article 9 de la loi 31 décembre 1913.

Cependant, aucun commencement d'exécution du projet ne peut être opéré avant la date à laquelle le dossier de subvention est complet conformément à l'article 15 du décret du 16 décembre 1999.

ARTICLE 4 - SUBVENTION DE L'ETAT

Le montant prévisionnel de la subvention de l'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) s'élève à **501 672 € (CINQ CENT UN MILLE SIX CENT SOIXANTE DOUZE EUROS)** représentant **40,00%** du montant hors taxes de l'opération, déterminé par le projet architectural et technique.

Le montant total de l'opération est estimé à **1 254 180 € (UN MILLION DEUX CENT CINQUANTE QUATRE MILLE CENT QUATRE VINGTS EUROS)** hors taxes soit **1 500 000 € TTC (UN MILLION CINQ CENT MILLE EUROS)**.

L'engagement financier de l'Etat sera constitué par une décision attributive de subvention (arrêté) établie à cet effet par le Préfet de région.

ARTICLE 5 - CONTENU DE LA MISSION

Les responsabilités du propriétaire, maître d'ouvrage, s'exercent sur les phases suivantes des travaux :

- notification de la commande de la mission de maîtrise d'œuvre à l'architecte en chef des monuments historiques,
- suivi de l'exécution de la mission,
- mise en œuvre, tant en phase conception qu'en phase réalisation, des principes généraux de prévention - code du travail- lois du 31 décembre 1991 et 31 décembre 1993,
- désignation d'un coordonnateur de sécurité ou établissement d'un plan de prévention,
- transmission à la Direction régionale des affaires culturelles (à l'attention du conservateur régional des monuments historiques) du projet architectural et technique (PAT) et du dossier de consultation des entreprises (DCE) accompagnés de la commande pour approbation (art.9 de la loi du 31 décembre 1913),

PROJET

- paiement des éléments de mission de la maîtrise d'œuvre et des différents contrats (CSP, bureau de contrôle...),
- organisation de la consultation des entreprises (publicité, réunion de la commission d'appel d'offres...),
- notification des marchés et suivi d'exécution des travaux,
- veiller à la mise en œuvre des principes généraux de prévention,
- paiement des demandes d'acomptes,
- réception des ouvrages en présence du représentant de la Direction régionale des affaires culturelles - Conservation régionale des monuments historiques,
- règlements définitifs des décomptes et des soldes,
- obtention et diffusion du dossier des ouvrages exécutés (DDOE) dont 3 exemplaires seront transmis à la Direction régionale des affaires culturelles (à l'attention du Conservateur régional des monuments historiques),
- obtention et diffusion du dossier des interventions ultérieures de l'ouvrage (DIUO) dont 3 exemplaires seront transmis à la Direction régionale des affaires culturelles (à l'attention du Conservateur régional des monuments historiques).

ARTICLE 6 - PROCEDURE DE DEVOLUTION DES MARCHES

A) Les règles de passation des marchés de travaux sont celles fixées par le Code des marchés publics (livre I et III).

Les entreprises seront sélectionnées à partir de leurs qualifications et de références récentes de leurs capacités à exécuter les travaux prévus au projet architectural et technique (mise en concurrence).

L'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) sera invité à participer aux commissions d'ouvertures des plis des appels à candidatures, appel d'offres et consultations sommaires.

B) L'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) sera destinataire d'un exemplaire des marchés et avenants signés par le propriétaire, maître d'ouvrage.

C) En cas de désaccord entre les intervenants, l'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) pourra être saisi afin d'apporter son concours à la désignation des entreprises à consulter.

ARTICLE 7 - PHASE TRAVAUX

- Le propriétaire, maître d'ouvrage, informera l'Etat, Direction régionale des affaires culturelles (Conservation régionale des monuments historiques) du calendrier des réunions de chantier que l'architecte lui fournira et transmettra les comptes rendus de chantiers.
- L'Etat, Direction régionale des affaires culturelles (Conservation régionale des monuments historiques) sera invité lors de la réception des travaux afin de s'assurer de la conformité du projet, en application de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et des articles 14 et 16 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif au régime des subventions de l'Etat.
- Le propriétaire remettra à l'Etat, Direction régionale des affaires culturelles (à l'attention du Conservateur régional des monuments historiques) trois exemplaires du dossier documentaire et des ouvrages exécutés, produit par l'architecte.

PROJET

ARTICLE 8 - CONTROLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME DE L'ETAT

L'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) et ses agents pourront à tout moment, demander au propriétaire la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération, et avoir accès au chantier.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le propriétaire est tenu de s'assurer pour les dommages de tous ordres qui lui incombent et qui peuvent se produire au cours de la réalisation des travaux.

ARTICLE 10 - MODIFICATION DU PROGRAMME OU DU PROJET

Les modifications apportées au projet en cours d'exécution devront recevoir l'accord de l'Etat. Elles feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 11 - PANNEAUX DE CHANTIER

Le propriétaire, maître d'ouvrage, fera procéder à la mise en place d'un panneau de chantier indiquant la nature des travaux, le rôle des intervenants et le financement de l'opération, au plus tard à l'ouverture du chantier.

ARTICLE 12 - CONSTITUTION ET REMUNERATION

La maîtrise d'œuvre sera assurée par M. Dominique LARPIN, Architecte en chef des monuments historiques et M. Thierry HELLEC, Vérificateur des monuments historiques.

Lorsqu'il est fait appel à un ou plusieurs intervenants extérieurs à la maîtrise d'œuvre, désignés ci-dessus, cette maîtrise d'œuvre particulière fera l'objet d'un ou plusieurs contrats séparés.

Les honoraires dus par le propriétaire à l'Architecte en chef et au Vérificateur des monuments historiques sont calculés selon les modalités prévues par le décret n°87-312 du 5 mai 1987 sur la rémunération des Architectes en chef des monuments historiques et des Vérificateurs, et par son arrêté d'application du 5 juin 1987, et conformément à la commande citée à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 13 - PAIEMENT DE LA SUBVENTION

Au fur et à mesure de l'avancement physique des travaux, des acomptes pourront être versés sur la subvention, en application des termes de l'arrêté attributif. Les versements s'effectuent sur production d'attestation de l'Architecte en chef des monuments historiques.

L'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) procédera au versement du solde de la subvention sur présentation :

- * du certificat de bonne exécution du programme des travaux, objet de l'arrêté attributif de subvention, établi par l'Architecte en chef des monuments historiques,
- * des procès-verbaux de réception des travaux,

PROJET

- * du dossier documentaire des ouvrages exécutés
- * du bilan financier de l'opération certifié par la maîtrise d'œuvre
- * des factures et décomptes

Le montant final de la subvention est calculé par application du taux à la dépense réelle plafonnée à la dépense subventionnable prévisionnelle (article 13 du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999).

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non respect des clauses de la présente convention, et après mise en demeure d'avoir à s'y conformer, l'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) peut refuser le versement de tout ou partie de la subvention, ou exiger le reversement total ou partiel de la subvention versée (art.15 du décret du 16 décembre 1999).

Et en particulier, il est rappelé que l'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) ne s'engage à verser la totalité de la subvention que si les travaux exécutés sont à tous égards conformes au projet architectural et technique approuvé - (article 9 de la loi du 31 décembre 1913 et des articles 14 et 16 du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999).

Fait à
Le

Pour Madame le Maire,
l'Adjoint Délégué

Philippe SAUREL

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron Exercice 2012

Philippe Saurel rapporte :

L'association Allons'z' Enfants gère la Compagnie Didier Théron, une compagnie de danse particulièrement active dans le quartier Mosson où elle est implantée. Cette compagnie occupe par une convention signée en 1992 l'Espace Bernard Glandier, un lieu jouxtant le Théâtre Jean Vilar.

La Ville de Montpellier assure les réparations inhérentes à son statut de propriétaire et y réalise des aménagements qui apportent plus de confort aux danseurs et au public. Cet espace de plus de 327 m² comprend des bureaux, une salle de danse et un espace permettant l'accueil du public. Des locaux mis à disposition de l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron à titre gracieux, dont la valorisation du loyer s'élève annuellement à 36 047 €.

La compagnie créée en 1986, dirigée par le chorégraphe Didier Théron, propose depuis 26 ans, des spectacles qui connaissent bien au-delà du quartier dans lequel ils sont créés une renommée internationale. Présence régulière dans de nombreux festivals dont celui de « Montpellier Danse ». Outre ces événements de prestige, cette compagnie travaille tout au long de l'année avec les acteurs sociaux et culturels du quartier Mosson, les médiathèques, les écoles et collèges, ainsi qu'avec des associations culturelles.

Cette compagnie est soutenue par l'ensemble des institutions, État, Région, Département, Agglomération, Ville. L'aide de la Ville de Montpellier est essentiellement versée au titre du fonctionnement du lieu.

Concernant l'Espace Bernard Glandier, celui-ci sert en priorité au travail de la compagnie, création, répétition, diffusion, la compagnie y dispense aussi des stages pour danseurs professionnels, des ateliers pour adultes amateurs et pour les enfants pendant les vacances. Il est également un lieu de résidence artistique mis à disposition de compagnies de danse, d'ici et d'ailleurs. Enfin, il est un lieu de diffusion des spectacles de la compagnie et de spectacles programmés dans le cadre du festival « Mouvement sur la Ville ».

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron s'inscrivent pleinement dans la politique de la Ville en matière de création et de diffusion de la danse, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 25 000 € pour assurer le fonctionnement de son lieu, l'Espace Bernard Glandier (n° de dossier : 20120226), et de passer avec la dite association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Allons'z'Enfants – Cie Didier Théron : Compte de résultat 2010 et budget prévisionnel 2012.

Comptes de résultats simplifiés exercice 2012 et le budget prévisionnel 2012					
charges			produits		
	2010	2012		2010	2012
Charges d'exploitation	98 995	97 580	Produits d'exploitation	69 527	
Salaires et charges	251 282	235 715	Ventes		128 712
			Subventions d'exploitation	246 844	196 000
			<i>DRAC</i>	<i>113 412</i>	<i>108 000</i>
			<i>Région LR</i>	<i>67 000</i>	<i>48 000</i>
			<i>Ville Montpellier</i>	<i>33 432</i>	<i>25 000</i>
			<i>Conseil Général</i>	<i>25 000</i>	<i>10 000</i>
			<i>Autres subventions</i>	<i>8 000</i>	<i>5 000</i>
			Autres produits	5 000	2 000
Charges exceptionnelles et financières	193		Produits exceptionnels et financiers	10 412	500
			Reprise sur amortissement		6 083
Total	350 370	333 295	Total	331 783	333 295
			Résultat d'exploitation 2010 : Perte	18 587	

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
2432	Allons'z'Enfants – Cie Didier Théron	F	25 000 €
	Total		25 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 25 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 30/05/2012



Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 21 mai 2012.

D'une part,

Et :

L'association Allons'z'Enfants représentée par Robert Gaussorgues Président, élu par le Conseil d'Administration ou le bureau le 27 avril 2009.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Allons'z'Enfants poursuit les buts suivants : participer au développement et à la promotion de la danse contemporaine et de nouvelles formes d'expression chorégraphique à travers ses actions.

L'association Allons'z'Enfants gère la Compagnie Didier Théron, une compagnie chorégraphique créée en 1986. Cette compagnie travaille essentiellement dans « L'Espace Bernard Glandier ». Ce lieu de création, répétition, diffusion, permet à la compagnie d'y dispenser également des stages pour danseurs professionnels, des ateliers pour adultes amateurs et pour les enfants pendant les vacances. Il est également un lieu de résidence artistique mis à disposition de compagnies de danse, d'ici et d'ailleurs. Enfin, il est un lieu

de diffusion des spectacles de la compagnie et de spectacles programmés dans le cadre du festival « Mouvement sur la Ville ».

L'association Allons'z'Enfants a sollicité une subvention de 25 000 euros pour le fonctionnement de «l'Espace Bernard Glandier » un lieu de spectacle, situé au mas de la Paillade à Montpellier.

Considérant que le projet de l'association Allons'z'Enfants contribue au développement de sa politique en matière de culture et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Participation de la ville : mise à disposition de locaux

La Ville de Montpellier met gracieusement à disposition l'Espace Bernard Glandier depuis 1992, dont elle assure les réparations inhérentes à son statut de propriétaire et y réalise des aménagements qui apportent plus de confort aux danseurs : installation de miroirs, mise en place d'un planché isolant, tapis de danse, rideaux occultant, ainsi que des aménagements permettant un meilleur accueil au public dont l'agrandissement du hall d'accueil et son éclairage.

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à l'association Allons'z' Enfants une subvention d'un montant de 25 000 euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement pour le lieu « Espace Bernard Glandier » s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2011 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30. 09. 2012 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2011 – 2012 ;
- Pièce n° 6 : le projet pour la première partie de la saison 2012 – 2013.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

L'association Allons'z'Enfants s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame Le Maire

Pour l'association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat et attribution de subventions à l'association Attitude Exercice 2012

Philippe Saurel rapporte :

L'association Attitude œuvre depuis 1989 à promouvoir les cultures urbaines, hip hop, graffiti, musique, skateboard. Les cultures urbaines et plus particulièrement la scène hip hop française comptent parmi les plus actives et des plus originales dans le monde. L'association attitude en assure dans la région et sur la ville, son développement à travers la mise en place d'activité d'animation, de formation et d'aide à la création. Concernant le volet graffiti, elle intervient en conseil sur la réalisation de fresques.

D'autre part, l'association dispense tout au long de l'année sur le skate parc de Grammont, des cours de skateboard et de BMX, un skate parc dont elle en est la principale utilisatrice. L'association attitude est également intervenue en conseil sur le devenir du Skate parc, sa rénovation et son évolution.

Hébergée gracieusement par la Ville de Montpellier dans un local municipal de 93,50 m² situé rue St Ursule, la valorisation annuelle du loyer s'élève à 10 285 €, cette association compte 6 salariés et plus de 80 adhérents sur Montpellier, ses activités touchent des milliers de spectateurs. Cette association est en effet très impliquée dans l'organisation annuelle de la Battle internationale, une manifestation qui touche pour l'essentiel la jeune génération en développant des valeurs positives. Respect de l'autre, rencontre chorégraphique alliant figure acrobatique et artistique, croisement des arts et du sport.

L'association Attitude accueillera en novembre 2012, comme elle l'a fait en 2011 à l'Aréna, la 23^{ème} Battle Internationale. Cette manifestation, unique dans le monde présentera dans différents lieux de notre ville, des concerts de musique, des conférences débats, des stages et en clôture de la manifestation à l'Aréna de Montpellier un spectacle de hip hop avec plus de 20 équipes venus de tous les continents. Cette manifestation sera diffusée en live sur Eurosport dans 43 pays et accueillera sur place plus de 10 000 spectateurs.

Consciente que cette association porte tout au long de l'année, un projet artistique cohérent et ambitieux, qu'elle propose une manifestation dont la renommée mondiale n'est plus à démontrer, qu'elle s'inscrit pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé : d'attribuer à l'association Attitude une subvention d'un montant de 40 000 euros en fonctionnement (n° de dossier 20121198) et une subvention d'un montant de 30 000 euros pour la manifestation Battle of the Year Internationale (n° de dossier 20121195); de passer une convention de partenariat jointe en annexe, avec la dite association. Les budgets étant également joints en annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Attitude :compte de résultat 2010 et budget prévisionnel 2012.

Comptes de résultats simplifiés exercice 2010 et le budget prévisionnel 2012					
Charges			Produits		
	2010	2012		2010	2012
Charges d'exploitation	913 828	456 626	Produits d'exploitation	719 284	647 030
Salaires et charges	258 640	338 200	Subventions d'exploitation	357 377	396 500
			<i>DRAC</i>	<i>NC</i>	<i>30 000</i>
			<i>Région</i>	<i>NC</i>	<i>160 000</i>
			<i>Ville Montpellier</i>	<i>NC</i>	<i>116 500</i>
			<i>Conseil Général</i>	<i>NC</i>	<i>0</i>
			<i>Agglomération</i>	<i>NC</i>	<i>50 000</i>
			<i>Ministère Outre Mer</i>	<i>NC</i>	<i>40 000</i>
Charges financières et exceptionnelles	3 877		Produits financiers et exceptionnels	326	
Total	1 176 345	919 178	Total	1 076 986	1 043 530
Résultat sur prévisionnel 2012 : Bénéfice		124 352	Résultat d'exploitation 2010 : Perte	99 359	

Tableau d'attribution :

N° asso.	Association	Nature	Montant
4265	Attitude	F	40 000 €
4265	Attitude	M	30 000 €
	Total		70 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des deux subventions telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 70 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 30/05/2012



Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 21 mai 2012.

D'une part,

Et :

L'association Attitude représentée par madame Jacqueline Raymond Présidente, élue par le Conseil d'Administration ou le bureau le 08 octobre 2010.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Attitude poursuit les buts suivants : Organisation de manifestations artistiques et sportives, ainsi que toutes actions mobilière et/ou immobilière liées à cette activité.

L'association Attitude a sollicité deux subventions. Une première subvention d'un montant de 70 000 euros pour la réalisation du Festival Battle Of The Year International 2012. La deuxième subvention d'un montant de 40 000 euros pour le fonctionnement de l'association.

Concernant la manifestation Festival Battle Of The Year International 2012, celle-ci se tiendra du 11 novembre au 17 novembre 2012 avec le 17 novembre la finale à l'Aréna. Forte du succès de l'édition 2011, l'association Attitude accueillera en novembre 2012,

comme elle l'a fait en 2010 et 2011 à l'Aréna, la 23^{ème} Battle Internationale. Cette manifestation, unique dans le monde présentera dans différents lieux de notre ville, des concerts de musique, des conférences débats, des stages et en clôture un spectacle de hip hop avec 20 équipes venus de tous les continents.

Cette manifestation sera diffusée en live sur Eurosport dans 43 pays et accueillera sur place plus de 12 000 spectateurs.

Concernant le fonctionnement de l'association, celle-ci œuvre depuis 1989 à promouvoir les cultures urbaines, hip hop, graffiti, musique, skateboard. Les cultures urbaines et plus particulièrement la scène hip hop française comptent parmi les plus actives et des plus originales dans le monde. L'association attitude en assure dans la région et sur la ville, son développement à travers la mise en place d'activité d'animation, de formation et d'aide à la création. Concernant le volet graffiti, elle intervient en conseil sur la réalisation de fresques.

D'autre part, l'association dispense tout au long de l'année sur le skate parc de Grammont, des cours de skateboard et de BMX, un skate parc dont elle en est la principale utilisatrice. L'association attitude est également intervenue en conseil sur le devenir du Skate parc, sa rénovation et son évolution.

Considérant que le projet de l'association Attitude contribue au développement de sa politique en matière de culture et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à l'association Attitude une subvention d'un montant de 30 000 euros pour la réalisation Festival Battle Of The Year International 2012 ainsi qu'une subvention de 40 000 euros pour le fonctionnement de l'association.

Article 3 : Mise à disposition de locaux

La Ville de Montpellier met gracieusement à disposition de l'association un local de 93,50 m² situé 15, rue St Ursule. La valorisation annuelle du loyer s'élève à 10 285 €.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

A – Versement pour le festival "Battle Of The Year"

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;

- Pièce n°3: le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2011 -2012 ;

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2011 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09.2012 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2011 – 2012 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2012 – 2013.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

L'association Attitude s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association Attitude s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association Attitude s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant la manifestation n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

La Présidente

104

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Confluences Exercice 2012

Philippe Saurel rapporte :

L'association Confluences initie et met en œuvre des projets culturels au premier plan desquels « Les Internationales de la Guitare », une manifestation qu'elle organise depuis 17 ans dans de nombreuses salles de concerts de Montpellier, Rockstore, Salle Rabelais, Jam, Opéra Berlioz, Salle St Ravy, Salle des rencontres du Nouvel Hôtel de Ville.

L'édition 2012 se déroulera du 29 septembre au 20 octobre 2012. Quelques artistes sont pour l'heure confirmés ; Juliette Greco, Titi Robin, Carmen Maria Vega, Anilo Desiderio, Samara Balouf. Deux créations sont également au programme.

Outre ces concerts, elle propose des actions de promotion et de dynamisation des métiers d'art concernant la lutherie de guitare, notamment à travers le Salon de la lutherie au Corum les 6 et 7 octobre 2012.

Enfin, deux autres temps forts permettent d'irriguer tout le territoire de la Ville. Les Internationales de la guitare déclinent leur Label dans de nombreux quartiers de Montpellier et dans les Maisons pour Tous, les « 24h Démentes » les 6 et 7 octobre 2012 à travers tout le centre-ville.

Dans le cadre des « Internationales de la guitare » quatre objectifs sont définis par convention et en concertation avec la Ville de Montpellier. Ils sont les suivants :

- la programmation du festival doit permettre à des artistes montpelliérains de partager la scène avec des artistes reconnus nationalement et/ou internationalement, sous réserve de l'acceptation de ces artistes ;
- la programmation du festival doit veiller à réserver une place aux musiques gitanes, ces musiques faisant partie du patrimoine musical de la Ville ;
- une tarification sociale doit être mise en place afin de permettre à un public d'étudiants, de demandeurs d'emploi, de bénéficiaires du RSA, de retraités de pouvoir accéder à de nombreux spectacles ;

- le festival doit veiller tout particulièrement à produire l'essentiel de ses spectacles dans des lieux équipés, adaptés au spectacle vivant, conformément à la législation en vigueur.

En outre, la Ville de Montpellier met gracieusement à disposition de nombreux emplacements de communication (kakémonos, tentures de rues, panneaux abris bus, Colonnes Morris...) ainsi que des lieux et matériels municipaux. Ces prestations constituent des subventions en nature qui seront valorisées et portées au compte administratif de la Ville et aux comptes de l'association.

Considérant que l'association Confluences à travers ses actions et sa manifestation « Les Internationales de la guitare » participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et de promotion de la musique vivante, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 100 000 € (n° de dossier 20121013) et de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe. Le budget de la manifestation est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Confluences : compte de résultat 2010 et budget prévisionnel 2012.

Comptes de résultats simplifiés exercice 2010 et le budget prévisionnel 2012					
Charges			Produits		
	2010	2012		2010	2012
Charges d'exploitation	625 957	823 500	Produits d'exploitation	463 487	270 000
Salaires et charges	208 655	251 000	Subventions d'exploitation	374 999	730 000
			<i>DRAC</i>	<i>30 000</i>	<i>60 000</i>
			<i>Région LR</i>	<i>135 000</i>	<i>200 000</i>
			<i>Agglomération</i>	<i>30 000</i>	<i>150 000</i>
			<i>Ville Montpellier</i>	<i>110 800</i>	<i>200 000</i>
			<i>Conseil Général</i>	<i>50 500</i>	<i>60 000</i>
			<i>Lattes</i>	<i>12 000</i>	
			<i>Aides à l'emploi CNASEA</i>	<i>6 699</i>	<i>4 500</i>
			Partenariats Villes		60 000
Charges financières et exceptionnelles	24 056		Produits financiers et exceptionnels	244	
			Produits de gestion		70 000
			Transfert de charges		
Total	858 668	1 074 500	Total	838 730	1 074 500
			Résultat d'exploitation 2010 : Perte	19 938	

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
3846	Confluences	M	100 000 €
	Total		100 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 100 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 30/05/2012

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant es qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 21 mai 2012.

D'une part,

Et :

L'association Confluences représentée par Monsieur Assad EL SINGABY, Président, agissant en vertu d'une délibération d'assemblée en date du 30 juillet 2009.

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Confluences qui poursuit les buts suivants : Promotion de la citoyenneté et de la culture, sollicite une subvention de 200 000 euros pour l'organisation du « 17^{ème} Internationales de la Guitare » du 29 septembre au 20 octobre 2012.

Plusieurs dizaines de concerts sont programmés dans toute la ville, dans des lieux adaptés mais aussi en extérieur. Considérant que les actions de l'association Confluences peuvent contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et

promotion de la musique, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de cette action.

Le budget total prévisionnel de cette manifestation s'élève à 1 074 500 euros, celui-ci est détaillé en annexe.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à l'association Confluences une subvention d'un montant de 100 000 euros.

Article 3 : Obligation de l'association

L'association s'engage à utiliser la présente subvention conformément aux objectifs suivants :

1/ Que la programmation du festival permette à des artistes montpelliérains de partager la scène avec des artistes reconnus nationally et/ou internationalement, sous réserve de l'acceptation de ces artistes ;

2/ Que la programmation du festival réserve une place aux musiques gitanes, ces musiques faisant partie du patrimoine musical de la Ville ;

3/ Qu'une tarification sociale soit mise en place afin de permettre à un public d'étudiants, de demandeurs d'emploi, de bénéficiaires du RSA, de retraités de pouvoir accéder à de nombreux spectacles ;

4/ Que le festival produise l'essentiel de ses spectacles dans des lieux équipés, adaptés au spectacle vivant.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3: le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2011- 2012.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Confluences s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :
 - . les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;
 - . le compte d'emploi comportant les dépenses et recettes réelles du projet subventionné, certifié par le Président de l'association ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;
 - . un état récapitulatif des justificatifs de dépenses relatifs au projet subventionné.
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 6 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour La Ville de Montpellier

Pour l'Association

Madame le Maire

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat et attribution de deux subventions à l'association Opéra national et Orchestre National de Montpellier languedoc-Roussillon Exercice 2011

Philippe Saurel rapporte :

L'association l'Opéra National et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon offre aux montpelliérains, depuis de nombreuses années, l'excellence à travers la diffusion de concerts de musique classique et d'opéra de niveau national et international.

Ainsi l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon propose au cours de l'année scolaire sur Montpellier des animations en classe maternelle. Chaque année ce sont plus de 60 classes maternelles qui reçoivent à trois reprises des groupes de 2 ou 3 musiciens de l'orchestre, soit 180 animations. Le but de ces animations est de mettre les enfants en contact avec les instruments et ceux qui les jouent et de leur présenter les différentes familles, cordes, bois, cuivres et percussions.

Dans un même souci d'ouvrir la musique classique et l'opéra au plus grand nombre et de la diffuser dans des lieux non dédiés, l'association propose depuis plus de 10 ans des concerts de musiques de chambre dans le réseau de Maisons pour Tous de la Ville. Des actions spécifiques sont également menées dans des quartiers en difficulté afin d'attirer un public plus nombreux et plusieurs concerts de la saison à l'Opéra Berlioz sont proposés aux adhérents des Maisons pour Tous à un tarif préférentiel de 7,50 euros.

L'association propose enfin, une fois par an à la Salle Pasteur du Corum, un concert de jazz avec des musiciens internationaux reconnus. Le choix artistique se faisant sur des artistes dont la musique évolue entre jazz et musique classique. Autant d'initiatives tendant à ouvrir la musique classique et l'opéra auprès d'un large public montpelliérain.

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Opéra National et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon s'inscrivent pleinement dans la politique de la Ville en matière de, de diffusion et d'éducation à la musique classique il est proposé : de lui attribuer une subvention d'un montant de 20 000 euros pour les animations dans les écoles maternelles saison 2011 – 2012 (n° de dossier 20121224) ; une subvention

d'un montant de 10 000 euros pour des concerts dans les Maisons Pour Tous saison 2011 – 2012 (N° de dossier 20121225); de passer une convention de partenariat jointe en annexe. Les budgets prévisionnels sont également joints en annexe.

Présentation du compte de résultat 2010 et du budget prévisionnel 2012 :

Comptes de résultats simplifiés exercice 2010 et budget prévisionnel 2012					
charges			produits		
	2010	2012		2010	2012
Charges d'exploitation	10 682 624	11 874 233	Produits d'exploitation	1 850 291	1 931 600
Salaires et charges	14 121 471	13 754 875	Subventions d'exploitation	22 228 767	23 110 508
			Mécénat et autres recettes	43 154	587 000
Total	24 804 095	25 629 108	Total	24 122 212	25 629 108
			Résultat d'exploitation : Perte	681 883	

Tableau d'attribution :

N° asso.	Association	Nature	Montant
265	Opéra National et Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon	M	20 000 €
265	Opéra National et Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon	M	10 000 €
		Total	30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever ces somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 30 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 30/05/2012

M3

Nom de la structure :

Intitulé du Projet :

Montant attribué :

Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 07 février 2011

D'une part,

Et :

L'association Opéra national et Orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon représentée par Bernard RAMETTE, élu par le Conseil d'Administration le 2 janvier 2012

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Opéra national et Orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon poursuit les buts suivants : faire découvrir la musique classique lyrique et symphonique à tous publics ; programmer une saison lyrique et symphonique sous la direction de Jean-Paul Scarpitta.

En écho à cette programmation, l'association propose au cours de l'année scolaire sur Montpellier des animations dans des classes maternelles et primaires. Chaque année ce sont plus de 60 classes maternelles qui reçoivent des groupes de 2 à 3 musiciens pour plus de 180 animations.

Dans un même souci d'ouvrir la musique classique et l'opéra au plus grand nombre et de la diffuser dans des lieux non dédiés, l'association propose depuis plus de 10 ans des concerts gratuits de musiques de chambre dans le réseau des Maisons pour Tous de la Ville.

L'association Opéra national et Orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon a sollicité une subvention d'un montant de 30 000 euros pour des actions menées dans les écoles maternelles et primaires de la Ville ainsi que dans les Maisons pour Tous.

Considérant que le projet de l'association Opéra national et Orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon contribue au développement de sa politique en matière de culture et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à l'association Opéra national et Orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon une subvention d'un montant de 30 000 euros pour la réalisation de ses actions.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

A – Versement pour les animations dans les écoles maternelles saison 2011 – 2012

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3: le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2011 -2012 ;

B – Versement pour les concerts dans les Maisons Pour Tous saison 2011 – 2012

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3: le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2011 -2012.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Opéra national et Orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

Article 5 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi des deux subventions est automatiquement frappée de caducité si :

- Les subventions n'ont pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOLI, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association JAM-Jazz Action Exercice 2012

Philippe Saurel rapporte :

L'association JAM Jazz Action gère depuis 32 ans le lieu dit « Le JAM », situé 100, rue Ferdinand Lesseps à Montpellier qui est à présent desservi par la ligne 4 du tramway, une desserte qui devrait le dynamiser, notamment sur la partie concert.

Le JAM Jazz Action accueille une école régionale de Jazz et une salle de concert de musiques actuelles.

Afin qu'elle puisse développer l'ensemble de ses activités, la Ville de Montpellier met gracieusement à disposition un bâtiment d'une superficie de 787 m². Cette mise à disposition a été actée lors d'une première convention signée le 25 juillet 1994, convention prolongée par un avenant jusqu'au 27 juillet 2017. La valorisation annuelle de cette mise à disposition s'élève à 86 570 euros.

L'école enseigne principalement la pratique d'un instrument dans la perspective de la prestation scénique et accueille 250 élèves-musiciens formés par 30 musiciens enseignants. C'est autour des pédagogies actives que l'enseignement est tourné, ce qui permet ainsi aux élèves de se produire régulièrement en concert. Elle dispose de 12 salles de cours équipées. La salle de concert de 350 places, accueille plus de 100 concerts par an, et dispose en outre d'un studio d'enregistrement. La programmation du jazz, des musiques du monde et actuelles donne une place importante aux découvertes de jeunes talents mais aussi à des musiciens prestigieux.

Considérant que l'association JAM jazz Action à travers ses actions et son enseignement participe pleinement au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et de promotion du jazz et des musiques du monde et actuelles il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 13 000 euros pour son fonctionnement (n° de dossier 20121224) et de passer une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association JAM Jazz Action: compte de résultat 2010 et budget prévisionnel 2012.

Comptes de résultats simplifiés exercice 2010 et le budget prévisionnel 2012

charges			produits		
	2010	2012		2010	2012
Charges d'exploitation	179641	193330	Produits d'exploitation	397 575	466 030
Salaires et charges	314 999	413700	Subventions d'exploitation	104 381	
			DRAC		20 000
			Région		25 000
			Ville Montpellier		30 000
			Conseil Général		16 000
			Agglomération		30 000
			Autres subventions		20 000
Total	494 640	607030	Total	501 956	607 030
Résultat d'exploitation 2010 : Excédent	7 316				

N° asso.	Association	Nature	Montant
154	JAM Jazz Action	F	13 000 €
		Total	13 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 13 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 30/05/2012

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 21 mai 2012.

D'une part,

Et :

L'association Jam-Jazz Action représentée par Jean-François FONTANA Président, élu par le Conseil d'Administration le 13 novembre 2003.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Jam-Jazz Action promotion, diffusion, création du spectacle vivant, gestion de salle de concert. Formation musicale professionnelle et amateur, jazz et musiques actuelles.

L'association Jam-Jazz Action a sollicité une subvention de 30 000 euros pour le fonctionnement du « JAM » un lieu de spectacle, situé 100, rue Ferdinand Lesseps à Montpellier

Le JAM accueille une école régionale de Jazz et une salle de concert de musiques actuelles.

L'école axée sur la pratique d'un instrument dans la perspective de la prestation scénique accueille 250 élèves-musiciens formés par 30 musiciens enseignants. Disposant de 12 salles de cours équipées, c'est autour des pédagogies actives que l'enseignement est tourné, permettant ainsi aux élèves de se produire régulièrement en concert.

La salle de concert de 350 places, accueille plus de 100 concerts par an, elle dispose en outre d'un studio d'enregistrement. Sa programmation jazz, musiques du monde, musiques actuelles donne une place importante aux découvertes de jeunes talents mais aussi à des musiciens prestigieux.

Considérant que le projet de l'association Jam-Jazz Action contribue au développement de sa politique en matière de culture et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Participation de la ville : mise à disposition de locaux

Afin qu'elle puisse développer l'ensemble de ses activités, la Ville de Montpellier met gracieusement à disposition un bâtiment d'une superficie de 787 m². Cette mise à disposition a été actée lors d'une première convention signée le 25 juillet 1994, convention prolongée par un avenant jusqu'au 27 juillet 2017. La valorisation annuelle de cette mise à disposition s'élève à 86 570 €.

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à l'association Jam-Jazz Action une subvention d'un montant de 13 000 euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2011 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2012 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2011 – 2012 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2012 – 2013.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Jam-Jazz Action s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Festival de radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon Exercice 2012

Philippe Saurel rapporte :

Pour la 27^{ème} année la Ville de Montpellier accueille le Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon qui se déroulera du 9 au 27 juillet 2012. Un festival qui s'impose aujourd'hui comme une référence parmi les événements musicaux européens.

L'Orchestre National de France, l'Orchestre Philharmonique de Radio France, le Choeur et la Maîtrise de Radio France constituent la colonne vertébrale d'une programmation articulée cette année, autour de deux grandes thématiques : Musique et Pouvoir.

La programmation 2012 propose une programmation audacieuse et de qualité mêlant opéra, musique symphonique, musique de chambre, récital d'orgues, jazz, musiques du monde et musiques électroniques. Outre cette programmation musicale, les rencontres de Pétrarque, les projections de films musicaux, les conférences et les magazines de Radio France feront rayonner cette année encore sur les ondes des radios de service public, l'excellence de notre ville.

Près de 130 000 spectateurs sont invités à découvrir chaque année des artistes de renommée internationale et des œuvres d'une qualité incontestable.

Parmi les temps forts proposés aux montpelliérains et comme c'est le cas depuis quatre ans, le Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon propose pour clôturer le festival, un concert de l'Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon. D'accès gratuit, cet événement proposé en plein air Place de l'Europe à Antigone se déroulera le jeudi 27 juillet 2012 à 21h00. Les comédies musicales seront davantage à l'honneur cette année, avec deux compositeurs privilégiés, Georges Gershwin et Leonard Bernstein.

Considérant que l'association Festival International de Radio France et de Montpellier à travers ses différentes manifestations contribue pleinement au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de diffusion de la musique classique, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 60 000 euros pour son fonctionnement (N° de dossier 20121350), et de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe. Le budget de l'association est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Festival International de Radio France et de Montpellier: compte de résultat 2010 et budget prévisionnel 2012.

Comptes de résultats simplifiés exercice 2010 et le budget prévisionnel 2012					
Charges			Produits		
	2010	2012		2010	2012
Charges d'exploitation	1 776 679	1 923 286	Produits d'exploitation	517 629	483 727
Salaires et charges	1 645 932	1 380 930	Subventions d'exploitation	2 682 418	2 820 489
			<i>Etat</i>		0
			<i>Région</i>		1 958 864
			<i>Ville Montpellier</i>		88 149
			<i>Conseil Général</i>		97 943
			<i>Agglomération</i>		313 418
			<i>Autres subventions</i>		362 115
			Bénéfice attribué	175 330	
Charges financières et exceptionnelles	7 930		Produits financiers et exceptionnels	7 798	
Total	3 430 541	3 304 216	Total	3 383 175	3 304 216
			Résultat d'exploitation : perte	47 366	

Tableau d'attribution :

N° asso.	Association	Nature	Montant
980	Festival International de radio France et de Montpellier	F	60 000 €
		Total	

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 60 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANIEROUX

Publiée le : 30/05/2012



Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 21 mai 2012.

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire Association du Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon représentée par Jean-Luc Hees et Christian Bourquin, présidents, élus par le Conseil d'Administration le 20 juillet 2010.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire Association du Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon poursuit les buts suivants : Organisation annuelle du festival de musique de Radio France.

La structure bénéficiaire Association du Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon a sollicité une subvention d'un montant de 90 000 euros pour la réalisation du Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon.

Pour la 28^{ème} année, la Ville de Montpellier accueille le Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon qui se déroulera du 9 au 27 juillet 2012. Un festival qui s'impose aujourd'hui comme une référence parmi les événements musicaux européen.

Le festival propose une programmation audacieuse et de qualité mêlant opéra, musique symphonique, musique de chambre, récital d'orgues, jazz, musiques du monde et musiques électroniques. Outre cette programmation musicale, les rencontres de Pétrarque, les projections de films musicaux, les conférences et les magazines de Radio France feront rayonner cette année encore sur les ondes des radios de service public, l'excellence de notre ville.

L'Orchestre National de France, l'Orchestre Philharmonique de Radio France, le Choeur et la Maîtrise de Radio France constituent la colonne vertébrale d'une programmation riche articulée cette année, autour de deux grandes thématiques : Musique et Pouvoir.

Parmi les temps forts proposés aux montpelliérains et comme c'est le cas depuis quatre ans, le Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon propose pour clôturer le festival, un concert de l'Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon. D'accès gratuit, cet événement proposé en plein air Place de l'Europe à Antigone se déroulera le jeudi 27 juillet 2012 à 21h00. Les comédies musicales seront davantage à l'honneur cette année, avec deux compositeurs privilégiés, Georges Gershwin et Leonard Bernstein.

Les services de la Ville, protocole et espace vert sont sollicités pour l'installation de barrières, scène et nettoyage de l'espace. Un espace est gracieusement mis à disposition.

Considérant que le projet de la structure bénéficiaire Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon contribue au développement de sa politique en matière de culture et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon une subvention d'un montant de 60 000 euros pour la réalisation du Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2011 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011 ;

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09.2012 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2011 – 2012 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2012 – 2013.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame Le Maire

Les Présidents

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat et attribution de subventions à des galeries associatives d'art contemporain

Philippe Saurel rapporte :

Depuis de nombreuses années la Ville de Montpellier aide au fonctionnement de cinq galeries. Leur liberté de programmation et de production, leur pertinence et leur démarche de monstration expérimentale non soumise au marché de l'art est essentielle à la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville.

Ces associations utilisent leurs lieux pour y montrer des artistes d'envergure internationale et participent à la promotion et à l'accompagnement de jeunes créateurs résidant à Montpellier. Elles développent des logiques de travail en réseau, entre elles et avec les institutions, mutualisent souvent leurs moyens et participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels elles sont implantées.

Elles mettent également en place une médiation, des temps de rencontre et offrent aux montpelliérains l'opportunité de voir une diversité de propositions artistiques utilisant le plus souvent des procédés vidéographiques et informatiques permettant d'aiguiser un sens critique et de participer à des discussions riches, stimulantes et conviviales.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 8 000 € à chacune de ces cinq galeries soit un montant global de 40 000 € comme indiqué dans le tableau ci-après :

N° asso.	Association	Nature	Montant
5036	Aperto	F	8 000 €
5059	Galerie AL /MA	F	8 000 €
2159	Boîte Noire unité de recherche contemporaine	F	8 000 €
2747	Iconoscope	F	8 000 €
5019	Vasistas	F	8 000 €
		Total	40 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

Une convention de partenariat type jointe en annexe sera passée avec chacune de ces cinq galeries. Le budget de chaque association est également joint en pièce annexe.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 40 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 30/05/2012

Nom et code de la structure :
Montant attribué : €
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Montpellier

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 21 mai 2012.

D'une part,

Et :

L'association bénéficiaire XXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association bénéficiaire XXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Cette galerie associative a pour vocation d'accueillir des expositions, des événements (performances, concerts) ainsi que des rencontres entre artistes et publics.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront des relations durables et fructueuses avec l'association en précisant les objectifs suivants.

L'association bénéficiaire XXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de l'association bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière d'art contemporain notamment en accompagnant les artistes émergents de la Ville, et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention et engagements

Pour l'année 2012 la Ville de Montpellier accorde à l'association bénéficiaire XXXXXX une subvention d'un montant de **8 000 euros**.

L'association s'engage à faire de 3 à 5 expositions et événements par an et à promouvoir pour moitié des jeunes artistes domiciliés et créant sur le territoire de la commune ;
à ouvrir le lieu régulièrement et à assurer un travail de médiation auprès des publics afin d'assurer la promotion de l'art contemporain au plus grand nombre.

L'association s'engage à accentuer la mutualisation des moyens de communication avec d'autres galeries d'art contemporain de la Ville (édition d'un dépliant imprimé, d'un site internet...) et d'être le plus possible en résonnance avec des événements culturels de la ville (festivals, expositions ...)

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2011 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30. 09. 2012 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2011 – 2012 ;
- Pièce n° 6 : le projet pour la première partie de la saison 2012 – 2013.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

L'association bénéficiaire XXXXXXXXXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

Article 5 : Modalités de contrôle

L'association bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2012

Philippe Saurel rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant divers projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals, etc.), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale. Les dossiers qui ont été présentés à la Ville ont été analysés sur les points suivants dans le but d'encourager les projets innovants et créatifs :

Projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine, mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune, originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), adéquation budget/objectifs, participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 360 100 euros au titre de l'exercice 2012.

N° asso	Association	Nature	Montant
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	M	1 000
3618	Amis de la Librairie les Cinq Continents	F	800
1246	Amistats Max Rouquette	F	3 000
5374	APAAAV	F	1 000
959	Archives du Monde	F	1 000

4389	ARDEC	F	7 000
3403	Asso Internationale Saint Roch de Montpellier	F	3 000
3403	Asso Internationale Saint Roch de Montpellier	M	1 000
1832	Association Mareschal	F	500
5192	Asso Recherche Enseignement Langues Anciennes	M	500
3745	Association Chrétiens et Cultures	M	17 000
2265	Association Culturelle des Berbères de Kabylie	F	10 000
3339	Association des Amis du Musée Languedocien	F	1 400
5358	Association des Cafés Géographiques de Montpellier	F	500
1973	Association Les Amis du Grain des Mots	F	800
3294	Associations les Ziconofages (AZ)	F	1 000
511	Association Méridiane	F	800
3636	Association Montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	F	2 000
1319	Association pour la Lecture 34	F	1 000
3746	Association Uni'sons	F	15 000
2113	Atelier de Recherche Théâtrale – Art Cie	F	7 000
4573	Atelier de Rencontre et de Recherche Comparative en ethnologie	F	1 000
5078	Autour des Auteurs, Association des Ecrivains et traducteurs	M	1 000
5078	Autour des Auteurs, Association des Ecrivains et traducteurs	F	1 000
4978	Borbolh de Bala	F	1500
1791	Buzz' Arts	M	1 000
5044	Café des Amis du Journal l-Humanité	F	1 000
5008	Casa Amadis Asso Culturelle de Langue Portugaise de Montpellier	M	1 000
867	Cellanova.Org	M	1 500
783	Centre Communautaire et Culturel Juif	F	40 000
1939	Centre Culturel Espéranto de Montpellier	F	500
2119	Centre Lacordaire	F	15 000
2732	Cercle Algérieniste de Montpellier	F	1 000
500	Cercle Occitan de Montpellier	F	1 000
5154	C'est Rare Film	M	500
3997	Chamaré	F	500
4544	Chœur Occitan de Montpellier Nadalenca	F	1 000
76	Comité de Quartier Saint Roch et Ecusson	M	1 000

4922	Couvent des Dominicains de Montpellier	F	2 000
4493	Danse avec les Roues (Cap Danse Bis)	F	1 000
2988	Don Quijote Centre Culturel Hispanique	F	1 000
2	Entente Avicole de l'Hérault	F	500
493	Etablissement Régional Léo Lagrange	M	500
130	Friends of the Anglophone Library	F	1 000
4081	Grain d'Image	M	20 000
5386	Graphie	F	1 000
4478	Identités et Partage	F	500
4191	Illusion et Macadam	F	20 000
4527	Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide	F	50 000
1969	Institut Protestant de Théologie	F	2 000
4279	J'Ose Lire et Clair de Plume	M	500
1281	Kaïna	F	5 500
1281	Kaïna	M	2 000
4949	Kawenga	F	30 000
5132	Kino Montpellier	F	1 000
3930	La Bourrèio del Clapas	F	1 000
3064	Lâche les Mots	F	1 000
5040	La Compagnie du P'tit Atelier 3	F	1 000
1110	Compagnie Odette Louise	F	1 000
5047	L'Ampadaires Aides Développement Initiative Employeurs Spectacles	F	2 000
4813	La Poesia	F	2 500
3536	Les Amis de la Mémoire pédagogique	M	200
992	Le Camescope Apprivoisé – Vidéastes amateurs Montpelliérainss	F	900
1531	Lecture e Oc	F	1 400
4520	Le Garage Electrique	F	4 000
107	Les Amis de Jean Vigo	F	2 500
107	Les Amis de Jean Vigo	M	500
5095	Les Chiens Andalous	F	5 000
5095	Les Chiens Andalous	M	1 000
3022	Les Ecrivains Méditerranéens	F	500
1748	Les Rencontres du Court	M	4 000
3051	Lez'Arts M3	M	500
5055	Lo Talhier Parlar- Centre Formacion Professional	F	3 800

	Occitan		
184	Lou Parage de Mount Pelie	F	1 000
834	Mission Bande Dessinée en Languedoc Roussillon	M	1 000
297	Mots Passants	F	300
200	Objectif Image Montpellier-Photo	F	1500
212	Patrimôme	F	200
212	Patrimôme	M	200
1781	Regards sur le Cinéma Algérien	M	2 000
616	Société Archéologique de Montpellier – Musée languedocien	F	3 000
227	Théâtre Talhers Production La Rampe TIO	F	30 000
1274	Un Orgue dans la Ville	F	1 000
		TOTAL	356 300€

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 356 300 €.
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 30/05/2012

Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place George Frêche
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4: Le rapport d'activité 2011

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement Exercice 2012

Philippe Saurel rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier aide en fonctionnement des associations qui gèrent des lieux de diffusion et de créations artistiques. Des lieux qui déclinent plusieurs fonctions et qui sont des éléments essentiels dans le maillage artistique et culturel de notre territoire.

Avec des jauges variables, ces lieux programment tout au long de l'année des spectacles de théâtre, de danse ou de musique. Leur liberté de programmation est indéniablement un facteur essentiel pour la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville. Devenus au fil du temps des endroits dans lesquels la rencontre entre public et artistes peut s'effectuer dans une grande proximité, ces lieux participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels ils sont implantés. Ils peuvent être en outre des lieux « tremplins » pour les artistes locaux qui par la suite rayonneront en France et à l'étranger.

Outre, leur fonction de diffusion, certains de ces lieux peuvent être aussi des lieux de résidence et de répétitions, une étape essentielle dans le processus de création. Si certains ont choisi un axe de travail unique (théâtre, danse contemporaine, spectacle jeune public) d'autres, plus nombreux, sont ouverts à toutes formes de propositions artistiques.

Rappelons que la Ville a voté lors du Conseil municipal du 6 février deux subventions de fonctionnement pour deux associations gérant des lieux particulièrement reconnus pour leur travail, leur implication dans leur quartier et pour la qualité de leur programme. Il s'agit d'une part de l'association Music-Events pour le lieu « La Chapelle », dans le quartier Gély-Figuerolles, pour laquelle 125 000 € ont été attribués et, d'autre part, l'association La Vista Théâtre de la Méditerranée, dans le quartier Figuerolles-Gambetta qui a reçu 50 000 €.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 43 000 €.

N° asso	Association	Nature	Montant
857	A la Barak Atelier de Photographie	F	1 000
5567	Artothèque à Montpellier	M	1 000
5534	Association Spontané	M	5 00
390	Centre Culturel Italien Societa Dante Alighieri	M	500
1201	La boutique d'écriture	F	20 000
5487	La Capsule Atelier de Création Contemporaine	F	500
529	La Friche de Mimi	F	3 000
529	La Friche de Mimi	M	3 000
1795	Living Room Espace de Création Contemporaine	F	3 000
1136	Maison de la Gravure Méditerranée	F	1 000
5037	Transit Collectif Photographique	F	5 000
5037	Transit Collectif Photographique	M	3 000
1566	Union des Arts Plastiques de la Méditerranée	F	1 500
		TOTAL	43 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour la manifestation pour un montant total de 43 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 30/05/2012

Nom et code de la structure : XXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire XXXXXa sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiairecontribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXXeuros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
- Pièce n° 7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2011 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la

subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place George Frêche
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2012

Philippe Saurel rapporte :

Il y a 30 ans, Montpellier a vu naître les premières radios associatives libres, mouvement émanant des premières radios pirates (1978).

Aujourd'hui la ville de Montpellier compte huit radios associatives indépendantes qui animent et produisent, chaque jour, des heures de programmes radiophoniques et participent ainsi pleinement à la pluralité et à la diversité culturelle. Elles touchent tous types de public : jeune, citoyens, personnes isolées et ces actions en font des acteurs majeurs de la liberté d'expression.

La richesse de ces programmes permet de rendre visible des initiatives locales et d'assurer et une information de proximité solidaires et citoyens, ces modes d'expression se construisent en activant des partenariats avec les acteurs associatifs et les institutions. En cela, ces associations assument une mission de lien social et participent à la construction d'une histoire et d'une identité commune. Elles apportent donc un concours essentiel au développement local et culturel.

La ville de Montpellier développe depuis 2009 un programme de co-production avec les radios associatives de la ville. Deux partenariats ont déjà été réalisés : l'un avec Radio Clapas pour la co-production d'une série d'émissions radiophoniques sur le thème du patrimoine culturel et historique de la Ville en lien avec l'Office du Tourisme de Montpellier, pour un montant de 5 200 € et l'autre, avec Radio Divergence FM pour la co-production en direct des conférences de l'Agora des Savoirs qui ont lieu chaque mercredi au Centre-Rabelais, pour un montant total de 17 625 €.

Considérant les missions des radios associatives comme indispensables à l'exercice de la démocratie locale, la Ville de Montpellier décide de renouveler son soutien en leur attribuant la somme globale de 62 500 euros répartie selon le tableau ci-après :

N° asso	Association	Nature	Montant
2092	A.P.P.E.L Radio Terra One	F	2 000

1919	Association pour le développement d'un outil radiophonique étudia - ADOREM	F	4 500
1215	Croqu'oreille Divergence	F	8 000
48	FM Plus Asso Protestante de Radio-Télévision	F	8 000
4283	L'Eko des Garrigues	F	8 000
29	Montpellier Contacts – Radio Clapas	F	8 000
38	Radio Aviva 88 FM	F	8 000
307	RCF Maguelone Hérault	F	8 000
491	Son é Resson Occitan	F	8 000
		TOTAL	62 500

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence il est demandé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations, pour un montant total de 62 500 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 30/05/2012

la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place George Frêche
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire XXXXXa sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiairecontribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXXeuros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2011 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la

subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Projet d'Aménagement de la Déviation Est de Montpellier Avis de la Ville sur les modalités de concertation publique proposées par le Conseil Général de l'Hérault

Serge Fleurence rapporte :

La Déviation Est de Montpellier est un maillon essentiel de la voirie de contournement de l'agglomération de Montpellier.

Le rabattement du trafic routier, via cet axe, de la RD 613 vers l'autoroute A9 permet de limiter la pénétration dans les cœurs de ville et de participer au contournement de l'agglomération pour le trafic autre que celui de la desserte locale.

Suite aux concertations menées par l'Etat en 2001, une première partie du projet global a pu être déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 14 octobre 2004 (partie allant de la RD 613 à la rue de la Vieille Poste). Cette partie du projet a été réalisée et mise en service en décembre 2008.

En 2006, l'Etat a transféré les routes nationales d'intérêt local aux départements et, à cette occasion, la Déviation Est de Montpellier est passée sous maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault ce dernier ayant réalisé la section comprise entre la RD 613 et la rue de la Vieille Poste.

Aujourd'hui, le projet de réalisation de la deuxième section de la Déviation Est de Montpellier comprend :

- la création d'une nouvelle infrastructure à 2x2 voies entre la rue de la Vieille Poste et l'autoroute A9
- la création d'un itinéraire sécurisé pour les modes doux en parallèle de l'infrastructure
- un raccordement sur l'A9 dont la conception devra intégrer le projet de déplacement de l'autoroute porté par l'Etat

- la dénivellation des giratoires aux extrémités de la première section de la DEM (RD 613 et rue de la Vieille Poste)

A ce stade, l'estimation prévisionnelle des travaux est de 45 000 000€ HT.

Cette opération était inscrite dans le dernier contrat de plan Etat-Région avec des clefs de répartition financière entre l'Etat, la Région, le Département et l'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, la mise en travaux de cette déviation est conditionnée par la participation financière des partenaires cités ci-dessous, soit :

Etat	27.5%
Région	27.5%
Département	22.5%
Agglomération de Montpellier	22.5%

Des études préliminaires permettront de proposer à la concertation les deux fuseaux initialement étudiés par l'Etat ainsi que deux fuseaux complémentaires. Sur les quatre solutions examinées, deux seront retenues après analyse multicritères pour être étudiées au niveau d'étude d'avant-projet.

Dans ce contexte, sur la base de ces études, le Département sera en mesure de présenter au public la synthèse des objectifs poursuivis par l'opération et les axes de travail à approfondir dans le cadre de l'avant-projet.

En ce sens, le Département de l'Hérault maître d'ouvrage de cette opération, souhaite engager une procédure de concertation publique sur le fondement des articles L 300-2 et R 300-1 du code de l'urbanisme.

La Ville de Montpellier est invitée à statuer sur les modalités de cette concertation publique afin d'être associée en amont, ainsi que le seront les autres communes concernées, les usagers, les habitants, les associations locales, les représentants de la profession agricole et toutes les personnes intéressées à l'élaboration du projet.

Déroulement de la concertation

Il est proposé par le Département de l'Hérault :

- deux réunions publiques annoncées par voie d'affichage et de presse, à l'issue des études préliminaires sur les enjeux et les variantes d'aménagement et réparties comme suit :
 - une sur le territoire de la commune de Saint-Aunès en y associant la commune de Mauguio
 - une sur le territoire de la commune de Montpellier en y associant les communes de Castelnau-le-Lez et Le Crès
- deux réunions publiques annoncées par voie d'affichage et de presse, à l'issue des études d'avant-projet menées sur les deux variantes retenues à l'issue de la phase de concertation précédente et réparties comme suit :
 - une sur le territoire de la commune de Saint-Aunès en y associant la commune de Mauguio
 - une sur le territoire de la commune de Montpellier en y associant les communes de Castelnau-le-Lez et Le Crès
- la mise à disposition au public d'un dossier d'information et d'un registre destiné à recueillir les observations du public pendant une durée d'au moins 30 jours dans les locaux des cinq communes concernées, à savoir : Saint-Aunès, Castelnau-le-Lez, Le Crès, Mauguio et Montpellier

- l'insertion dans la presse d'un communiqué relatif à ladite concertation
- l'insertion sur le site internet du Département d'une information relative à ladite concertation
- la mise à disposition du public d'une modélisation informatique des aménagements sur le site internet du Département, lors de la seconde phase de concertation sur deux variantes étudiées au niveau avant projet.

Les cinq communes concernées devront se prononcer également pour avis sur les modalités d'organisation ainsi envisagées.

Un bilan de la concertation sera soumis à la Ville dès achèvement des études d'avant-projet et avant le déroulement des enquêtes publiques préalables à l'autorisation de réalisation des travaux.

Les modalités de concertation proposées par le Département de l'Hérault pour ce projet permettent une information complète de la population. En qualité de maître d'ouvrage de l'opération, le Département de l'Hérault prendra à sa charge l'organisation de cette concertation.

En conséquence, il vous est demandé :

- de donner un avis favorable sur les modalités de concertation publique proposées par le Département de l'Hérault, maître d'ouvrage du projet de Déviation Est de Montpellier ;
- d'autoriser Mme Le Maire ou, à défaut, son premier adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANJROUX

Publiée le : 30/05/2012



Direction du Génie Urbain
Bureau d'Etudes

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 202

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Plan Local de déplacement secteur Nord Axe Auguste Broussonnet - Quai du Verdanson - Place du Onze Novembre. Réorganisation des sens de circulation - Recalibrage des Voies Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés

Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée à repenser les déplacements de véhicules dans le quartier Centre de Montpellier avec pour objectifs principaux de :

- limiter les saturations en centre-ville dues aux forts flux de transit ;
- partager l'espace public tout en donnant plus de place aux vélos, aux piétons et aux bus ;
- développer une éco-mobilité profitable à l'environnement et à la qualité de vie des habitants (qualité de l'air, nuisances sonores, sécurité.)
- redéfinir les accès au centre-ville ;
- rendre les axes urbains plus lisibles et plus simples à utiliser (jalonnement).

Dans cette optique et après plusieurs réunions de concertations avec la population il a été décidé :

- de mettre à double sens de circulation le quai du Verdanson entre la rue Henri Serre et la place du 11 Novembre en inversant la rue Henri Serre ;
- de créer une piste cyclable continue et à double sens de la rue Auguste Broussonnet jusqu'à la piste cyclable existante de l'avenue de Nîmes ;
- de créer une piste cyclable à double sens sur l'avenue Bouisson-Bertrand, mise à sens unique, de la place Marcel Godechot jusqu'au quai du Verdanson ;
- d'élargir le trottoir piéton côté Nord du Verdanson le long des bâtiments de logements et de commerces ;
- d'améliorer et de sécuriser les circulations et les traversées piétonnes sur l'ensemble des carrefours, notamment la place du 11 novembre traversée par les lignes de tramway.

Pour réaliser l'ensemble de ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 3 lots (lot 1 voirie, lot 2 éclairage public, lot 3 régulation trafic) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
 - Garanties techniques et financières.
 - Références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
 - Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise.
 - Prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 24 avril 2012, a retenu l'entreprise suivante :

- **Lot 3 Régulation Trafic : l'entreprise Groupement SOTEM/ETETP pour un montant de travaux de 489 269,86 € HT.**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908-221, programme 2010

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération, et le prélèvement des sommes correspondantes sur l'imputation budgétaire citée ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MAMBROUX



Publiée le : 30/05/2012

Direction Jeunesse Sports
Emploi et Logement
Jeunesse

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 203

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Brevet de Sécurité Routière (BSR) ou du Permis A1 aides financières pour les jeunes Montpelliérains à partir de 14 ans (BSR) et de 16 ans (permis A1) jusqu'à 29 ans

Condition et mise en œuvre des dispositifs

Françoise PRUNIER rapporte :

54% des blessés de la route sont des cyclomotoristes âgés de 15 à 25 ans. Partant de ce constat, il est nécessaire de sensibiliser les jeunes à la sécurité routière. Pour lever l'obstacle financier de l'apprentissage à la conduite d'un cyclomoteur, la ville de Montpellier propose la mise en place d'une aide financière à l'obtention du Brevet de Sécurité Routière (BSR) pour la conduite jusqu'à 50 cm³ et du permis A1 pour les motos jusqu'à 125 cm³.

Afin de permettre la réalisation de ce projet, un budget de 5 000€ a été voté au BP 2012. 2 000€ financeront le BSR et 3 000€ le permis A1.

Cette aide s'adressera aux jeunes résidant à Montpellier depuis plus d'un an et qui sont en situation précaire. Sont concernés pour le BSR les jeunes à partir de 14 ans et pour le permis A1 les jeunes à partir de 16 ans. Chacun pourra bénéficier que d'une seule fois de ce dispositif.

Tous les ans la ville aidera ainsi 40 jeunes, à hauteur de 50 €, dans le cadre du BSR et 30 jeunes à hauteur de 100€ pour le permis A1.

Les Montpelliérains devront déposer un dossier dûment rempli, accompagné des pièces justificatives obligatoires auprès du service Jeunesse (cf exemplaire du document joint en annexe). Les demandes seront étudiées par l'Adjoint délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante et les services compétents. Les dossiers seront retenus dans la limite du crédit disponible prévu pour cette opération.

Le jeune sera tenu de s'inscrire, dans un délai de 6 mois, à l'auto école de son choix, qui devra être obligatoirement domiciliée sur la commune de Montpellier, et s'acquittera des frais de formation restant à sa charge. L'aide de la ville sera versée par mandat administratif, directement à l'auto-école choisie par le jeune bénéficiaire. Une convention sera passée entre la commune et l'auto-école concernée.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'accepter la mise en œuvre de ces dispositifs,
- d'accepter les termes du règlement annexé à la présente délibération,
- d'accepter la convention d'aide avec l'auto école,
- d'accepter que cette somme soit prélevée sur les crédits inscrits au budget du service Jeunesse, ligne de crédit n°13512,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MATHÉROUX



Publiée le : 30/05/2012



DIRECTION JEUNESSE SPORTS EMPLOI ET LOGEMENT *SERVICE JEUNESSE*

VILLE DE MONTPELLIER

Convention de partenariat Bourse au BSR ou permis A1 avec l'auto école

Entre les soussignés

D'une part

La Ville de Montpellier, représentée par son Maire Hélène MANDROUX, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 21 Mai 2012

Et d'autre part

L'auto-école.....

Représentée par M, Mme,

Ci-après dénommé « le prestataire »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Considérant que le BSR et le permis A1 constitue aujourd'hui un atout incontestable pour lutter contre l'insécurité routière ;

Considérant que cette formation et ce permis nécessitent des moyens financiers qui ne sont pas à la portée de tous les jeunes ;

Considérant qu'il convient en conséquence, par la présente charte « aide au BSR ou au permis A1 », d'attribuer une bourse à des jeunes résidents de la Ville de Montpellier, à partir de 14 ans pour le BSR et de 16 ans pour le permis A1, conformément à la délibération du Conseil Municipal du 21 mai 2012.

Article 1 : adhésion à l'opération

Par la présente convention, le prestataire.....

Représenté par M (me).....déclare adhérer au dispositif « aide au BSR et au permis A1 » mise en place par la Ville de Montpellier.

Article 2: les engagements du prestataire

Le prestataire s'engage à assurer la formation du bénéficiaire de la bourse pour l'obtention du BSR ou du permis A1. Cette formation intègre a minima les prestations suivantes :

- frais de dossier ;
- cours de formation pour le BSR et pour le permis A1 les cours théoriques sur le code de la route et la formation ;
- les présentations aux épreuves théoriques et pratiques ;

Le prestataire s'engage à accepter les conditions d'attribution de ces aides définies par la délibération du Conseil municipal du 21 mai 2012.

Le prestataire s'engage enfin à rembourser à la Ville de Montpellier les sommes indûment versées (prestations non réalisées).

Article 3 : les engagements de la ville

La Ville s'engage à verser directement au prestataire la bourse accordée au bénéficiaire.

L'auto école informera la Ville de tous les renseignements pertinents sur les bénéficiaires.

Article 4 : dispositions spécifiques

Le bénéficiaire de la bourse s'acquittera à son inscription du solde restant à sa charge directement au prestataire. Dès ce paiement effectué, le prestataire en informera par écrit la Ville de Montpellier. qui lui versera alors la somme correspondant à la bourse accordée, à savoir 50€ pour le BSR et 100€ pour le permis A1.

Article 5 : dispositions d'ordre général

Les signataires s'engagent à veiller au respect de la présente convention.

Fait à Montpellier le

Madame le Maire

L'auto école prestataire
(nom, cachet et signature)

Hélène MANDROUX

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Modification du règlement intérieur du Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ)

Françoise PRUNIER rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 17 novembre 2008, la Ville a créé le Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ), instance de concertation mise en place pour favoriser le dialogue citoyen avec les 16-29 ans.

Les jeunes sont appelés à y siéger deux ans. Pour répondre au mieux aux exigences d'implication des membres et prendre en compte le temps d'étude des dossiers, les membres du Conseil Montpellierain de la Jeunesse, en Assemblée Plénière du 31 janvier 2012, ont approuvé à l'unanimité la prolongation de leur mandat de 2 à 3 ans.

La nouvelle assemblée, nommée par le Conseil Municipal en date du 7 février 2011, compte 50 jeunes, 26 femmes et 24 hommes dont 17 membres du premier Conseil. Composée de lycéens, d'étudiants et de salariés elle a débattu de citoyenneté, de lutte contre l'homophobie, de réussite éducative, du logement, de questions internationales, de nutrition, d'environnement et de réflexions sur la vie nocturne.

Elle a apporté ses contributions au dossier du Projet Urbain - Montpellier 2040 et enrichit le projet de la Cité de la Jeunesse. Elle a également été force de propositions pour le Prix Guénin.

Par ailleurs le nouveau règlement intérieur du Conseil municipal adopté le 3 octobre 2011 implique de supprimer la commission Jeunesse mentionnée également dans le règlement intérieur du CMJ.

Afin de prolonger la durée du mandat de cette instance et être conforme avec le nouveau règlement intérieur du Conseil municipal, le règlement intérieur du CMJ doit être modifié.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

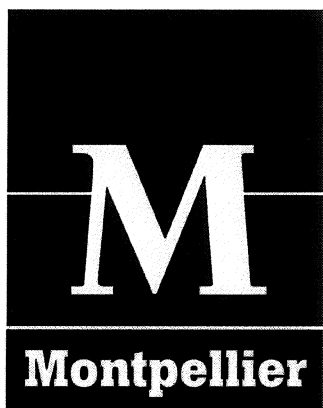
- De valider les modalités du nouveau règlement du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse,
- D'autoriser Mme le Maire ou Mr l'Adjoint délégué de signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 30/05/2012



Règlement intérieur du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse

Adopté en Conseil Municipal du 29 Mai 2012

Chapitre 1 : Composition- Modalités - Organisation

Article 1 - Les Conseillers Montpelliérain de la Jeunesse :

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse est composé de jeunes âgés de 16 à 29 ans, au moment de leur entrée dans le Conseil. Ils doivent résider, étudier ou travailler à Montpellier. Après un appel à candidatures et une inscription des candidats sur la base du volontariat, les représentants de la jeunesse sont désignés par Madame le Maire. Le nombre des membres est laissé à la discrétion de Madame le Maire et de l'Adjoint délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante.

Article 2 - Durée et renouvellement de la désignation :

La durée du mandat est de trois ans avec la possibilité de se représenter pour un second mandat. Il est aussi possible, pour tout membre qui quitte le CMJ de coopter une personne. En dehors de l'appel à candidature réglementaire, les demandes d'entrée sont possibles. Toute nouvelle cooptation ou entrée doit être validée par l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Ville étudiante et le bureau.

Article 3 - Les experts :

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse est aussi composé d'experts (présidents d'association, sociologues, professeurs, institutionnels). Ces personnalités spécialistes des questions sur de jeunesse, sont convoquées par l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante pour formuler des propositions aux membres du CMJ.

Article 4 - Le bureau :

Le bureau est chargé de préparer l'ordre du jour des Assemblées Plénières. Il est constitué de l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante, d'au moins 5 conseillers du CMJ et du secrétariat.

Article 5 - Secrétariat :

Le secrétariat est assuré par des fonctionnaires municipaux.

Chapitre 2 : Assemblée Plénière

Article 6 - Définition :

L'Assemblée Plénière a pour objet de présenter et de faire voter les actes des groupes de travail. A présenter les bilans. Elle est également habilitée, après proposition et vote, à créer de nouveaux groupes de travail.

Article 7 - Périodicité des séances :

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse se réunit en Assemblée Plénière au moins une fois par trimestre et à la demande motivée du tiers de ses membres en exercice, dans un délai maximum de 30

jours après réception de la demande.

Article 8 - La première Assemblée Plénière :

Au cours de cette séance sont prévues l'installation du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, la présentation du fonctionnement, les bilans et la désignation et vote des membres du bureau.

Article 9 - Convocations :

Le Maire ou l'Adjoint délégué à la Jeunesse et à la Ville étudiante sont les seules personnalités habilitées à adresser les convocations. Elles sont envoyées par courrier à l'adresse personnelle des conseillers 5 jours francs avant la tenue de l'assemblée. En cas de nécessité, le délai peut être abrégé. Toute convocation stipule les questions portées à l'ordre du jour.

Article 10 - Publicité des séances – huis clos :

Les séances sont publiques, néanmoins, le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse peut décider sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Article 11 - Marques d'approbation ou d'improbation :

Pendant toute la durée de la séance, le public présent dans l'auditoire se tient assis, découverts et en silence. Toutes marques d'approbation ou d'improbation sont interdites.

Article 12 - Police de l'Assemblée :

Le Maire ou l'Adjoint délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante ont seuls la police de l'assemblée. Ils peuvent faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

Article 13 - Adoption du procès-verbal :

La synthèse des débats est transmise aux membres du CMJ. Ils peuvent, en cas d'erreur ou de contestation, demander par écrit une modification. Le secrétariat en assure le compte rendu.

Article 14 - Discussion des affaires :

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont présentées dans l'ordre indiqué dans la convocation. Il peut être dérogé à cette règle avec l'assentiment du Conseil.

Article 15 - Questions diverses :

Sur proposition d'un de ses membres qui en fait la demande au plus tard en début de séance, le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse peut ajouter, dans les questions diverses une question qui sera posée en fin de séance.

Article 16 - Différents modes de vote :

Le conseil vote les affaires soumises à ses délibérations de l'une des trois manières suivantes :

- à main levée.
- au scrutin public.
- au scrutin secret.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Il est constaté par le Maire ou l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante. Le secrétariat comptabilise les votes.

Article 17 - Procurations :

En cas d'empêchement, un conseiller peut donner à un membre de son choix un pouvoir écrit pour voter en son nom. Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable. Les procurations de vote sont à communiquer au secrétariat avant la séance. Tout conseiller quittant la séance en cours peut remettre une procuration à un membre de son choix.

Chapitre 3 : Les Groupes de Travail

Article 18 - Composition :

Le Conseil Montpelliérain de la jeunesse forme en Assemblée Plénière des groupes de travail thématiques destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville pour la jeunesse. Les conseillers s'inscrivent dans la commission de leur choix. Ils peuvent s'inscrire dans plusieurs groupes de travail. Il peut être également élargi à des jeunes n'appartenant pas au CMJ. Le secrétariat est présent à chaque séance.

Article 19 - Périodicité :

Elles sont mensuelles. Les convocations sont adressées par le secrétariat sous forme dématérialisée. L'Adjoint délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante peut y convoquer toute personne qu'il lui paraît utile de consulter en raison de sa technicité ou de sa spécificité

Article 20 - Fonctionnement :

Le Conseil Montpelliérain de la jeunesse peut, si besoin, créer des groupes de travail ad hoc dont la durée de vie est liée aux dossiers étudiés.

Le Maire ou l'Adjoint délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante a la faculté de recourir à ces groupes de travail toutes les fois qu'il le juge utile et en arrête l'ordre du jour.

Les groupes de travail n'ont aucun pouvoir propre de décision, ils n'émettent qu'un avis et propose des idées qui seront ensuite soumises au vote en Assemblée Plénière du CMJ.

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Association des Etudiants Mahorais de Montpellier Attribution de subvention 2012

Madame PRUNIER rapporte:

L'association des Etudiants Mahorais de Montpellier a pour objectif d'accueillir et de contribuer à l'intégration dans la cité des nouveaux étudiants arrivant de Mayotte. Elle s'attache à promouvoir la culture mahoraise auprès des étudiants et des montpelliérains et, tout au long de l'année, impulse des actions culturelles et des ateliers de soutien scolaire sur le quartier Hôpitaux Facultés.

Afin d'assurer la pérennité de l'association et qu'elle puisse mener à bien ses actions, il est proposé d'aider l'association des Etudiants Mahorais de Montpellier en lui attribuant une subvention de 1000 €.

Code	Associations	FM	Montant
3217	Association des Etudiants Mahorais de Montpellier	F	1 000€
TOTAL GENERAL :			1 000 €

LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924

- En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

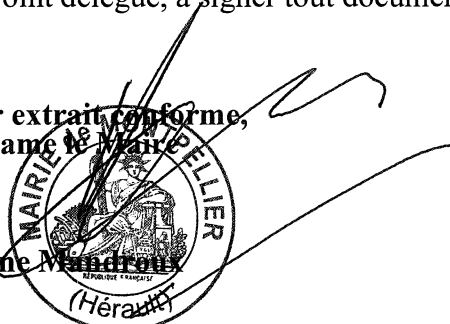
- Décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la l d'engagement;
- De prélever cette sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec nature 6574 pour un montant total de **1 000 euros**;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. »

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,
Madame le Maire

Hélène Mandroux

Publiée le : 30 05 2012



la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place George Frêche
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e)....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

177

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Carte Eté Jeunes 2012 Attributions à titre gratuit

Madame PRUNIER rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours eu pour ambition de faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports.

La municipalité a donc mis en place la Carte Eté Jeunes, véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale. Valable du 15 juin au 15 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25€, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir leur ville.

Pour l'été 2012, dans le cadre du volet social de ce dispositif, la Ville de Montpellier propose d'octroyer **250** cartes gratuites aux associations et aux personnes qui répondent aux critères suivants, à savoir :

- Des associations montpelliéraines oeuvrant auprès de la Jeunesse, en particulier des jeunes rencontrant des difficultés d'insertion socio-professionnelle.
- Des associations montpelliéraines subventionnées dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse.

Ces attributions à titre gratuit constituent toutefois une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées sera établi par le service Jeunesse et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux auprès de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'accepter l'attribution de **250** Cartes Eté Jeunes à titre gratuit pour l'année 2012,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,
Madame le Maire



Hélène Mandroux

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Espace Montpellier Jeunesse de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Madame PRUNIER rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique en faveur de la jeunesse, souhaite proposer la mise à disposition auprès d'associations partenaires et de tout jeune porteur de projet, de deux lieux permettant la programmation d'animations au sein de l'Espace Montpellier Jeunesse : la salle d'Accueil et la salle de Documentation.

Les associations partenaires et les montpelliérains âgés de 16 à 29 ans pourront y présenter leurs actions.

Les projets associatifs devront être portés par des associations de jeunes ou développer des actions en direction de la jeunesse. Une attention toute particulière sera portée aux projets visant à renforcer la cohésion sociale, la citoyenneté, la solidarité et la prévention.

Cette occupation du « domaine public » (donnant normalement lieu au paiement d'une redevance) sera accordée exceptionnellement à titre gratuit considérant que les bénéficiaires seront des associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général ou des particuliers répondant à ces critères.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui devra être valorisée, tant dans les comptes de l'association ou du particulier, que dans le budget de la Ville.

Cette mise à disposition de la salle à titre gratuit pour les associations partenaires et les porteurs de projets est une subvention en nature qui sera valorisée à hauteur de 110 € par jour.

Les critères liés à l'attribution de la gratuité seront les suivants :

- Pour les associations à but non lucratif dont les membres ont moins de 29 ans et celles dont l'action est en direction des montpelliérains âgés de 12 à 29 ans.
- Pour les jeunes montpelliérains âgés de 16 à 29 ans souhaitant présenter leur investissement dans leur Ville.

- Pour la présentation des projets des bénéficiaires des Bourses Animations Jeunes et des Bourses Initiatives Jeunes soutenues par la Ville.
- Pour participer à l'animation de l'Espace Montpellier Jeunesse.

Les formulaires de demande dûment complétés devront être déposés 2 mois avant la date du projet.

L'Adjoint au maire délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante et les services compétents étudieront tous les dossiers de propositions d'animation.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise à disposition à titre gracieux de salles de l'Espace Montpellier Jeunesse aux associations partenaires et aux jeunes montpelliérains âgés de 16 à 29 ans;
- d'approuver le projet de convention de mise à disposition selon le modèle annexé ;
- d'approuver le règlement pour les jeunes montpelliérains de 16 à 29 ans porteurs de projet selon le modèle annexé ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

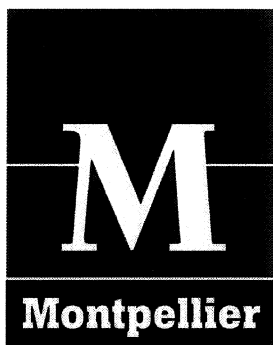
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,
Madame le Maire

Hélène Manéroux



Publiée le : 30 05 2012



Service Jeunesse Ville de Montpellier

6, rue Maguelone 34000 Montpellier
04 67 92 30 50 / jeunes.montpellier.fr

Formulaire mise à disposition de salle à titre gracieux à l'Espace Montpellier Jeunesse

Cette demande ne concerne que les projets finalisés.

Vous êtes montpelliérain, âgé de 16 à 29 ans, et vous souhaitez proposer une animation.

L'Espace Montpellier Jeunesse peut vous accueillir à titre gracieux.

Pour que votre demande soit éligible, ce présent formulaire, dûment rempli, doit être déposé **2 mois** avant la date de votre projet.

L'ORGANISATEUR :

Nom : Prénom :

Date de naissance : Age :

Adresse :

Tél : Email :

Pièces à fournir obligatoirement: photocopie carte d'identité ou passeport et justificatif de domicile de moins de 6 mois.)

MANIFESTATION :

Titre :

Dates (faire plusieurs propositions):

Souhaitez-vous recevoir l'actualité de l'Espace Montpellier Jeunesse par e-mail ?

Conformément à l'article 34 de la loi Informatique et Liberté du 6/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour vous désinscrire ou pour toute modification, merci de nous en informer.

☐ Oui

☐ Non

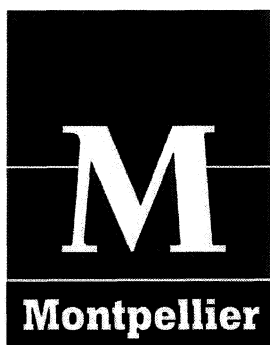
[illegible]

Je soussigné(e)parent responsable de
l'enfant.....atteste sur l'honneur l'exactitude des
renseignements portés sur le formulaire d'inscription et avoir pris connaissance et accepté le règlement.

Tél : Email :

Fait à Montpellier le,pour valoir et servir ce que de droit.

Merci de joindre à cet imprimé tout document que vous jugeriez utile pour une étude approfondie du dossier.



SERVICE JEUNESSE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

REGLEMENT POUR LA MISE A DISPOSITION DE SALLE AUX JEUNES MONTPELLIERAINS

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique Jeunesse, met à disposition, à titre gracieux, une salle de l'Espace Montpellier Jeunesse située 6 rue Maguelone à Montpellier, pour programmer des animations.

ARTICLE 1

L'objectif de la Ville de Montpellier est de faire connaître et promouvoir des jeunes Montpelliérains et de permettre au public du service Jeunesse d'avoir accès à différentes thématiques d'animation.

ARTICLE 2

Pour bénéficier de cette gratuité, il faut être Montpelliérain et âgé de 16 à 29 ans lors du dépôt de son dossier, justifier d'une domiciliation à Montpellier. Pour les mineurs, le parent responsable est tenu de renseigner le formulaire, au niveau de l'autorité parentale, et d'accepter ce présent règlement.

ARTICLE 3

L'organisateur s'engage à utiliser la salle de l'Espace Montpellier Jeunesse en vue de l'objet énoncé et devra remplir les conditions des articles suivants ; toute autre utilisation dénoncera cette convention ; sont interdites toutes réunions à caractère d'ordre privé ou religieux et toute sous-location.

ARTICLE 4

Toutes ventes ou opérations commerciales sont interdites lors des animations.

Tous thèmes qui pourraient heurter la sensibilité du public ou toute forme de propagande politique, idéologique, religieuse ou sectaire sont strictement proscrits.

ARTICLE 5

L'organisateur sera tenue d'installer la salle pour sa manifestation et devra respecter scrupuleusement les consignes de sécurité en vigueur ; veiller à ce que les issues de secours soient dégagées et restituer les lieux en l'état initial (ranger le matériel utilisé mis à sa disposition.)

ARTICLE 6

L'organisateur (pour les mineurs le parent responsable) s'engage à respecter la réglementation en vigueur en matière de nuisance sonore (sonorisation excessive, tapage nocturne) afin d'assurer la tranquillité du riverain.

ARTICLE 7

L'organisateur sera tenu pour responsable de tous dégâts, détériorations ou dégradations survenus de son fait aux locaux et matériel mis à sa disposition, ainsi que de l'immobilisation des locaux et équipement nécessitée par leur remise en état.

ARTICLE 8

L'utilisation des locaux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. Par mesure de sécurité, le nombre des participants ne devra pas dépasser.....personnes assises et/ou..... debouts.

ARTICLE 9

La Ville de Montpellier n'est pas responsable des objets entreposés à l'occasion de la manifestation.

ARTICLE 10

L'organisateur assure l'entière responsabilité de la manifestation sans recours contre la Ville de Montpellier. Il doit donc souscrire une police d'assurance multirisques et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux, y compris ceux causés aux tiers.

ARTICLE 11

La Ville de Montpellier et l'organisateur feront la publicité de l'animation avec les moyens dont ils disposent respectivement.

L'organisateur autorise la Ville à faire toute communication de la manifestation sur tous supports médiatiques. Le proposant s'engage à participer à l'initiative de présentation de son animation ou exposition organisée par la Ville et à faire mention du soutien de la Ville de Montpellier sur les supports de communication qu'il pourra éditer.

ARTICLE 12

Si la Ville de Montpellier se trouvait dans l'impossibilité de mettre à disposition, aux jours et heures prévus, les locaux au bénéficiaire, un autre jour sera proposé.

Fait à Montpellier, le.....

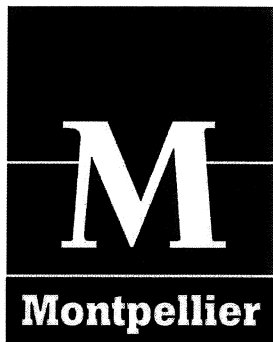
Signature

Précédé de la mention « Lu et approuvé »

Pour les mineurs :

Signature du parent responsable

Précédé de la mention « Lu et approuvé »



Service Jeunesse Ville de Montpellier

6, rue Maguelone 34000 Montpellier
04 67 92 30 50 / jeunes.montpellier.fr

Formulaire de mise à disposition de salle à l'Espace Montpellier Jeunesse

Cette demande ne concerne que les projets finalisés.

Vous êtes une association dont les membres ont moins de 29 ans ou vous proposez une animation pour les jeunes montpelliérains de moins de 29 ans, l'Espace Montpellier Jeunesse peut vous accueillir.

Votre demande doit être formulée **2 mois** avant la date de votre projet.

Afin d'être éligible et en vue d'une étude attentive, merci de compléter ce questionnaire et d'y joindre les justificatifs nécessaires.

ASSOCIATION :

Dénomination :

Sigle :

Objet :

Date de déclaration en préfecture : à :

Date de publication officielle..... n° d'enregistrement :

Adresse du siège social :

Nom du Président(e) :

Tél : Email :

Nom de l'organisateur :

Tél : Email :

Percevez-vous ou avez-vous déjà perçu une subvention de la Ville de Montpellier ☐ oui ☐ non

MANIFESTATION :

Objet :

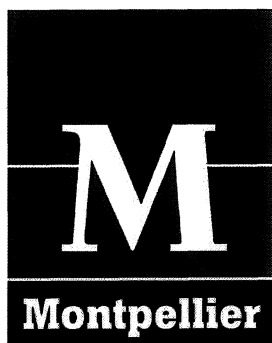
Dates (plusieurs dates souhaitées) :

This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

Souhaitez-vous recevoir l'actualité de l'Espace Montpellier Jeunesse par e-mail ?

Conformément à l'article 34 de la loi Informatique et Liberté du 6/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour vous désinscrire ou pour toute modification, merci de nous en informer.

☐ Oui ☐ Non



SERVICE JEUNESSE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SALLE

Formulaire à remplir avec le service Jeunesse

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par l' Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante

d'autre part,

L'association :

Représentée par son (sa) Président(e) :

Association partenaire du service Jeunesse de la Ville de Montpellier, désigné(e) sous le nom de l'organisateur (trice),

Siège social :

Tél fixe : Portable :

Email :

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

La Ville de Montpellier met à disposition de l'association nommée ci-dessus, une salle de l'Espace Montpellier Jeunesse située 6 rue Maguelone à Montpellier.

En vue de l'organisation de

Ledeàh.

Ou duau.....

ARTICLE 2

Considérant l'intérêt général attaché à l'activité de l'association, la Ville de Montpellier consent l'occupation de son domaine public à titre gratuit.

Cette occupation du Domaine Public à titre gratuit est considérée comme une subvention en nature d'un montant de : **110 euros par jour** soit :

Ce montant devra être inscrit dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville.

ARTICLE 3

L'organisateur s'engage à utiliser la salle de l'Espace Montpellier Jeunesse en vue de l'objet énoncé et devra remplir les conditions des articles suivants ; toute autre utilisation dénoncera cette convention ; sont interdites toutes réunions à caractère d'ordre privé ou religieux et toute sous-location.

ARTICLE 4

Toutes ventes ou opérations commerciales sont interdites dans le cadre des animations.

Les animations qui pourraient heurter la sensibilité du public ou toute forme de propagande politique, idéologique, religieuse ou sectaire sont strictement prosrites.

ARTICLE 5

L'association sera tenue d'installer la salle pour sa manifestation et devra respecter scrupuleusement les consignes de sécurité en vigueur ; veiller à ce que les issues de secours soient dégagées et restituer les lieux en l'état initial (ranger le matériel mis à sa disposition).

ARTICLE 6

L'association s'engage à respecter la réglementation en vigueur en matière de nuisance sonore (sonorisation excessive, tapage nocturne) afin d'assurer la tranquillité du riverain.

ARTICLE 7

L'association sera tenue pour responsable de tous dégâts, détériorations ou dégradations survenus de son fait aux locaux et matériel mis à sa disposition, ainsi que de l'immobilisation des locaux et équipements nécessitée par leur remise en état.

ARTICLE 8

L'utilisation des locaux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. Par mesure de sécurité, le nombre des participants ne devra pas dépasser.....personnes assises et/ou..... debouts.

ARTICLE 9

La Ville de Montpellier n'est pas responsable des objets entreposés à l'occasion de la manifestation.

ARTICLE 10

L'organisateur assure l'entière responsabilité de la manifestation sans recours contre la Ville de Montpellier. Il doit donc souscrire une police d'assurance multirisques et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux, y compris ceux causés aux tiers.

ARTICLE 11

La Ville de Montpellier et l'organisateur feront la publicité de l'animation avec les moyens dont ils disposent respectivement.

L'organisateur autorise la Ville à faire toute communication de la manifestation sur tous supports médiatiques.

Le proposant s'engage à participer à l'initiative de présentation de son animation ou exposition organisée par la Ville et à faire mention du soutien de la Ville de Montpellier sur les supports de communication qu'il pourra éditer.

ARTICLE 12

Si pour une raison majeure, la Ville de Montpellier, se trouvait dans l'impossibilité de mettre, aux jours et heures prévus, les locaux au bénéficiaire, un autre jour sera proposé en fonction des disponibilités.

Fait à Montpellier, le.....

Président(e) de l'association
Signature précédée de la mention
« Lu et approuvé »

Michel Passet
Adjoint au maire
Délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante

Convention à signer et 1^{ère} page à parapher
(en 2 exemplaires).

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Actions solidaires et prévention- Attribution subvention 2012

Monsieur TOUCHON rapporte :

La Ville est engagée dans la promotion de la santé, l'Association PEPA « Point Ecoute Parents/Adolescents » a pour objet l'accueil, l'écoute, l'accompagnement, la prise en charge psychologique auprès d'adolescents, de leur famille et de tout adulte en responsabilité d'adolescents, et organise des consultations d'information, de prévention et de justice à propos du cannabis.

Les objectifs de l'association sont les suivants :

- répondre aux situations de mal-être liées à des détresses affectives, familiales ou sociales.
- Procéder à l'évaluation des situations et organiser des orientations vers des dispositifs de soins existants lorsque la situation le nécessite.
- Restaurer les liens familiaux afin de prévenir les états de rupture.
- Accompagner l'émergence et l'élaboration de projets d'orientation et l'investissement d'une activité de formation (scolarité, apprentissage, études...)
- Soutenir les parents dans leur mission éducative.
- Lutter contre l'isolement et favoriser la construction de repères sociaux et culturels.
- Informer les adolescents de la nocivité de certaines conduites (dépendance, prises de risques..)

Pour assurer le bon fonctionnement de cette association, il est proposé qu'une subvention d'un montant de 1 500 euros soit accordée à l'association PEPA au titre de l'exercice 2012.

Code asso	Association	F/M/I	Montant	LDC	CHAP
3794	PEPA	F	1 500€	17563	925
Total général			1 500€		
Disponible sur enveloppe			9 940€		

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'attribution des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;

- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6 574 pour un montant total de 1 500€ ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer toutes ces conventions et tout document relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,
Madame le Maire

Hélène Mandroux

Publiée le : 30 05 2012

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, JCG ENVIRONNEMENT (SAS)

Autorisation d'exploitation d'une unité de prétraitement de déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) et d'une station de transit de déchets dangereux

Monsieur TOUCHON rapporte :

Par arrêté n° 2012-I-794 en date du 3 avril 2012, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, qui se déroulera du mercredi 2 mai 2012 au vendredi 8 juin 2012 inclus, en conséquence de la demande formulée par Monsieur Jean-Claude GIANNINO, gérant de la SAS JCG ENVIRONNEMENT, dont le siège est situé 1029 Boulevard Ferrisse – Saint Victoret (34 730). Elle concerne l'autorisation d'exploitation d'une unité de prétraitement de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) et d'une station de transit de déchets dangereux sises 60 impasse Antoine Saporta - ZAC Euromédecine à Grabels (34 790).

Le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier doit rendre un avis car le rayon d'affichage est de 2km autour du site futur de la SAS JCG ENVIRONNEMENT, 60 impasse Antoine Saporta à Grabels (34 790), c'est-à-dire à environ 100 mètres du territoire communal de la Ville de Montpellier.

Cette exploitation est soumise à autorisation préfectorale et relève du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-14 à R.512-25, sous les rubriques 2718-1 et 2790-2 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

L'unité de prétraitement de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) et la station de transit de déchets dangereux de Grabels comptabilisera sur son site jusqu'à douze personnes 7 jours/7 (de 5h à 21h, du lundi au vendredi et de 5h à 12h les samedis et dimanches). Le site est interdit au public et à toute personne non habilitée par la SAS JCG ENVIRONNEMENT.

Sous réserve des prescriptions techniques suivantes :

- Que la réalisation de nouvelles mesures acoustiques soient effectuées lorsque les installations seront en fonctionnement afin de déterminer l'impact sonore notamment sur le proche voisinage.

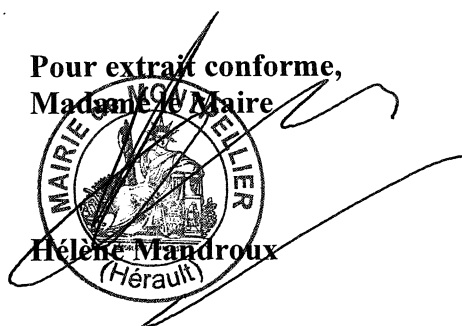
- Qu'un arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées de la société soit délivré.
- Qu'en cas de perception gênante d'odeurs à l'extérieur du bâtiment, un système de captage et traitement de l'air par charbon actif, par exemple, soit mis en place pour réduire l'émission d'odeurs.
- Les dispositions du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'Agglomération Montpelliéraine devront être prises en considération par la société.

Et après examen du dossier, dont les conclusions techniques sont annexées à la présente,

Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à l'exploitation de ces installations.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,
Madame le Maire



Hélène Mandroux

Publiée le : 30 05 2012

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Aménagement et entretien de divers espaces verts de la Ville - Autorisation de signer l'Avenant n°1 pour le lot 2 du marché 1H10270B

Monsieur FLEURENCE rapporte :

Par Délibération du 9 mai 2011, la Ville de Montpellier a confié le lot 2 du marché de service pour l'aménagement et l'entretien des espaces verts de la Ville secteur Port Marianne à la Société BRL Espaces Naturels, pour un montant minimum de : 100 000,00 € H.T et maximum de 450 000,00 HT.

Néanmoins, le montant du lot 2 est atteint en raison principalement de deux dépenses importantes survenues sur ce lot :

- ↳ La ZAT (Zone Artistique Temporaire)
- ↳ Le FISE (Festival International des Sports Extrêmes)

De ce fait, il est nécessaire d'augmenter les prestations et de signer un avenant pour un montant supplémentaire de 54 000,00 € HT pour la Société BRL Espaces Naturels, ce qui porte le montant maximum du marché à : 504 000,00 € HT. La plus-value s'élève donc à 12 % du contrat initial.

Ces modifications doivent être constatées par l'avenant n° 1 au lot 2 du marché 1H10270 B.
Après étude, la commission d'appel d'offre du 03 avril 2012, a émis un avis favorable à cet avenant.

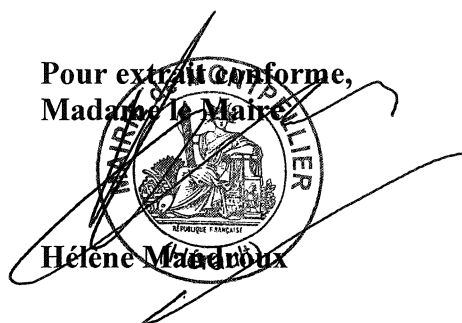
En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et notamment l'Avenant n°1 joint en annexe à la délibération.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,
Madame le Maire,

Hélène Mandroux



Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial Autorisation de signer le marché

Monsieur FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite disposer d'un marché à bons de commande pour la maintenance, l'entretien, la réalisation de petites extensions et la modification de son réseau pluvial.

Pour ces travaux réalisés régulièrement tout au long de l'année, ce type de marché offre une flexibilité adaptée aux nombreuses interventions dont le rythme et l'étendue ne sont pas susceptibles d'être définis à l'avance.

Une consultation selon une procédure adaptée en application des articles 28-I et 77 du Code des Marchés Publics a été lancée selon les modalités suivantes :

- Marché à bons de commande,
- 1 seul lot,
- Estimation des travaux :
 - Seuil minimum : 150 000 € HT
 - Seuil maximum : 600 000 € HT
- Durée du marché : 1 an, reconductible 3 fois,
- Critères de jugement des offres :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - Prix des prestations : 40%

Lors de la séance du 24 avril 2012, la Commission d'Appel d'Offres a attribué le marché à l'entreprise SCAM TP qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général :

Nature : 2315, Fonction : 816, Ligne : 14 667
Nature : 2135, Fonction : 816, Ligne : 14 669
Nature : 2315, Fonction : 816, Ligne : 14 670

En conséquence, nous vous proposons :

- D'approuver l'attribution du marché à l'entreprise SCAM TP pour un montant total de 277 633 € HT

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Madame le Maire**



Néline Mandroux

Publiée le : 30 05 2012

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETTOUT.

Entretien du patrimoine arboré Appel d'offres ouvert

Monsieur FLEURENCE rapporte :

Le présent dossier a pour objet l'appel d'offres pour l'entretien du patrimoine arboré. Il est établi pour une durée d'un an, renouvelable deux fois.

Il est proposé pour réaliser ces travaux d'établir un marché comprenant 5 lots :

Lot n°1 : Abattage

Lot n°2 : Dessouchage, curetage et apport de terre

Lot n°3 : Travaux de taille

Lot n°4 : Tous types de taille aux abords du tramway

Lot n°5 : Echenillage

1- PRESENTATION DU MARCHE

N° du Lot	Lots	Montant HT minimum en €	Montant HT maximum en €
Lot n°1	Abattage	40 000	160 000
Lot n°2	Dessouchage, curetage et apport de terre	30 000	100 000
Lot n°3	Travaux de taille	100 000	450 000
Lot n°4	Tous types de taille aux abords du tramway	30 000	200 000
Lot n°5	Echenillage	1000	10 000

2- FINANCEMENT AU BUDGET PRIMITIF

Les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2012 section investissement 908 et fonctionnement 928.

3- RAPPEL DE LA PROCEDURE

Les critères de choix de première enveloppe sont les suivants :

- 1^{er} : les références
- 2^{ème} : les capacités

Les critères de sélection de candidature sont les suivants : garanties et capacités techniques et financières et capacités professionnelles

Après analyse du mémoire technique et l'analyse financière des offres, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 24 avril 2012 a retenu les entreprises suivantes :

Lots 1 et 2 : Sud Espaces Verts

Lots 3, 4 et 5 : Philip Frères

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les marchés avec les entreprises suscitées.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,
Madame le Maire

Hélène Mandroux



Publiée le : 30 05 2012

Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Travaux de maintenance du système centralisé du contrôle d'accès de la zone piétonne du centre historique

Monsieur FLEURENCE rapporte :

Le présent marché a pour objet les travaux de mise à niveau et de maintenance des équipements du contrôle d'accès centralisé de la zone piétonne du centre historique de la ville de Montpellier.

Compte tenu des éléments techniques de conception et de fabrication des équipements et de logiciels du contrôle d'accès au centre ville existant, le marché ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché à bons de commande négocié, sans mise en concurrence, passé selon une procédure adaptée en application des articles 77 et 35 II.8 du Code des Marchés Publics a été mis en œuvre pour une durée d'un an à compter de la date de notification, renouvelable trois fois.

Le montant annuel des travaux est le suivant :

- seuil minimum : 30 000 € HT
- seuil maximum : 150 000 € HT.

Les critères retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique
- prix des prestations

La commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 24 avril 2012, a retenu l'offre économiquement avantagée de la société CITINNOV.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au BP 2012.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution du marché 2H672500 à la société **CITINNOV**.

- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,
Madame le Maire



Publiée le : 30 05 2012